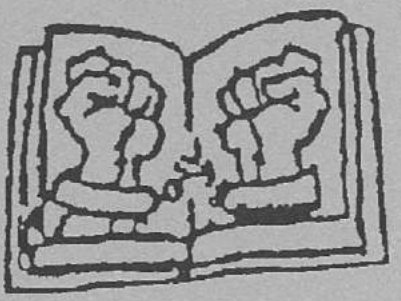
Cahiers du mouvement ouvrier

Léon Trotsky : le front unique (1921)
L'Espagne et l'Italie en révolution
1907 en France
La révolution d'Octobre et l'art
Pierre Lambert : Marx et les problèmes du parti ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 37 - Premier trimestre 2008 (janvier-février-mars) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation ..... p. 5**
- **Robespierre : le droit de vote des comédiens et des Juifs ..... p. 9**
- **Pierre Lambert : Marx et les problèmes du parti ouvrier ..... p. 13**
- **Jacques Faucher : 1907, la révolte des vignerons (première partie) ..... p. 25**
- **Pierre Roy : Le congrès de la SFIO de 1919 ..... p. 37**
- **Frank La Brasca : La révolution italienne (1919-1920) ..... p. 47**
- **Fabien Jeannier : Le mouvement ouvrier en Ecosse entre 1917 et 1922 (deuxième partie) ..... p. 57**
- **Léon Trotsky : Le front unique (1921) ..... p. 69**
- **Roland Corominas : Le "triennat bolchevique" en Espagne (deuxième partie) ..... p. 75**
- **Gérard Masson : La révolution d'Octobre et l'art ..... p. 89**
- **Jean-Paul Gautron : L'architecture au lendemain de la révolution ..... p. 105**

• **Marc Goloviznine :**
Chalamov et la révolution ..... p. 113

• **Une brochure édifiante ..... p. 121**

• **Notes de lecture ..... p. 129**

• **Chronique des falsifications :**
Stéphane Courtois : historien ou chien policier ? ..... p. 139

Présentation

"CACHER AUX ENFANTS LA LUTTE DES CLASSES QUI S'EST DEVELOPPEE, SOUS DES FORMES DIVERSES, TOUT AU LONG DE L'HISTOIRE, ET QUI PREND FORME AUJOURD'HUI DANS LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU PROLETARIAT, CE SERAIT SUPPRIMER POUR EUX UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE L'HISTOIRE HUMAINE"

(JEAN JAURES, *La Revue des maîtres*, revue de l'enseignement primaire, 25 octobre 1908)

CERMTRI

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

cermtri@wanadoo.fr

LOTS D'ANCIENS (mais toujours pertinents) NUMEROS DES *CAHIERS DU MOUVEMENT OUVRIER*

I

Au moment où Sarkozy veut introduire les clergés partout... pour apprécier leur apport à la civilisation moderne

Lisez les n^{os} 8, 11 et 12
des *Cahiers du mouvement ouvrier*
Les articles antisémites de *La Croix* lors de l'affaire Dreyfus,
l'interview du cardinal Baudrillart au PPF de Doriot,
un article de Maurice Nadeau : L'Eglise et Vichy.

Les 3 numéros, 8, 11 et 12 : 10 euros.

II

Au moment où Stéphane Courtois promeut un *Livre noir de la Révolution française* qui prolonge son *Livre noir du communisme*

En réponse aux monceaux de falsifications qui s'abattent sur la Révolution française,

lisez les nos 3, 18, 19, 20, 22, 23, 26 et 27
des *Cahiers du mouvement ouvrier.*
Textes de : Nicole Bossut-Perron, James Guillaume, Benoît Malon, Marcel Picquier, Pierre Roy : Chaumette, porte-parole des sans-culottes, La justice du tribunal révolutionnaire pendant la Terreur, La falsification *"La République n'a pas besoin de savants"*, Saint-Just, Levasseur de la Sarthe, Joseph Chalier, le Lyonnais guillotiné, Le député à la Convention Noël Pointe, Le montagnard Robert Lindet face à la vie chère et à la famine...

Les 8 numéros : 25 euros.

III

Pour comprendre comment Staline a déchaîné la terreur et détruit le Parti bolchevique

Lisez les articles de Vadim Rogovine, le seul historien russe qui ait donné une analyse trotskyste de l'Opposition de gauche et du stalinisme.

Dans les nos 1, 2 , 3, 4, 6 et 29 des *Cahiers du mouvement ouvrier* :
Les plénums du comité central de décembre 1936, février-mars 1937, juin 1937 et janvier 1938. La Grande Terreur dans les arcanes du bureau politique. Le stalinisme et la paysannerie L'Armée rouge en 1938. La débolchevisation du Parti communiste, etc.

Les 5 numéros : 18 euros.

IV

La résistance à Staline

— Le Parti ouvrier antifasciste.
— Les jeunes révolutionnaires de Saratov.
— Les ouvriers grévistes de l'Oural...

Les nos 5, 12, 14, 20 : 12 euros.

V

La lutte de l'Opposition de gauche et la IVe Internationale

Le manifeste de Raffin-Dugens (un des trois de Kienthal). Martel et Martin, membres du PCF, adhèrent à la IVe Internationale (1945). L'Opposition de gauche à Leningrad (1927-1929). Le NKVD et la chasse aux militants de la IVe Internationale. Trotskystes et staliniens au Vietnam à la veille de la guerre. N. Boukharine au bureau politique : quelle attitude vis-à-vis de Trotsky ? (1924, inédit). G. Vitsoris : les trotskystes grecs et la Résistance. Les trotskystes à Magadan et à Vorkouta.

Les nos 9, 11, 18, 20, 24, 35 : 18 euros.

VI

La révolution espagnole

— Les journées de juillet : la révolution ouvrière en marche.
— Les anarchistes et la révolution espagnole.
— Les journées de mai 37 à Barcelone.

Les n^{os} 4, 5, 18, 34, 35 : 15 euros.

VII

La révolution allemande

— République des conseils de Bavière.
— Assemblée constituante et conseils.
— Rosa Luxemburg.

Les n^{os} 9, 13, 23 : 10 euros.

VIII

Allemagne, 1930-1933
Stalinisme contre front unique

— La lutte contre le "social-fascisme"...
— Souvenirs d'un militant du PC allemand.

Les n^{os} 1, 16, 17 : 10 euros.

IX

Marche à la révolution politique
Allemagne 1953 - Pologne-Hongrie 1956

— Grève générale de Berlin-Est (juin 1953).
— De Poznan à Budapest : le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest, la révolution hongroise et le PC italien, les procès-verbaux du bureau politique du PC d'URSS (Khrouchtchev, Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Joukov, Mikoïan, etc.).

Les n^{os} 10, 13, 14, 31, 32 : 15 euros.

A commander au CERMTRI,
28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **29 euros** ;

— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an :

❒ à partir du n° 13 ❒ à partir du n° 14 ❒ à partir du n° 15 ❒ à partir du n° 16

❒ à partir du n° 17 ❒ à partir du n° 18 ❒ à partir du n° 19 ❒ à partir du n° 20

❒ à partir du n° 21 ❒ à partir du n° 22 ❒ à partir du n° 23 ❒ à partir du n° 24

❒ à partir du n° 25 ❒ à partir du n° 26 ❒ à partir du n° 27 ❒ à partir du n° 28

❒ à partir du n° 29 ❒ à partir du n° 30 ❒ à partir du n° 31 ❒ à partir du n° 32

❒ à partir du n° 33 ❒ à partir du n° 34 ❒ à partir du n° 35 ❒ à partir du n° 36

❒ à partir du n° 37

Commande du (des) n° (n^{os}) : .....

❒ **Commande du n° 2 de l'édition russe (15 euros port compris)**

La collection des n^{os} 1 à 36 : 120 euros + 20 euros de frais de port ❒

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

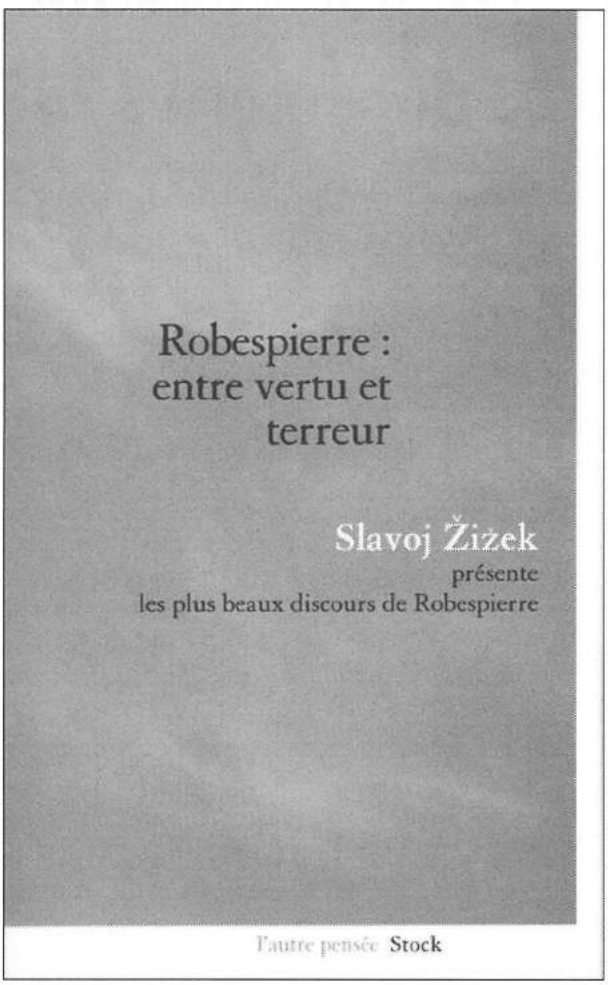
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Robespierre : sur le droit de vote des comédiens et des Juifs

(Assemblée constituante, 23 décembre 1789)

Le Monde (16 et 17 octobre 1988) publiait un long article de Pierre Birnbaum, intitulé : *"L'abbé Grégoire, régénérateur des Juifs"*. Pierre Birnbaum rappelait à juste titre que l'abbé Grégoire avait été l'un des trois lauréats du concours de la Société royale de Metz sur le thème : *"Est-il des moyens de rendre les Juifs plus heureux et plus utiles en France ?"* Il mettait en valeur le rôle de l'abbé Grégoire. Dans la décision prise par la Révolution française pour émanciper civiquement les Juifs, il insistait enfin à juste titre sur la perspective dans laquelle Grégoire plaçait, lui, cette émancipation : celle de la conversion... à la vraie foi, le christianisme. *"L'entière liberté accordée aux Juifs,* écrit ainsi l'abbé Grégoire, *sera un grand pas en avant pour les réformer, les régénérer et, j'ose dire, pour les convertir."* Dans l'*Histoire des sectes religieuses,* l'abbé Grégoire précise : *"Par nos vœux, notre tendresse, hâtons le moment où , réunis sous l'étendard de la croix, dans le même bercail, ils* (les Juifs) *confondront avec nous leur adoration au pied du même autel."*

La perspective de Robespierre, dans son discours du 27 décembre 1789, est tout autre : elle est purement et entièrement démocratique. Il le prononce à l'occasion d'un débat sur l'éligibilité des non-catholiques dans les municipalités (d'où la question des "comédiens", toujours chassés des rangs de l'Eglise). Robespierre appelle la Constituante à accorder aux Juifs les mêmes droits politiques qu'aux autres. La majorité de la Constituante refuse. Il faudra attendre une délibération de l'Assemblée législative du 27 septembre 1791 pour que les Juifs bénéficient, en tant que citoyens, de l'égalité politique, les droits politiques étant désormais entièrement séparés de l'appartenance confessionnelle.



"En leur rendant la dignité d'hommes et de citoyens"

TOUT citoyen qui a rempli les conditions d'éligibilité que vous avez prescrites a droit aux fonctions publiques.

Quand vous avez discuté ces conditions, vous avez traité la grande cause de l'humanité. Le préopinant a voulu faire de quelques circonstances particulières trois causes différentes. Toutes trois, elles sont renfermées dans le principe, mais, pour l'honneur de la raison et de la vérité, je vais les examiner succinctement.

On ne dira jamais avec succès dans cette Assemblée qu'une fonction nécessaire de la loi peut être flétrie par la loi. Il faut changer cette loi, et le préjugé n'ayant plus de bases disparaîtra.

Je ne crois pas que vous ayez besoin d'une loi au sujet des comédiens. Ceux qui ne sont pas exclus sont appelés. Il était bon cependant qu'un membre de cette Assemblée vînt réclamer en faveur d'une classe trop longtemps opprimée. Les comédiens mériteront davantage l'estime publique quand un absurde préjugé ne s'opposera plus à ce qu'ils l'obtiennent : alors, les vertus des individus contribueront à épurer les spectacles et les théâtres deviendront des écoles publiques de principes, de bonnes mœurs et de patriotisme.

On vous a dit sur les Juifs des choses infiniment exagérées et souvent contraires à l'histoire. Comment peut-on leur opposer les persécutions dont ils ont été les victimes chez différents peuples ? Ce sont au contraire des crimes nationaux que nous devons expier, en leur rendant les droits imprescriptibles de l'homme dont aucune puissance humaine ne pouvait les dépouiller.

On leur impute encore des vices, des préjugés, l'esprit de secte et d'intérêt les exagère. Mais à qui pouvons-nous les imputer, si ce n'est à nos propres injustices ?

Après les avoir exclus de tous les honneurs, même des droits à l'estime publique, nous ne leur avons laissé que les objets de spéculation lucrative. Rendons-les au bonheur, à la patrie, à la vertu, en leur rendant la dignité d'hommes et de citoyens ; songeons qu'il ne peut jamais être politique, quoi qu'on puisse dire, de condamner à l'avilissement et à l'oppression une multitude d'hommes qui vivent au milieu de nous. Comment l'intérêt social pourrait-il être fondé sur la violation des principes éternels de la justice et de la raison, qui sont les bases de toute société humaine ?

Robespierre à la Convention (croquis de Jean-Louis David).

Pierre Lambert : Marx et les problèmes du parti ouvrier

C'est Pierre Lambert qui eut en 1977 l'idée de constituer le CERMTRI, destiné à recueillir — dans la mesure des possibilités matérielles — les archives des organisations se réclamant du trotskysme et plus largement "révolutionnaires", et d'inviter à la fondation du CERMTRI un très large éventail d'anciens trotskystes des divers courants. A ce premier titre, il était donc indispensable que les *Cahiers du mouvement ouvrier* lui rendent hommage après sa mort en publiant un article de lui.

Cette nécessité s'impose à un deuxième titre. Pierre Lambert participa, à l'hiver 1997-1998, à la rencontre avec l'historien trotskyste russe Vadim Rogovine, au cours de laquelle fut prise la décision de publier les *Cahiers du mouvement ouvrier,* avec comme premier objectif de publier des documents d'archives sur l'histoire de l'URSS et de l'Opposition de gauche, et des études de Rogovine sur ce sujet.

Vadim Rogovine était depuis une dizaine d'années entré en contact avec les divers groupes se réclamant du trotskysme et de la IV^e^ Internationale. Il avait décidé de n'adhérer à aucun, à la fois parce qu'il voulait consacrer l'essentiel de son activité à rédiger et publier son histoire de la lutte de l'Opposition de gauche et de la IV^e^ Internationale en URSS, et d'obtenir qu'elle ait la plus large audience, et parce qu'il voulait étudier de plus près les divergences entre eux avant — éventuellement — de se prononcer. Ce que sa mort prématurée lui interdit de faire.

Pour cette raison, Vadim Rogovine, lors de cette rencontre, demanda que les *Cahiers du mouvement ouvrier* n'évoquent l'histoire du trotskysme et de la IV^e^ Internationale que jusqu'à la scission de 1952-1953.

Lors de cette rencontre, Pierre Lambert appuya totalement cette demande, ce qui explique pourquoi la revue n'évoque les problèmes de l'histoire de la IV^e^ Internationale que jusqu'à cette période.

Vadim Rogovine publia six volumes avant de mourir, brutalement emporté par un cancer au début de 1999, au moment où le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier* était sous presse.

Sa mort n'a pas empêché et n'empêchera bien entendu pas que la revue tienne l'engagement pris avec lui.

Le marxisme dans la lutte pour l'organisation de classe du prolétariat

L'INITIATIVE des masses, dans des conditions politiques données, autrement dit l'action spontanée du prolétariat, représente l'élément de base sur lequel s'est appuyée toute l'activité pratique de Marx, qui a toujours marché de pair avec son activité théorique. L'expérience vécue des masses exploitées, élaborée et généralisée par la théorie, doit guider la lutte du prolétariat pour le socialisme, pour en assurer le succès final. La tâche unique du parti ouvrier, qui concentre, dans son programme et dans la conscience de ses militants, les leçons accumulées de l'expérience historique, est d'en nourrir les luttes ouvrières. Rechercher, dans l'activité théorique et pratique de Marx, les principes qui l'ont guidé dans ses efforts pour sélectionner un parti et une Internationale ouvrière, sur un programme de classe — c'est là, aujourd'hui, un devoir particulièrement impérieux. Une offensive de grand style, menée avec des moyens de presse importants, répand en effet aujourd'hui toutes les banalités qui peuvent sortir de l'esprit d'une "intelligentsia de gauche" prétentieuse, ignorante de la lutte de classes, pleine de mépris pour les masses, adoratrice du fait accompli ; l'avant-garde et la classe ouvrière tout entières se trouvent, de ce fait, confrontées avec l'une des plus vastes entreprises de falsification du marxisme que l'histoire ait connues.

Défendre le marxisme, pour ceux qui n'estiment pas que la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat est "périmée", c'est donc un devoir majeur. Dégager, remettre en lumière l'enseignement capital de Marx et d'Engels basé sur la plus riche expérience de luttes qui couvrent une période de 50 années (1844-1895) apparaît indispensable. A ceux qui, de bonne foi, estimeraient vieilli et dépassé cet enseignement, rappelons que, selon Riazanov (1), en 1922, "*Lénine savait pour ainsi dire par cœur et citait fréquemment*" les circulaires rédigées par Marx et Engels en 1850 et qui définissaient la position de principe du parti prolétarien face aux partis bourgeois libéraux et petits-bourgeois démocrates. Soixante-douze années pourtant étaient passées, mais Lénine n'estimait nullement "périmé" l'enseignement de Marx. C'est pourquoi nous nous proposons, dans cette étude, tout d'abord de définir les principes politiques les plus généraux du marxisme, en nous référant aux textes de Marx et d'Engels eux-mêmes, puis de reprendre l'évolution de leur pensée, sous l'angle des problèmes

(1) Riazanov, vieux-bolchevik, directeur de l'Institut Marx-Engels-Lénine jusqu'en 1929, où il avait entrepris une édition scientifique des œuvres complètes de Marx et d'Engels, la seule existante encore à ce jour, disparut dans les prisons de Staline. La citation est extraite de *"Marx et Engels"*, conférences faites auprès de l'académie socialiste en 1922.

de l'organisation du prolétariat en vue de la lutte pour la révolution socialiste — cette clé de voûte du marxisme — de 1844 jusqu'à leur mort.

Marx aborde la vie politique dans une situation historique qui, en Europe, en dehors de l'Angleterre et de la France, pose, pour les masses, et particulièrement en Allemagne, le problème de l'accomplissement des tâches démocratiques et nationales de la révolution bourgeoise ; c'est-à-dire de la subversion révolutionnaire des séquelles de la féodalité, entraves pour les forces productives bourgeoises en plein développement. A la veille des révolutions de 1848, Marx et Engels estiment donc du devoir des communistes, pour l'Allemagne, de s'intégrer en tant que tendance indépendante dans le bloc des partis politiques bourgeois et petits-bourgeois en lutte contre l'absolutisme féodal. L'expérience des révolutions de 1848 apprendra à Marx et Engels que *"la bourgeoisie prussienne (et avec elle la petite bourgeoisie), par crainte des tiraillements encore à demi inconscients qui agitaient alors le prolétariat, ont livré au gouvernement* (absolutiste) *les postes l'un après l'autre. Depuis longtemps déjà, elles se repentaient de leurs anciennes velléités d'exercer le pouvoir. Depuis mars* 1848, *la terreur leur avait fait perdre la tête, elles se trouvaient en effet, ici, en présence des puissances de l'ancienne société groupées autour de l'absolutisme, là, en face du prolétariat, jeune encore, à son aurore, et qui naissait à la conscience de classe"* (Engels, préface à la nouvelle édition des *Révélations sur le procès des communistes de Cologne,* 1885).

La révolution démontre à Marx et Engels que les partis de la bourgeoisie libérale et de la petite bourgeoisie démocrate préfèrent, par crainte des masses prolétariennes, capituler devant la réaction absolutiste. La leçon sera immédiatement généralisée et s'intégrera aux principes révolutionnaires qui, après 1850, vont guider leur action :

"Les travailleurs allemands devront faire eux-mêmes le maximum pour leur propre victoire, en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en adoptant, aussi rapidement que possible un point de vue politique indépendant et en ne se laissant pas arrêter un seul instant par les discours hypocrites des démocrates petits-bourgeois... (Ils devront œuvrer à) *l'organisation indépendante du parti politique de la classe ouvrière. Leur mot d'ordre doit être : la révolution en permanence"* (circulaire rédigée au nom de la Ligue des communistes par Marx et Engels, mars 1860).

Et, dès lors, c'est sur ce programme "trotskyste" (2) de la révolution permanente que Marx et Engels aborderont les problèmes posés par toutes les tâches assignées par l'histoire au prolétariat révolutionnaire ; y compris celui de l'accomplissement des tâches démocratiques qui prendront, de ce fait, un tout autre contenu : utiliser tout ce qui peut être arraché à la bourgeoisie en vue de favoriser l'organisation indépendante du prolétariat sur son propre plan de classe et pour ses objectifs propres.

Ainsi, la lutte pour le suffrage universel et les candidatures ouvrières seront inséparables de la dénonciation du parlementarisme bourgeois. L'action pour les revendications élémentaires entreprise par les syndicats devra se combiner avec l'action *"encore plus importante des syndicats comme foyers organisateurs de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale, comme organes de transformation du système du travail salarié et de la dictature capitaliste"* (rapport rédigé par Marx pour le Premier Congrès de l'AIT, 1866).

La lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier

Dans une lettre adressée au communiste allemand Boite, le 23 novembre 1871, Marx définit ainsi le mouvement de la classe ouvrière pour la constitution d'un parti de classe :

"La lutte politique de la classe ouvrière a naturellement pour but final la conquête du pouvoir politique par elle, et pour cela est naturellement nécessaire une organisation adaptée, issue jusqu'à

(2) C'est effectivement en s'inspirant des vues développées par Marx en 1860 que Trotsky reprit et développa, à partir de 1904, et surtout de l'expérience de la révolution russe de 1905, la théorie de la révolution permanente.

un certain point de son développement de la lutte de classes, provenant elle-même de ses luttes économiques. Mais, d'autre part, tout mouvement dans lequel la classe ouvrière s'oppose aux classes dominantes en tant que classe et cherche à les contraindre par une pression de l'extérieur est une lutte politique. Par exemple, la tentative pour conquérir, dans telle ou telle usine ou même tel ou tel atelier, par des grèves, etc., sur les capitalistes pris isolément, une réduction du temps de travail, est un mouvement purement économique ; au contraire, le mouvement tendant à conquérir une loi de 8 heures est un mouvement politique. Et c'est ainsi que, partout, les mouvements économiques isolés des ouvriers donnent naissance à un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour réaliser ses intérêts sous une forme générale, une forme qui possède une force générale socialement contraignante. Si ces mouvements supposent une certaine organisation adaptée, ils sont tout autant à leur tour des moyens de développer cette organisation. Là où la classe ouvrière n'est pas encore allée assez en avant dans son organisation pour entreprendre une campagne décisive contre la force collective, c'est-à-dire la force politique des classes dominantes, elle doit, en tout cas, être éduquée à cette fin par une agitation continue contre l'attitude hostile à notre égard qu'observent les classes dominantes. Dans le cas contraire, elle reste un jouet entre les mains de ces dernières, comme l'a montré la révolution de septembre en France, et comme le montre, dans une certaine mesure, le jeu qui, jusqu'à l'heure qu'il est, réussit encore en Angleterre à MM. Gladstone et Cie."

L'organisation adaptée aux fins révolutionnaires du prolétariat se fixe donc pour tâche de rendre conscient *"le mouvement de la classe pour réaliser ses intérêts sous une forme générale qui possède une force générale socialement contraignante"*.

Là où les conditions ne sont pas réunies *"pour entreprendre une campagne décisive contre la force collective, c'est-à-dire la force politique des classes dominantes"*, le parti ouvrier doit éduquer, organiser, préparer les masses à la lutte générale contre l'Etat, dans lequel s'exprime la force politique de la bourgeoisie. Autrement dit, dans une situation où le rapport des forces entre les classes est défavorable au prolétariat, les mots d'ordre limités, les revendications partielles mises en avant par l'organisation révolutionnaire ont pour objet d'élever la conscience de classe des travailleurs. L'action ouvrière, à tous les stades, ne saurait répondre aux exigences de la lutte du prolétariat pour son émancipation que si elle débouche sur la perspective révolutionnaire. Mettre au rancart la perspective révolutionnaire, c'est abaisser la conscience de classe au niveau des besoins de la survie du régime bourgeois. Malgré les luttes grandioses (juin 1936, septembre 1944, août 1953, août-septembre 1955) où elles affrontaient l'État bourgeois dans cette *"campagne décisive"* (révolution) dont parle Marx, les masses ont reflué. Pourquoi ? Parce que les dirigeants du PS et du PCF ont justement considéré la classe ouvrière comme *"un jouet entre leurs mains"* pour les besoins d'une politique adaptée à la défense de "l'ordre républicain". C'est cette orientation que le stalinisme a imposée, sous le poids de son appareil, depuis 1936, et qui reste le fondement de sa politique, telle que l'exprime encore la résolution du dernier comité central du PCF (12 décembre 1958). Pour les staliniens, l'objectif à atteindre n'est pas le socialisme, mais le retour à la démocratie bourgeoise. Quant au socialisme, il pourra être réalisé — plus tard, à une date jamais fixée — par les voies parlementaires.

L'intérêt immédiat et le but final

Pour Marx, le parti ouvrier lutte pour orienter, par l'agitation et dans l'action, le mouvement spontané des masses vers l'objectif révolutionnaire de la lutte des classes : la conquête du pouvoir politique. Pour Marx, la tactique immédiate, les mots d'ordre sont adaptés à la stratégie globale de la lutte pour le pouvoir ouvrier. Il n'y a, il ne peut y avoir de séparation entre le *"but final"* et la tactique *"immédiate"*. Au contraire, dans un discours prononcé en septembre 1847, il affirme :

"Aussi l'intérêt ***immédiat*** (souligné par nous) *de la classe ouvrière consiste-*

t-il à abattre le régime actuel de la propriété. La classe ouvrière est, d'ailleurs, la seule à posséder les moyens de le faire... La disparition de l'ancienne société ne sera pas une perte pour ceux qui n'ont rien de commun avec elle. Dans tous les pays, c'est le cas pour la grande majorité des hommes. Bien au contraire, ils auront tout à gagner à la disparition de l'ancienne société, qui implique la création d'un ordre nouveau dont les fondements ne reposeront plus sur l'antagonisme des classes."

Pour les staliniens, l'intérêt immédiat des travailleurs, c'est, aujourd'hui, le retour à la démocratie bourgeoise ; c'était hier, ce sera, s'il y a lieu, demain, la défense de ce régime.

L'indépendance du mouvement ouvrier exige donc la rupture totale du parti ouvrier, dans tous les domaines de la politique pratique et d'organisation, avec toutes les formations bourgeoises et petites-bourgeoises, et la reconnaissance d'une politique de lutte de classe révolutionnaire comme seule méthode prolétarienne.

Dans *La Sainte Famille* (1845), Marx et Engels dénoncent *"les gens qui, du haut de l'impartialité de leur point de vue supérieur, prêchent aux travailleurs un socialisme s'élevant au-dessus de toutes les oppositions et des luttes de classes ; ce sont ou des novices qui ont encore des tas de choses à apprendre, ou les pires ennemis des ouvriers"*.

En 1890, Engels revient sur cette question qui représente le fil directeur de leur pensée commune, à Marx et à lui :

« Sous le nom de socialistes, on comprenait, en 1847, les charlatans sociaux de tout acabit qui, avec leurs panacées variées et leurs médications faites de pièces et de morceaux, prétendaient faire disparaître les misères sociales sans faire le moindre mal au capital et au profit. C'étaient des gens étrangers au mouvement ouvrier, et qui recherchaient, au contraire, l'appui des classes "cultivées". Au contraire, cette fraction des ouvriers qui, convaincue de l'insuffisance de simples bouleversements politiques, réclamait une transformation fondamentale de la société, cette fraction prenait alors le nom de communiste. Le socialisme avait, du moins sur le continent, ses entrées dans les salons, le communisme, lui, ne les avait pas. »

Ces gens qui recherchent l'appui des classes *"cultivées"*, qui fréquentent les salons, les antichambres ministérielles, les couloirs du Palais-Bourbon, les salles de rédaction des revues et journaux mondains, sont étrangers à la classe ouvrière. Comme le sont ceux qui oublient, consciemment ou non, que l'intérêt de classe du prolétariat n'est pas de substituer au gouvernement Laniel un gouvernement de "Front républicain", ni d'introduire des ministres staliniens au gouvernement, ni de prôner le Front populaire — *"l'insuffisance"* de ces *"simples bouleversements politiques"*, déjà comprise par Marx et Engels en 1887, a été affirmée, depuis, par toute l'expérience historique — mais de combattre pour la révolution sociale.

Ce n'est pas un hasard si Marx, malgré de profondes divergences de principes, rendait, en 1868, hommage à Lassalle, parce qu'il fut *"l'homme qui a obligé* (certains) *à se souvenir qu'il existe un mouvement prolétarien qui se distingue du mouvement démocratique petit-bourgeois*. Comme il n'est pas étonnant de voir Marx manifester sa sympathie pour les erreurs "ouvriéristes" des *"ouvriers parisiens, qui semblent viser à exclure tout homme de lettres, ce qui est absurde, mais excusable vu les trahisons continuelles des gens de lettres"* (lettre de Marx à Engels, 25 février 1865).

Car, pour les fondateurs du socialisme scientifique, c'est en séparant politiquement le prolétariat de toutes les fractions libérales et démocratiques de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qu'il sera possible d'assurer une défense effective des intérêts immédiats de la classe ouvrière, inséparables de son objectif révolutionnaire. Les chefs "ouvriers", les intellectuels petits-bourgeois qui prônent la collaboration des classes, qui prétendent la révolution sociale "périmée", sont *"étrangers à la classe ouvrière"*, car, pour Marx, *"la classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien"* (1865).

Le défunt André Marty, en réfléchissant sur les raisons qui ont motivé son exclusion du PCF, rappelait un incident hautement significatif. Lors de son dernier voyage à Moscou, en 1946, Marty formula, dans une discussion avec Staline, la proposition de reconstituer le Comintern, dissous en 1943. Staline s'y op-

posa. Marty rétorqua : *"— La classe ouvrière française, pour être révolutionnaire, a besoin de l'Internationale communiste."* *"— Je n'ai pas besoin d'une classe ouvrière française révolutionnaire"*, répondit le "chef génial". Effectivement, pour la défense des intérêts de la bureaucratie usurpatrice, Staline devait combattre les tendances révolutionnaires des ouvriers, imposer aux partis communistes une politique de collaboration avec les partis de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, en vue d'obscurcir la conscience de classe du prolétariat.

La démocratie ouvrière

Les fins révolutionnaires que le prolétariat doit s'assigner, s'il veut s'élever à la dignité de classe (c'est-à-dire à la dignité pour chaque ouvrier pris individuellement), ces fins ne pourront être atteintes que par des méthodes qui respectent scrupuleusement les règles de la démocratie ouvrière. La nature des rapports entre la tendance révolutionnaire et les autres tendances ouvrières découle clairement de ce passage du *Manifeste communiste* :

"Les communistes ne forment pas de parti distinct en face des autres partis ouvriers. Ils n'ont pas d'intérêts séparés de ceux du prolétariat tout entier. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se différencient des autres partis prolétariens que sur deux points : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs à tout le prolétariat, indépendamment de la nationalité, et, d'autre part, dans les diverses phases que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent constamment l'intérêt du mouvement total. Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus avancée des partis ouvriers de tous les pays, celle qui pousse toujours en avant ; théoriquement, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien. Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les autres partis prolétariens : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat."

C'est parce que les communistes, organisés en tendance aux côtés de toutes les autres tendances et organisations ouvrières, entendent lutter pour la *"constitution du prolétariat en classe"* et pour *"le renversement de la domination bourgeoise"* que Marx, le 5 mai 1846, malgré des divergences de principes qui l'opposent à Proudhon, lui propose néanmoins de constituer en commun des *"comités de correspondance communistes, qui s'occuperaient de mettre en rapport les socialistes allemands, français et anglais, afin de les tenir au courant des progrès du socialisme dans chaque pays. De cette manière, des différences d'opinion pourront se faire jour, on arrivera à un échange d'idées et à une critique impartiale, c'est là un pas que le mouvement social aura fait, sous son aspect littéraire, afin de se débarrasser des limites de la nationalité. Et, au moment de l'action, il est certainement d'un grand intérêt pour chacun d'être instruit de l'état des affaires à l'étranger aussi bien que chez lui."*

Proudhon se récusera : *"J'ai aussi*, répond-il à Marx, *à vous faire quelques observations sur ce mot de votre lettre : au moment de l'action, peut-être conservez-vous encore l'opinion qu'aucune réforme n'est actuellement possible sans un coup de main, sans ce qu'on appelait jadis une révolution. Cette opinion, que je conçois, que j'excuse, que je discuterai volontiers, l'ayant moi-même longtemps partagée, je vous avoue que mes dernières études m'en ont fait complètement revenir. Je crois que nous n'avons pas besoin de cela pour réussir, et qu'en conséquence nous ne devons point poser la faction révolutionnaire comme moyen de réforme sociale."*

Proudhon refuse les propositions de Marx parce qu'estimant (déjà !) l'action révolutionnaire périmée, il élabore dans sa tête une bonne petite solution à la *"question sociale"*, une solution qui permettrait de résorber pacifiquement la propriété capitaliste (3).

(3) Voir *Misère de la philosophie*, de K. Marx (réponse à la *Philosophie de la misère*, de Proudhon).

Le critère décisif

De même, à la veille de la révolution de 1848, Marx et Engels appellent les communistes français à lutter au sein du parti social-démocrate dirigé par Louis Blanc. Mais après la capitulation de ces leaders *"ouvriers petits-bourgeois"* devant la bourgeoisie massacreuse de juin 1848, Marx et Engels rompirent définitivement avec les dirigeants à la Louis Blanc. Nous touchons là le critère décisif de l'attitude des marxistes envers les autres courants ouvriers. Marx et Engels souhaitent et recherchent la collaboration de la tendance révolutionnaire avec toutes les tendances se situant sur le terrain prolétarien. Mais cette attitude fera place à la rupture la plus totale, lorsque, dans l'action, telle ou telle tendance se sera située sur le terrain bourgeois de la collaboration des classes. Autant Marx se montrait tolérant à l'égard des différentes tendances se manifestant à l'intérieur du mouvement ouvrier, autant il s'opposait résolument à toutes les tentatives de lui enlever son caractère de classe. Néanmoins, il faut constater que, même dans ce combat implacable pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier, dès qu'une tendance avec laquelle il avait rompu amorçait un redressement dans la voie de l'orientation de classe, Marx s'en félicitait.

Après avoir rompu avec Proudhon, qui, en 1847, condamnait les grèves et s'opposait à la constitution des syndicats, Marx, dans une lettre à Engels (12 septembre 1868), se félicite :

"Un grand progrès (s'est accompli)... *Les braves proudhoniens belges et français, qui déclamaient dogmatiquement à Genève* (1866) *et à Lausanne* (1867) *contre les syndicats, en sont aujourd'hui les partisans les plus fanatiques."*

Lénine, qui comme nous le montrerons, respectait scrupuleusement les principes de la démocratie ouvrière dans la lutte entre tendances, dans la préface à l'édition russe des lettres de Marx à Kugelman (1907), rappelle la position de principe de Marx en 1871 :

« Et quelle fut l'attitude de Marx quand s'engagea, en mars 1871, cette action qu'il avait déclarée désespérée en septembre 1870 ? Voulut-il profiter de l'occasion pour railler ses adversaires proudhoniens et blanquistes, les dirigeants de la Commune ? Non, Marx loue hautement les prolétaires héroïques de Paris, dirigés par les proudhoniens et les blanquistes : "De quelle souplesse, de quelle initiative historique, de quelle faculté de sacrifice sont doués ces Parisiens ! L'histoire ne connaît pas encore d'exemple aussi grand". »

L'attitude de Marx à l'égard de Blanqui est encore plus caractéristique. Les sociaux-démocrates de toutes nuances, et les staliniens à leur suite, ont constamment falsifié la nature des divergences opposant le blanquisme au marxisme. Jamais ces divergences ne se sont situées sur le plan de la nécessité absolue, comprise aussi bien par Marx que par Blanqui, des méthodes de la révolution prolétarienne — *"Part de l'insurrection"*, ainsi que rappelait Marx — pour prendre le pouvoir et instaurer la dictature du prolétariat (démocratie des conseils, Etat-commune) en vue de réaliser les conditions préalables de l'édification du socialisme. Comme le rappelle M. Dommanget dans son livre *Les Idées sociales de Blanqui*, les oppositions sont autre part. Elles concernent essentiellement la tactique de la conspiration et des coups de main effectués par une minorité d'avant-garde, tactique se substituant à la mobilisation révolutionnaire des masses. Lénine, dans ses lettres sur l'insurrection, en septembre-octobre 1917, rétablit la vérité sur ce point, notant que les opportunistes qualifient de blanquisme les méthodes de la révolution prolétarienne. Néanmoins, les divergences amenèrent des ruptures profondes et d'âpres polémiques entre marxistes et blanquistes. Ce qui n'a pas empêché Marx de saluer en Blanqui le *"chef du parti révolutionnaire"* en France. Dans *Les luttes de classes en France,* polémiquant avec *"le socialisme petit-bourgeois qui rêve d'une réalisation pacifique de son socialisme"*, Marx note :

"Le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme, pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui. Ce socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de la classe du prolétariat, comme pont de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de produc-

tion sur lesquels elles reposent, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales."

"Dans l'affaire Blanqui, il s'agit, écrit par ailleurs Marx à Engels, le 9 juin 1861, *en premier lieu de trouver de l'argent pour faire imprimer un pamphlet de Denouvelle contre l'infâme procès Blanqui. Blanqui a chargé Denouvelle de me remercier, ainsi que le parti prolétarien allemand, très chaleureusement, de notre sympathie. Il serait excellent pour nous, je pense, de renouer des relations directes avec le parti nettement révolutionnaire de France."*

Répétons-le. Pour Marx, au-delà des plus importantes divergences de tendance, il y a l'action révolutionnaire. Et, pour cette action, Marx soulignait, dix ans plus tard, lorsque Thiers refusa d'échanger Blanqui contre 10 otages des communards, que *"rendre Blanqui, c'était donner un chef à la Commune"*. L'examen attentif de l'activité révolutionnaire de Marx ne laisse pas pierre sur pierre des accusations concernant de prétendues méthodes dictatoriales. Le marxisme autoritaire est une légende. Le marxisme est profondément imprégné du respect des règles de la démocratie ouvrière :

"Les statuts de l'Internationale, écrit Marx en 1872, *ne connaissent que de simples sociétés* (4) *ouvrières poursuivant toutes le même but et acceptant toutes le même programme, qui se borne à tracer les grands traits du mouvement prolétarien, et en laisse l'élaboration théorique à l'impulsion donnée par les nécessités de la lutte pratique et à l'échange des idées qui se fait dans les sections, admettant indistinctement toutes les convictions socialistes dans leurs organes et leurs congrès."*

L'organisation révolutionnaire et démocratique de la classe ouvrière internationale, Marx la définissait, le 20 mars 1869, en ces termes, à propos de la Première Internationale (Association internationale des travailleurs) :

"D'après l'article premier de nos statuts, l'Association admet toutes les sociétés ouvrières aspirant au même but, à savoir le concours mutuel, le progrès et l'émancipation complète de la classe ouvrière. Les sections de la classe ouvrière se trouvent placées, dans les divers pays, dans des conditions diverses de développement, il s'ensuit nécessairement que leurs opinions théoriques, qui reflètent le mouvement réel, sont aussi divergentes. Cependant, la communauté d'action établie par l'Association, l'échange des idées facilité par la publicité faite par les organes des différentes sections nationales, enfin les discussions directes aux congrès généraux ne manqueront pas d'engendrer graduellement un programme théorique commun."

Libre et fraternelle discussion entre toutes les tendances ouvrières, concourant à la réalisation du même but révolutionnaire ; hostilité à toute directive bureaucratique imposée par en haut, tel était le point de vue de Marx. A ceux qui sollicitaient son intervention à l'occasion d'un conflit interne au mouvement ouvrier allemand, il répondait : *"Qu'ils aient tel ou tel chef, c'est leur affaire et non la mienne."* Le respect des adversaires de tendances était constant chez Marx. Alors qu'il avait précédemment rompu toutes relations avec Lassalle, et sans atténuer en quoi que ce soit ses critiques de principes contre le lassallisme, Marx, le 13 octobre 1868, après sa mort, écrit : *"Lassalle, après quinze ans de sommeil, a de nouveau réveillé en Allemagne le mouvement ouvrier. Ce sera son mérite immortel."*

Rien de plus étranger au marxisme que l'introduction dans le mouvement ouvrier des méthodes de ces chefs sociaux-démocrates qui, pour collaborer avec leur bourgeoisie, emprisonnent ou font assassiner leurs adversaires de tendances : Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, le 15 janvier 1919.

Rien de plus contraire aux méthodes du marxisme révolutionnaire que les armes dont s'est servi Staline contre ses adversaires de tendances : la calomnie et le coup de revolver dans la nuque pour régler les divergences internes au mouvement ouvrier.

Les progrès de la conscience de classe

Marx et Engels respectaient les principes de la démocratie ouvrière, parce qu'ils avaient la confiance la plus abso-

(4) "Sociétés" : organisations ouvrières de nature diverse.

lue dans les destinées historiques du prolétariat, et qu'ils savaient que la prise de conscience des masses exige la confrontation des points de vue ; cette conception a été parfaitement traduite par Engels en 1890, lorsqu'il écrivit :

"Quant à la victoire finale des propositions énoncées dans le Manifeste, *Marx l'attendait uniquement du développement intellectuel de la classe ouvrière, tel qu'il devait résulter nécessairement de l'action commune et de la discussion. Les événements et les vicissitudes de la lutte contre le capital, les défaites, plus encore que les succès, ne pouvaient manquer d'éclairer les combattants sur l'insuffisance des panacées qu'ils avaient préconisées jusque-là et de rendre leurs esprits plus susceptibles de comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière"* (préface à l'édition allemande de 1890 du *Manifeste*).

"Il ne peut y avoir de révolution que là où il y a conscience" (Jean Jaurès)

Dans cette courte phrase, Jaurès, qui n'était pas marxiste, caractérise justement l'essence même du marxisme (5), qui, toujours, en appelle à la connaissance scientifique et à la conscience, termes inséparables de l'action révolutionnaire.

La conception révolutionnaire de Marx-Engels sur la place et le rôle historique du prolétariat dans la société se cristallisera dans leur esprit, par l'étude et la participation directe à la lutte entre 1844 et 1847. La révolution de 1848 amènera Marx à réviser les principes élaborés dans cette période uniquement sur un point, concernant les rapports entre le prolétariat et la petite bourgeoisie. C'est après la disparition de la *Gazette rhénane*, qu'il dirigeait, que Marx se trouve confronté dans son action politique avec les problèmes ouvriers. A partir de 1844, Marx formulera de plus en plus clairement ses conceptions d'ensemble sur la mission révolutionnaire du prolétariat en tant que classe. Le prolétaire pris isolément n'est qu'un individu sans conscience de ses intérêts historiques. Seul le prolétariat organisé en classe, par l'action collective et l'association, affirmant ainsi sa solidarité de classe, peut se rendre indépendant des classes dominantes et accéder collectivement à la conscience de classe.

"Les individus, écrit Marx en 1844, *ne constituent une classe que pour autant qu'ils ont à soutenir une lutte commune contre une autre classe, pour le reste ils s'affrontent en ennemis dans la concurrence."*

La conscience de classe ne peut se réaliser que dans la lutte de classes. Doivent être condamnées, parce qu'elles affaiblissent la conscience de classe des prolétaires, toutes les formes du socialisme bourgeois et petit-bourgeois, qui *"s'efforça de dégoûter la classe ouvrière de tout mouvement révolutionnaire* (et qui), *par transformation des conditions de la vie matérielle, n'entend aucunement l'abolition du régime de production bourgeois, laquelle n'est possible que par la révolution, mais uniquement la réalisation de réformes administratives sur la base même de la production bourgeoise, réformes qui, par conséquent, ne changent rien au rapport du capital et du salariat, et ne font, tout au plus, que diminuer, pour la bourgeoisie, les frais de sa domination, et alléger le budget de l'Etat"* (*Manifeste communiste*).

Un tel "socialisme" (bourgeois et petit-bourgeois) qui, en violation directe de l'enseignement de Marx, cherche à faire croire aux masses qu'il est possible de réaliser le socialisme par les voies parlementaires, conduit les travailleurs au désastre. L'alternative : collaboration de classes ou lutte de classes, est ainsi définie par Engels en 1844 :

"Ou l'ouvrier s'abandonne à son sort, (cherche) *à devenir un bon ouvrier, prend à cœur l'intérêt du bourgeois, et c'est alors* (pour) *s'abêtir en toute certitude, ou bien il se raidit, lutte pour sa dignité d'homme autant que possible, et*

(5) L'expérience de diverses révolutions a permis de préciser que, si la révolution peut commencer alors que la conscience qu'ont les masses de leurs tâches historiques est encore confuse, elle ne peut remporter la victoire que si cette conscience, nourrie par l'expérience au cours des épisodes mêmes de la révolution, et éclairée par un parti révolutionnaire d'avant-garde, qui, seul, peut concentrer et généraliser les expériences des masses, accède à son plus haut niveau.

cela il ne peut le faire qu'en luttant contre la bourgeoisie."

Lutter contre la bourgeoisie procède jusqu'à un certain point de la spontanéité ; les conditions d'existence des prolétaires en régime capitaliste, où ils se livrent, en tant qu'individus, une concurrence acharnée, les amènent, par la "coalition" contre la bourgeoisie, à chercher à nouer entre eux des relations de solidarité. *"Le prolétariat, par une spontanéité historique qui lui est propre, manifeste une capacité graduelle (et spontanée) à s'organiser en classe"*, constate Marx. Cette initiative, cette spontanéité, ce regroupement autonome des masses dans la lutte de classes sont reconnus par Marx comme l'élément fondamental de l'action révolutionnaire pour le communisme.

"Les prolétaires allemands, écrit Engels à Marx, en septembre 1844, *ne tarderont pas à se rendre compte que cette façon de protester individuellement contre l'ordre social est inutile, et ils protesteront comme des hommes avec leur capacité générale, par le communisme."*

Si l'action spontanée de la classe ouvrière représente le cadre dans lequel s'élabore la conscience, les travailleurs ne luttent pas tous les jours. Après les combats (par exemple, dans la mesure où les appareils leur ont interdit de s'engager dans la voie révolutionnaire), les travailleurs retournent à l'atelier, à l'usine, au bureau ou au chantier. Ils redeviennent, dès lors, des individus isolés, se livrant une concurrence entre eux. Seule l'organisation (syndicats, partis) peut permettre aux prolétaires de surmonter leur isolement en tant qu'individus exploités. Dès 1844, Marx montre la signification de l'organisation ouvrière :

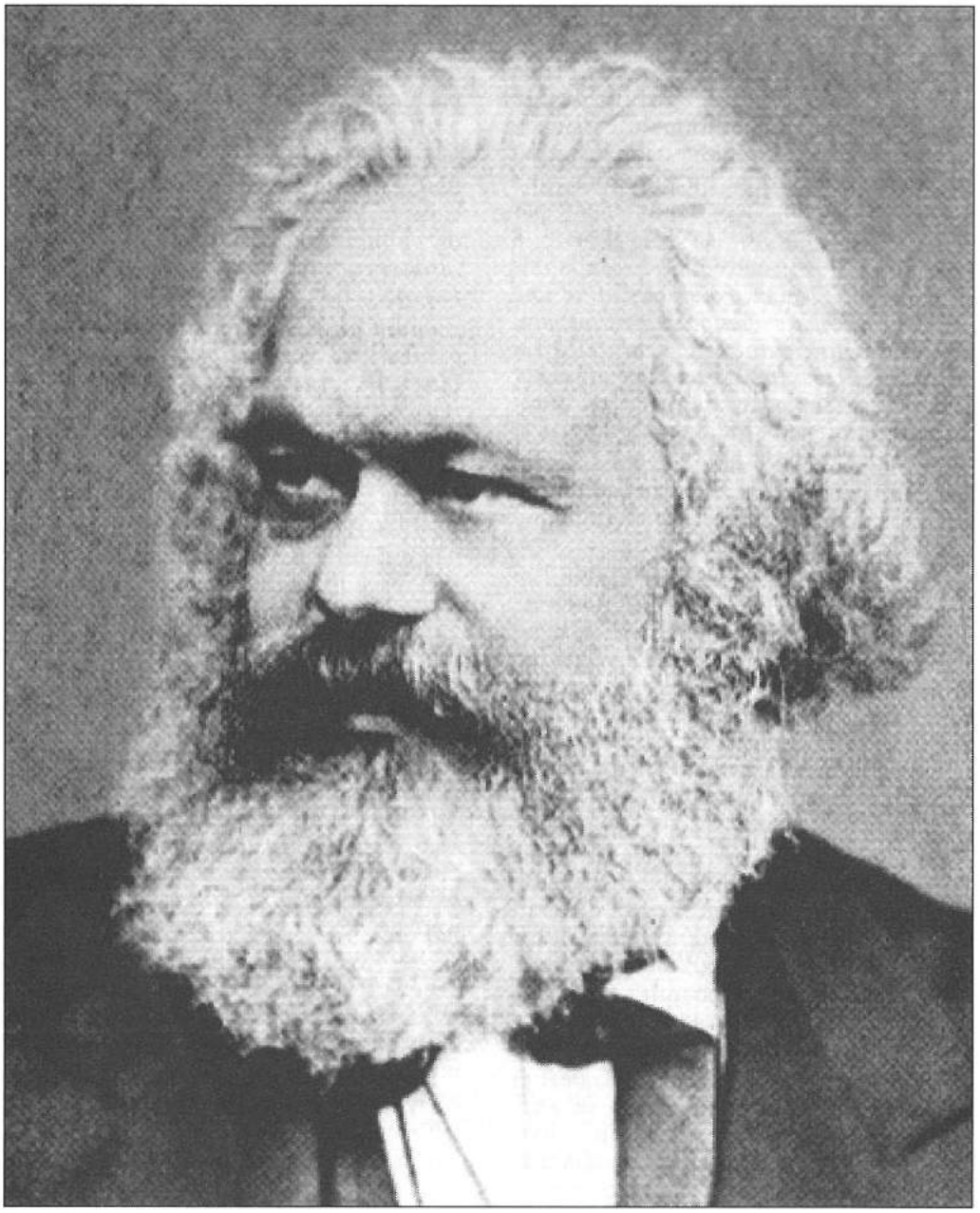
"Lorsque les ouvriers communistes se réunissent, leur but est d'abord la doctrine, la propagande, etc. Mais en même temps, et par là même, un nouveau besoin s'éveille en eux, celui d'avoir un commerce avec leurs semblables, et ce qui paraît un moyen est devenu un but. Les résultats remarquables de ce mouvement pratique, on peut les observer dans les réunions des ouvriers communistes français : le lien qui les réunit n'est pas de fumer, de boire ou de manger. La communion dans leur cercle leur suffit, ou la conversation, dont le but n'est pas la phrase, mais une vérité. Et, de leurs visages durcis par le travail, émane toute la beauté de la nature humaine."

L'association (le parti, l'Internationale), c'est-à-dire l'organisation des prolétaires, en tant que classe, pour l'action, en vue de réaliser le communisme par le moyen de la révolution prolétarienne, tel sera le but que s'assigneront, dès cette époque, Marx et Engels.

"Notre intervention (à cette époque), rappelle Engels en 1885, *n'était nullement de chuchoter, au moyen de gros volumes, les nouveaux résultats scientifiques. Au contraire, tous deux, nous étions déjà profondément engagés dans le mouvement politique allemand et européen."*

Construire des organisations ouvrières par la sélection d'une avant-garde, consciente des objectifs révolutionnaires du prolétariat, telle sera l'œuvre à laquelle Marx et Engels consacreront toute leur activité pratique et théorique à partir de 1844.

Pierre Lambert



Karl Marx (1818-1983).

Jacques Faucher : 1907

(première partie)

1907, c'est l'année de la crise dans le sud-est de la France, de la mobilisation des vignerons, de la fameuse révolte du 17e. Ces épisodes ont vite pris une allure de mythe dans la conscience collective. L'étude de Jacques Faucher, non contente d'en étudier les principaux moments, analyse les divers problèmes politiques posés par ce mouvement et s'attache à répondre à la question : était-il — et en quoi — un mouvement révolutionnaire ?

Le point culminant d'une série de révoltes

La crise

1907 est le point culminant d'une série de révoltes qui couvent depuis la crise du phylloxéra, en particulier dans le grand Montpelliérain et le Gard, victorieusement surmontée par la greffe de plants américains. Mais, amère victoire, *on* a augmenté les surfaces plantées en vigne. On a "fait" du vin dans des plaines jusque-là hostiles et ainsi développé la surproduction. La météo s'est mise de la partie. Les alternances de bonnes et mauvaises années n'ont pas équilibré le marché. Toutes les années ont été "mauvaises" chacune à sa façon, limitant les rentrées d'argent. A triste météo, faible récolte et cours élevés, à météo riante, grosse récolte, mais cours abaissés. La conjonction des nouveaux plants, de nouvelles terres cultivées et de la météo entraîne une formidable surproduction que le marché est incapable d'éponger.

Charles Gide, économiste du XX^{e} siècle né à Uzès, fixait la saturation du marché à une production de 50 millions d'hectolitres. Elle est atteinte en 1901, 1904, 1909 ; tandis que la part des vins du midi baisse de 4 % de 1890 à 1899, à 38 % de 1901 à 1909, la crise s'exprime dans la baisse des cours : en 1900, les prix tombent de 20 francs l'hecto à 12 francs l'hecto, jusqu'à 5 francs en 1901 ! Gaston Doumergue, parlementaire du Gard et futur président de la République, à la perspicacité républicaine et pré-keynésienne, déclare sentencieux : *"On a planté beaucoup de vignes, mais pas assez de consommateurs."*

Après l'euphorie des années fastes du Second Empire, où l'installation du chemin de fer facilite le commerce du vin, c'est la misère. Fini le temps où deux récoltes payaient la vigne qui les avait produites, ce temps où les industriels *"abandonnent leurs usines pour devenir viticulteurs rentiers"* (M. L.). Le prix du vin bondissait de 9 francs l'hecto en 1850 à 35 francs dix ou quinze ans plus tard. Entre 1900 et 1907, il tourne autour de 10 francs !

A l'unanimité, des conseils municipaux alertent sur les risques de famine. Les plus démunis marchent pieds nus dans les chemins, les chaussures attachées autour du cou, et se chaussent seulement à l'entrée des villes. Faute de pouvoir vendre le vin, les plus enragés le déversent dans les caniveaux. Une pancarte célèbre, brandie dans les manifestations, donne la mesure du dénuement général : *"Lo dernier croustet"* (le dernier croûton de pain). Les huissiers courent de maison en maison pour saisir les meubles ; en témoigne un avertissement peint sur un mur à l'entrée d'un village :

"Percepteur, huissier, garnisaire, demi-tour !" Cette misère quasi générale, qui touche tout particulièrement les propriétaires moyens et petits et les ouvriers agricoles, crée un climat de solidarité populaire contre les agents de l'Etat exécuteurs des saisies. A Coursan (Hérault), rapporte F. Napo, une foule de vignerons barre la route à l'huissier venu de Narbonne (Aude), *"des coups de poings s'abattent sur lui (...), la multitude le poursuit jusqu'à la gendarmerie. La maréchaussée s'est bien barricadée, mais, comme la foule grondante menace de donner l'assaut, s'enfuit"* (*La Dépêche*, page 25). Cette *"foule grondante"*, c'est la foule des manifestants menée par Marcellin Albert, ce cafetier d'Argeliers qui a voué sa vie à la défense de la viticulture, la défense unique, totale, absolue..., bornée, *"sans distinction de parti et de classe"*, dans une confusion unanime et enthousiaste qu'engendre la misère.

La fraude

Les leaders du mouvement vigneron de 1907 jouent de leur éloquence, de leur position sociale, de leur notabilité pour égarer la colère des vignerons. Ils focalisent l'attention des mécontents sur un bouc émissaire à la fois abstrait et quotidien, sans forme ni contour, mais partout présent : la fraude. La crise est une abstraction dont on voit les méfaits tous les jours, mais sans en connaître les mécanismes, tandis que le sucrage est une réalité directement accessible. Qui s'enrichit aux dépens du vigneron du Midi ? Les betteraviers du Nord, les *"barons de l'industrie du Nord qui nous ont envahis et ruinés..."*, comme tonne Ferroul, politicien socialiste, second de Marcellin Albert.

Ainsi les oppositions de classe disparaissent, la fraude nuit à tous et le régionalisme renforce le sentiment d'appartenance à une communauté géographique historique. On saute de bouc émissaire en bouc émissaire. Il est vrai que dans cette période où deux siècles se rencontrent, *"le mercantilisme dépasse les bornes de l'imagination et de l'hygiène"*.

Il ne faut donc pas s'étonner que le vin soit victime de la fraude tellement monnaie courante partout où l'on commerce. Mais dans le numéro spécial de *L'Humanité*, Sagnes observe que la fraude *"décline d'année en année"* et qu'elle doit constituer environ 5 % du marché seulement, rôle non négligeable, mais loin d'avoir eu l'importance que lui accorde la masse des vignerons manifestants.

Quand l'explication de la crise par la fraude prend une signification mythique, elle entraîne les foules (Rémy Pech, *ibidem*, page 45) : *"Même si la fraude a tenu une place marginale (...), le thème de la lutte contre la fraude est unificateur, porteur d'indignation, et donc de mobilisation."* Il n'est que de voir la proportion des pancartes des manifestants faisant référence à la fraude pour comprendre combien les vignerons sont souvent sensibles à la lutte antifraude et combien ce mot d'ordre est mobilisateur. Une explication rationnelle, marxiste classique, est plus austère pour la masse des vignerons et moins parlante à leur cœur de "gueux". Car désormais, c'est la passion et la rage qui animent les manifestants, et la haine, la haine de tout et de ceux qui, sous une forme ou autre, représentent cette fraude, ce vin qui n'est pas le leur, mais celui de négociants falsificateurs, source de leur misère.

Si les leaders vignerons canalisent la colère des vignerons de cette façon, c'est qu'ils sont tous des républicains qui ne veulent pas toucher à la propriété que protège le régime parlementaire. Ce sont des leaders bourgeois. Or si la crise n'est pas qu'un accident, qu'un tour de passe-passe législatif peut régler, elle est, comme l'écrit *Le Travailleur syndiqué* de la Bourse du travail de Montpellier, la conséquence de *"l'organisation capitaliste de notre société"*.

Le tour de passe-passe

Il est bien certain que l'explication socialiste n'est pas du goût de tout le monde. L'ensemble de la corporation paysanne vient de connaître dans les premières années du siècle des luttes dures, des grèves opposant ouvriers agricoles et

patrons. Les syndicats se sont développés et ont montré la force du prolétariat organisé ; donc, seul un mot d'ordre régionalisé d'union sacrée peut sauver la situation. La chose n'est pas si facile avec un personnage comme Ferroul, dont on ne sait jamais de quel côté il va pencher. Ce leader du mouvement, bras droit de Marcellin Albert, est un député socialiste dont on se souvient, en début du siècle, qu'il a écrit dans les années 1880 : *"En avant, citoyens, pour la révolution sociale"* et qu'il *"reproche aux républicains opportunistes de proclamer des droits sans changer la société"* (Ferré, page 30).

L'affaire se complique avec la politique des radicaux, membres du gouvernement de la majorité dite du "Bloc des gauches" et, en même temps, impliqués par leurs positions locales de maires, conseils généraux, députés, dans le mouvement des vignerons. L'équilibre est rendu possible parce que la République est leur ciment profond qui permet de surmonter la contradiction. Animée par les idéaux de 1789 qui prétendent que l'intérêt général se confond avec celui de la bourgeoisie, la République règle en son sein, c'est-à-dire au sein de ses institutions, tous les problèmes économiques, sociaux, politiques de la France. C'est par des mesures administratives votées par le Parlement que la crise viticole trouvera une issue. D'où la nécessité de trouver des causes qui ne mettent pas en péril le cadre de solutions. C'est d'ailleurs après les grandes grèves des ouvriers agricoles du début du siècle que le thème de la fraude prend de l'ampleur. *"Les propriétaires, effrayés par le mouvement, dégagent leur responsabilité et appellent les ouvriers à les rejoindre dans la lutte contre la fraude, seule cause, selon eux, de leurs maux"* (Sagnes, *1907 de A à Z*).

La fraude, dont on sait le faible effet sur la production, prend donc une importance démesurée parce qu'elle devient, dans l'imaginaire populaire, la représentation fantasmatique de toutes les misères et la réponse à toutes les questions angoissantes.

"L'organisation capitaliste de la société" mise en cause par les socialistes et les syndicats n'est pas un animal qu'on rencontre dans les vignes et il faut bien réfléchir pour comprendre que c'est bien elle qui fait la pluie et le beau temps. Tandis que la fraude est au fond du verre de chacun. On voit couler à flots le vin dénaturé des productions artificielles, les kilos de sucre sont saisis dans les entrepôts, l'acide sulfurique troue les nappes des bistrots, les margoulins du mouillage ont un nom, on peut même leur faire des procès publics. Les betteraviers du Nord, quels splendides ennemis pour les vignerons du Midi !

La carte postale éditée après l'arrestation de Ferroul et du comité comporte un seul mot d'ordre *"A Bas les Fraudeurs !"*, et la carte, souvenir du grandiose meeting de Montpellier du 9 juin, loue *"le vin naturel"*. L'examen des photos des défilés autant que les discours témoignent du déferlement des mots d'ordre antifraude, antifraudeurs. C'est une mer de *"Honneur au vin naturel"*, *"Mort aux fraudeurs"*, *"Justice pour le vin, produit de la vigne"*, *"Balayons les fraudeurs"*, *"Guerre aux fraudeurs et à leurs protecteurs"* — allusion à la complicité des tribunaux pleins de mansuétude à leur égard.

La fraude n'a pas joué son rôle de dérivatif unificateur des classes d'une manière spontanée et comme descendue du ciel. Jusqu'en 1907, les vignerons se sont socialement et politiquement manifestés par une activité différenciée selon leur place dans la société. Dans les premières années du siècle, c'est avant tout le prolétariat agricole qui a mené son action de classe pour défendre ses intérêts face au patronat agricole.

La viticulture du Midi, depuis l'éradication du phylloxera, a pris une allure industrielle. Les grands domaines sont exploités comme des entreprises où les capitaux, malgré la loi générale et la rotation nécessairement annuelle, rapportent plus que dans l'industrie. Dugrand, géographe montpelliérain, affirme qu'une des causes de la désindustrialisation de la région est le transfert des capitaux des villes vers le vignoble. La paysannerie des départements du Midi est composée de 56 % d'ouvriers agricoles, contre 36 % de propriétaires exploitants. Mais cette distribution n'oppose pas

deux couches homogènes, les patrons exploitent souvent seuls leur propriété et les ouvriers cultivent souvent aussi un lopin de terre. Sur environ 170 000 individus, 50 000 sont des domestiques directement attachés au domaine, la moitié du reste a quelques pieds de vignes, les vignes les moins bonnes, les moins bien exposées, les plus difficiles à travailler, celles aux rendements les plus faibles. Mais cette propriété les fait, d'une certaine façon, les "égaux" des patrons, liés par les mêmes intérêts, comme eux victimes de la crise. Cette "ambivalence" des ouvriers que souligne Sagnes (*Midi rouge*) a favorisé la percée des mots d'ordre contre les fraudeurs et la prédominance d'un véritable mythe.

Marcellin Albert

L'opération a été huilée par la personnalité de Marcellin Albert, cafetier d'Argeliers. Dès le début de ses campagnes, Marcellin Albert associe la lutte contre le sucre à celle contre les distillateurs pour rapidement ne s'en tenir, obstinément, qu'à la première. Il multiplie ses interventions dans les communes de l'Aude, fait voter des ordres du jour appelant à l'abrogation de la loi sur le sucrage et l'interdiction de *"la fabrication et la mise en vente de tout ce qui n'est pas vin naturel"*. Il propose le premier, même s'il doit s'en mordre les doigts plus tard, l'arme du refus de l'impôt et la *"démission des corps élus, à l'exception des députés et des sénateurs qui resteront au Parlement pour y faire de l'obstruction systématique sur toutes les questions"*. Il est aussi l'organisateur de la solidarité anti-saisies dans son village même. Son rêve le plus cher est de *« conduire les vignerons au seuil d'une vie meilleure. Pour y parvenir, il a l'intention de réaliser l'union de tous : du capitaliste à l'ouvrier, du vigneron au "ramonet", du noble et du roturier »* et d'apitoyer le pouvoir qui l'écoutera (Ferré, page 35).

Ferroul

En face de Marcellin Albert se dresse Ferroul, maire de la ville de Narbonne, déjà signalé. Ferroul sera bientôt aux avant-postes après avoir dépassé Marcellin Albert sur sa gauche, en apparence, et avoir abandonné le socialisme.

Le maire de Narbonne est parmi ceux qui expliquent que la *"crise pèse non seulement sur les propriétaires de vignobles, mais aussi et surtout, sur les ouvriers agricoles sans travail, réduits à la misère"* (Ferré). Très concrètement, il propose des chantiers, descendants des ateliers nationaux de 1848 (et ancêtres des grands travaux du New Deal), où la municipalité emploie des chômeurs à des travaux d'intérêt général. Il intervient à la Chambre des députés pour que les mairies, dont les caisses sont vidées au profit des bureaux de bienfaisance, puissent avoir facilement accès aux emprunts pour ouvrir des chantiers communaux. En 1903, il assure de son appui la constitution d'une *"ligue ouvrière contre le chômage"*, signe de l'aggravation de la crise. Pendant les grèves des ouvriers agricoles de décembre 1904, *"il refuse d'assurer le logement des gendarmes"* (Ferré) venus pour maintenir l'ordre. Le 25 juin 1905, il convoque les délégués des conseils municipaux de l'arrondissement et prévoit que, face à la crise, *"le jour peut être prochain où le Midi sera obligé, pour échapper à la ruine, de recourir à des mesures violentes"*. Dans *La République sociale*, son journal, il menace la société capitaliste et ses *"parasites"* organisateurs de misère de *"l'action puissante et continue du prolétariat..."*. Le 1er Mai 1900, avec Jules Guesde, il a pris la tête d'une manifestation ouvrière réclamant la journée de huit heures et un salaire minimum garanti.

1907

Ferroul ne s'engage donc pas aisément sous la bannière de l'antifraude et du confusionnisme idéologique. Marcellin Albert arrive à mobiliser 87 compatriotes d'Argeliers — commune de l'Aude — pour porter une pétition de 400 signatures, datant de 1905, à la commission parlementaire venue enquêter sur la crise. Malgré le peu d'entrain évident des maires du canton — *"l'irrésolution se lit sur les visages"* (F. Napo), Marcellin Albert force

le destin. A ceux qui ricanent, qui refusent clairons et tambours, il jette : *"Nous n'irons que ceux que nous sommes, mais nous irons."* Et il y va. Ainsi naît *"le comité des 87 fous d'Argeliers"*.

Grimpé sur un platane, profitant de ce que c'est jour de marché, Marcellin Albert harangue la foule avec cette apostrophe célèbre : *"Mes amis, écoutez-moi, j'ai promis à Ferroul, en 1903, de réunir ici 100 000 habitants, ayez confiance, un jour je tiendrai parole."* Marcellin Albert réussit. L'isolement est rompu. Il a rassemblé sous le texte de la pétition de 1905, qui est comme un manifeste des *"87 fous d'Argeliers"* : *"Les soussignés décident de poursuivre leurs justes revendications jusqu'au bout, de se mettre en grève contre l'impôt, de demander la démission de tous les corps élus et engagent toutes les communes de France et d'Algérie à suivre leur exemple aux cris de vive le vin naturel ! A bas les empoisonneurs !"*

L'opération réussit et la pétition est portée à la commission parlementaire venue inspecter sur la crise. Les vignerons socialement indistincts, dilués dans la communauté de la vigne, s'acheminent vers la constitution d'un front antifraude d'unité méridionale. Alors que la crise avait primitivement exacerbé les conflits de classes, les ouvriers agricoles ayant réagi de façon spécifique contre leurs patrons, ces derniers *"cherchant à entraîner les ouvriers à leurs côtés dans la lutte"*, un texte, tournant de l'histoire de 1907, est publié en décembre 1904. Il émane de la Société départementale d'encouragement à l'agriculture de l'Hérault (SDEAH).

L'union sacrée. Prémices

"A tous ceux qui vivent de la vigne.

Il leur (aux patrons) *est donc impossible de faire travailler les ouvriers qu'ils ne pourraient payer.*

Ouvriers et propriétaires, tout le monde souffre.

D'où vient le mal ? (...) La cause principale est la fabrication artificielle des vins à l'aide des sucres.

Les pseudos vins ont pris la place des produits naturels...

La seule mesure vraiment efficace consisterait à surveiller la circulation des sucres...

La SDEAH, préoccupée tout à la fois de l'avenir de la propriété et du sort des ouvriers de la vigne (...), engage tous les travailleurs du sol à se liguer et à réclamer des pouvoirs publics la protection énergique à laquelle ils ont droit...

Ouvriers et propriétaires, solidement unis pour l'œuvre du salut commun !

Tous, soyons debout, pour défendre le vin..."

Ce texte est l'épine dorsale de l'idéologie du mouvement de 1907, la bible de ses dirigeants, l'axe d'intervention permanent de Marcellin Albert.

Ce dernier, en effet, attend tout des pouvoirs publics compatissants. Il veut, comme l'affirme Sagnes (dans la brochure du journal *L'Humanité*), surmonter la crise par *"le vote de lois contre la fraude sans mettre en cause directement le gouvernement"*.

Dans l'esprit de l'appel de la société d'encouragement, les syndicats regroupant patrons et ouvriers fleurissent dans les communes viticoles. De la part des ouvriers, adhérer à ces syndicats est une assurance de trouver plus facilement du travail. Quelques mois après les grandes grèves de 1904, on constate une *"érosion certaine"* de la conscience de classe, qui se traduit dès janvier 1905 par un congrès de défense du Midi agricole tenu à Béziers à l'initiative du syndicat professionnel des petits viticulteurs. Les représentants de 40 syndicats ouvriers s'associent à plus de 300 organisations agricoles de propriétaires et 250 municipalités, 40 syndicats enchaînés à ceux contre lesquels ils s'étaient primitivement constitués ! Les gros propriétaires prennent la direction du comité de défense viticole issu du congrès et mènent une intense campagne de réunions où l'on réclame des mesures contre la fraude, la grève de l'impôt et la démission des élus. Ces deux derniers mots d'ordre de la part de gros propriétaires, comme Antoine Palazy, montrent bien l'exaspération des possédants eux-mêmes, *"classe*

exploiteuse ruinée par la puissance du capitalisme lui-même", comme le dit Jaurès, cité dans l'esprit, sinon la lettre.

Paul Ader, l'ouvrier agricole qui a dirigé les grandes grèves de 1904 et l'un des fondateurs de la Fédération des travailleurs du Midi (FTAM), écrit dans l'organe de sa fédération, en juillet 1905 : *"Je suis de tout cœur avec ceux qui défendent la cause si digne d'intérêt de notre Midi, mais je tiens à discuter cette alliance du capital et du travail (...). Il est absolument nécessaire de rejeter toute alliance (...), de lutter ouvertement contre la fraude et les fraudeurs, mais de conduire cette lutte, parallèle si l'on veut à celle que mènent les possédants, mais avec notre originalité propre, mais sans aucune compromission."*

A ce moment Ferroul est sur une ligne politique semblable lui qui en est à imaginer *"une immense grève pacifique, organisée, le prolétariat se croisant les bras, le travail partout suspendu"* (*République sociale*, 19 mars 1906). La mystique de l'Union sacrée ne l'a pas encore emporté sur l'esprit de classe, mais l'aggravation de la misère due à une récolte déficitaire et à une mévente persistante renforce l'idée irrationnelle, mais accessible à tous que la fraude est la cause de tous les maux.

Le tocsin

Le sentiment d'être à la veille d'une catastrophe imminente impose à tous de trouver les moyens de la conjurer.

C'est l'heure de Marcellin Albert.

Que son heure soit arrivée, les cloches l'annoncent. *Le Tocsin*, bulletin de quatre pages tiré à Argeliers, fondé par Marius Cathala et Louis Blanc, se fait le propagateur de sa parole. Ce titre n'est pas seulement spectaculaire, alarmiste et rural, il est aussi chargé de sens politique. Dans les villages, le tocsin sonne du haut des églises pour alerter ; il annonce malheurs, inondations, incendies, guerres. Il tire les habitants de leur sommeil, tous les habitants répondent, solidaires, à cet appel qui descend du ciel, comme *Le Tocsin* réveille les consciences de tous les vignerons et les appelle à l'union sacrée.

Le Tocsin, chargé de compenser le manque d'information de la presse, doit armer le mouvement vigneron. Le premier numéro trace avec précision les contours de l'idéologie des 87 d'Argeliers. Le ton est pathétique et l'emphase à la mesure de l'angoisse en ce début de 1907.

"Qui sommes nous ?

Nous sommes ceux qui travaillent et qui n'ont plus le sou.

Nous sommes ceux qui ont des bras à louer

Et qui ne peuvent guère les employer.
Nous sommes ceux qui n'ont de marchandises

Que pour manquer d'acheteurs.
Nous sommes ceux qui crèvent de faim."

La mobilisation

C'est dans cet esprit, à la fois résolu mais amer, avec le sentiment de jouer un moment décisif, dos au mur, que les vignerons se mobilisent de plus en plus dans un immense élan à allure de levée en masse. Presque tous les villages de l'Aude et de l'Hérault connaissent leurs dimanches de mobilisation.

Le tournant Ferroul. L'union sacrée

Les leaders politiques, dépassés par l'ampleur du mouvement, ne peuvent que lui céder. Ferroul change brusquement d'attitude et adopte les positions qu'il combattait deux ans auparavant. Il passe du côté de l'union sacrée contre la fraude.

Désormais, la direction du mouvement se confirme aux mains des gros propriétaires, dont la satisfaction s'exprime dans le journal *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales* (10 mai 1907).

"Déjà, dans plusieurs de nos communes les plus éprouvées par des grèves agricoles tumultueuses, les travailleurs et les propriétaires ont oublié leurs querelles et leur rancune d'il y a quelques mois. Unis par la commune misère, ils se prêtent mieux qu'un appui mutuel, un concours absolument amical !"

C'est sans doute aussi parce que le propre mouvement de grève des ouvriers agricoles n'a pas abouti. Malgré le développement des grèves parties de Nézignan (Hérault) et rapidement étendues à ce département, puis à l'Aude et aux Pyrénées-Orientales, malgré la satisfaction des revendications concernant la durée de la journée de travail (7 heures) ou l'augmentation des salaires (de 19 à 68 %), malgré aussi une grève générale de la FTAM, qui permet la *"ratification de la plupart des contrats de travail signés plusieurs mois auparavant"*, la tendance s'inverse, le mouvement s'essouffle et les patrons reprennent l'initiative propulsés par le climat général où domine le spectre de la fraude.

L'accord municipal de Narbonne, déjà cité, confirme ce climat politique.

Les "énergumènes"

Mais la mise en mouvement de milliers de manifestants, même sur des mots d'ordre sans perspective politique, n'est pas un jeu facile à mener. Il n'est pas anodin de mettre en branle des forces qui, si elles ne sont pas à même de déjouer les pièges idéologiques, n'entendent pas être les jouets de leurs dirigeants plus auto délégués que choisis. En témoigne la vigueur des mots d'ordre au-dessus des foules : *"Gueux aujourd'hui, révoltés demain"*, *"Vaincre ou mourir"*, *"Prenez garde si la ville rouge bouge"*. A Béziers, la révolte se fait violente. Les grilles des fenêtres sont arrachées comme les portes, registres, fiches et archives volent sur le trottoir.

Il y a donc, sous-jacents à cette agitation, la résurgence des anciennes passions et l'affleurement de l'amertume des opprimés. L'Hérault a résisté sporadiquement au coup d'Etat de 1851, la Commune de Narbonne, comme celle de Marseille vit, plus ou moins, confusément dans les mémoires.

L'appel de Marcellin Albert

L'appel de Marcellin Albert, en avril 1907, à Capestang (Hérault), est exemplaire à cet égard :

"La viticulture méridionale agonise.

Unissons-nous tous, sans distinction de parti, sans distinction de classe...

Pas de jalousie ! Pas d'ambition ! Pas de haine ! Pas de politique !

Tous au drapeau de défense viticole !"

L'appel ne s'adresse pas aux propriétaires, mais aux vignerons, terme assez vague pour inclure quiconque participe à la culture de la vigne, aux ouvriers et aux commerçants.

Sacrée union !

Le discours de Ferroul du 16 juin 1907 à Perpignan, après le meeting des plus de 600 000 à Montpellier, quand la lutte atteint des sommets, est révélateur du trajet du socialiste Ferroul. Dans *L'Eclair* du 17 juin, on lit :

"Le mouvement est étranger à la politique, il est humain et profond. Ce n'est pas l'agitation d'un parti, mais le soulèvement d'hommes qui veulent vivre pour protester contre la faim (...). Nous ne voulons plus que des produits factices, à qui la chimie peut donner ce que le soleil refuse, puissent concurrencer et ruiner le produit naturel de la vie.

Oubliant les guerres fratricides et ce qui n'a pu nous diviser jusque-là, nous défendons la terre natale, la terre nourricière et ses produits.

Nous ne sommes plus ni royalistes, ni opportunistes, ni radicaux, ni socialistes, nous ne sommes plus rien que des méridionaux qui demandent le droit à la vie."

Les "guerres fratricides" ne peuvent que faire allusion aux grandes grèves agricoles du début des années 1900, quand les ouvriers ayant perdu tout sens de l'humain osaient se dresser contre "leurs frères", les propriétaires.

Mais Ferroul fait une découverte qui le justifie : *"Ce n'est pas un spectacle nouveau de voir une fraction de la classe capitaliste entrer en quelque sorte dans le prolétariat et se solidariser avec lui"* (*La République sociale*), preuve que les *"intérêts des riches et des pauvres ne se séparent pas"*. Jaurès n'est pas tellement loin, lui qui affirmera le 28 juin que le mouvement n'est pas un mouvement de

classe (Sagnes, page 234) et que ce qui *"fait la grandeur de la leçon donnée par le Midi, c'est qu'il n'y a pas qu'une seule classe en jeu. Les exploités par habitude et par vocation ne sont plus les seuls à se plaindre. Telle est la puissance du désordre du capitalisme qu'il en arrive à ruiner non seulement la classe exploitée, mais périodes par périodes, aussi la classe exploiteuse."* Ce n'est pas pour autant que les intérêts des riches et des pauvres sont communs, même si l'ennemi l'est.

Des moyens révolutionnaires

Pris entre le devoir de limiter à l'enceinte parlementaire le débat sur la crise, réduits à la lutte antifraude pour ne pas mettre en danger ni le gouvernement républicain ni, surtout, le régime lui-même, pris entre cette impérieuse nécessité et celle de ne pas dresser contre soi les masses populaires, les "têtes" de 1907 proposent la grève de l'impôt et la démission de certains élus, frôlant les limites de l'acceptable.

Le Parti socialiste

Le Parti socialiste est assez solidement implanté dans les départements viticoles, dans le Gard d'abord, mineurs d'Alès, ouvriers des industries textiles, alimentaires, des cuirs et peaux, des chaussures, employés du PLM... Mais aussi dans la plaine viticole de Lunel à Béziers et Narbonne.

Le Parti socialiste ne peut donc pas rester insensible à la crise. Mais le difficile choix qui consiste à évaluer jusqu'à quel point le parti peut et doit s'opposer à la participation des masses, à des actions sur des objectifs qui ne sont pas les leurs ou se joindre au mouvement et *"tenter de l'infléchir dans un sens conforme aux intérêts ouvriers"* (Sagnes, page 233), laisse le parti hésitant et, en fait, l'arme au pied. Dès la fin du mois de mai, comme le reflète *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, il accepte le mouvement *"tel qu'il est dans ses formes d'action et dans ses objectifs"* (Sagnes, page 233).

Les organisations syndicales sont le reflet des mêmes hésitations que la SFIO, avec, cependant, plus de mordant dans les prises de position. Leur composition sociale est uniquement ouvrière.

Des mots d'ordre extrêmes

Dans cette grande confusion, les 87 du comité d'Argeliers, si respectueux qu'ils soient des institutions bourgeoises, inventent des moyens d'action qui dépassent l'appel au Parlement : la grève de l'impôt et la démission des élus municipaux.

Il y a démesure entre la revendication quasiment technique de lois pour interdire la fabrication de vin artificiel et les moyens révolutionnaires proposés pour déterminer le gouvernement à lutter contre la fraude. C'est un viol du consensus républicain.

Déjà, le 30 avril 1905, *"une trentaine de fous d'Argeliers, parmi eux Marcellin Albert, font sensation"* en arborant à leur chapeau, dans un meeting de Jaurès, un programme d'union et de moyens d'action comportant *"la grève du corps des élus et le refus de l'impôt"*. Ces deux menaces sont permanentes tout au long du développement du mouvement dans le premier semestre de 1907. La pétition des 400 — signée en 1905 par 400 vignerons à l'initiative de Marcellin Albert à Argeliers — que Marcellin Albert propose de porter à la commission d'enquête parlementaire venue s'enquérir des problèmes du Midi est explicite : *"Les soussignés décident de poursuivre leurs justes revendications jusqu'au bout, de se mettre en grève contre l'impôt et de demander la démission de tous les corps élus, et engagent toutes les communes du Midi à suivre leur exemple..."*

Des conseils municipaux prennent des décisions sans crier gare. A l'unanimité, le premier, le conseil municipal de Leucate (Aude) approuve l'ordre du jour suivant lequel, *"devant la crise intense qui sévit de plus en plus, il décide de ne pas siéger en attendant que l'on ait discuté des rapports de la commission d'enquête prévue sur la crise viticole"* et

de *"démissionner si le gouvernement et les Chambres ne donnent pas satisfaction aux justes revendications du malheureux pays viticole"*.

L'ultimatum

En 1907, tout le pays qui est en effervescence. Le 12 mai, à l'issue du meeting de plus de 150 000 personnes, un *"véritable ultimatum est lancé : si, à la date du 10 juin, le gouvernement n'a pas pris les dispositions nécessaires pour provoquer le relèvement des cours, la grève de l'impôt sera proclamée et le comité envisage, s'il y a lieu, de prendre des dispositions plus énergiques"*. *"Puisque le gouvernement laisse saboter le vin, nous saboterons le gouvernement"*, menace Ferroul. Enfin, au meeting des 600 000 ou 800 000 de Montpellier, le 9 juin 1907, le mouvement culmine et Marcellin Albert s'écrie : *"La démission de toutes les municipalités est proclamée ! Vive à jamais le Midi ! Vive le vin naturel !"*

L'Internationale

On ne lance pas imprudemment des appels à l'action condamnant les discours sans effet. On ne rend pas aux citoyens et citoyennes le pouvoir que l'on tient d'eux en les proclamant *"les maîtres"* (G. Ferré, page 22). On ne menace pas d'arborer le drapeau noir à sa mairie, et de le faire à la place des trois couleurs, on ne ferme pas les hôtels de ville, on ne lance pas comme une "peilhe" (chiffon) le symbole de l'élu républicain, on ne *"brise pas avec les agents du pouvoir central"* et *« avec lui on n'évoque pas "les ordres du peuple" »* avec les accents de Mirabeau sinon l'inconcevable, l'innommable se produisent, des gendarmes et chasseurs à cheval *"sont accueillis par des jets de pierre"* et *"plus grave"*, comme le note G. Ferré dans sa *Guerre du vin* : *"A Narbonne, des soldats du 100e Régiment d'infanterie, consignés dans leur caserne Montmorency, se heurtent à leurs officiers en chantant* L'Internationale*"*, selon *La Dépêche* (10 juin 1907). Simple incident, dira-t-on, mais qui a lieu dans le climat de rébellion des municipalités. *"Le 10 juin, 20 heures : le tocsin de la mairie sonne avec une vibration lugubre. Rapidement, les promenades et avenues se vident..."* On pense à la proclamation de la Commune de Narbonne, le 24 mars 1871. *"Comme Emile Digeon, 36 ans plus tôt, Ferroul sait qu'il accomplit ce soir un acte révolutionnaire..."* Chacune à son tour, les municipalités exécutent la promesse de démission des élus. Selon Sagnes, M. et R. Pech, 618 communes sont démissionnaires dans la région, 76 % dans l'Hérault, 53 % dans l'Aude, 44 % dans les Pyrénées-Orientales et 8 % dans le Gard, ce qui confirme ce qu'on peut appeler les réticences socialistes. Les démissions débordent des lieux viticoles où le réflexe régional aurait joué.

Clemenceau

Le gouvernement reste inflexible devant ces menaces mises à exécution. Intransigeant, il refuse de céder et le Parlement s'abstient, malgré les admonestations de ses partisans du Midi, malgré les supplications d'A. Sarraut (qui finira par démissionner), de voter les lois contre la fraude. Mais le conflit n'est pas à l'intérieur de la classe possédante, il a débordé à l'ensemble des vignerons, donc il serait intolérable pour la bourgeoisie de céder à un mouvement devenu populaire par son ampleur et révolutionnaire par ses mots d'ordre. Quand on menace de *"substituer à l'institution communale un régime anarchique de comités ou de délégués"*, comme l'écrit Clemenceau, la réponse est : *"Fût-ce contre le gré des foules, l'accomplissement du devoir l'exige"*, *"la détermination civile le commande"*, *"dans cette douloureuse épreuve, force restera à la loi"*. Dans ce cas, la loi, c'est les balles des mousquetons des gendarmes et des lebels des militaires. Les uniformes envahissent les villes et les villages. Les soldats du coin qui *"chantaient* L'Internationale *dans les villes du Midi succèdent par régiments entiers aux gendarmes"*. *"Il en vient de Rodez, de Bri-*

ve, de Tarascon, on en attend d'Aurillac", relate F. Napo, qui ajoute perspicacement *"comme pendant la commune"*, dit-on. La population est exaspérée. Atteinte est portée à la propriété de l'Etat : les communications téléphoniques et télégraphiques sont coupées. A Coursan (Hérault), des manifestants scient des poteaux et menacent de déboulonner la voie ferrée. *"Le tocsin ameute la plaine, les gueux convergent par centaines vers Argeliers, où des patrouilles s'organisent pour prévenir tout encerclement nocturne"* (F. Napo). Le sang bat plus fort dans les veines du Midi. Il va bientôt couler.

Jacques Faucher

Le congrès national extraordinaire du Parti socialiste à la Belleviloise (20, 21 et 22 avril 1919)

(Pierre Roy)

LES résolutions et les débats du congrès extraordinaire du Parti socialiste en avril 1919 ont certainement quelque chose d'étonnant pour le lecteur moderne. Il existe alors désormais dans ce parti une majorité "nouvelle" (disons, pour faire simple, que l'ex-minorité "critique", regroupée autour du *Populaire*, est devenue majoritaire). Cette majorité nouvelle est issue en 1917 de la crise interne du parti, attribuable notamment aux aspects les plus extrêmes de la politique d'Union sacrée durant la guerre de 1914-1918 assumés par les ministres socialistes et l'aile droite du parti dirigée par Renaudel.

Par ailleurs, un regroupement s'est opéré à gauche de cette nouvelle majorité, regroupement favorable au bolchevisme : le Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI) dirigé par Loriot. En fait partie le député socialiste du Vaucluse Alexandre Blanc, un des trois députés kienthaliens (les deux autres étant Pierre Brizon et Jean-Pierre Raffin-Dugens) qui ont voté contre les crédits de guerre à compter du 24 juin 1916. Le CRRI est plein de bonne volonté, mais, au fond, il connaît assez mal le bolchevisme : il cherche sincèrement à le traduire dans la situation française ; cependant, sa traduction donne souvent l'impression d'être un "copier-coller".

On ne peut comprendre la radicalité des prises de position de la majorité du congrès qu'on lira ci-après si on en oublie le contexte. L'armistice du 11 novembre 1918 vient de suspendre les combats entre les principaux antagonistes de l'immense boucherie impérialiste : le rejet de la guerre, l'aspiration à la paix dominent dans l'opinion, notamment l'opinion ouvrière. Ce sentiment se combine avec l'impact extraordinaire sur les couches laborieuses de la révolution d'Octobre, qui a instauré le régime des soviets en Russie il y a alors un an et demi. L'immense popularité des révolutionnaires russes ne se dément pas.

Comme on sait, les gouvernements impérialistes des deux camps se sont coalisés contre la révolution prolétarienne de Russie : en France, six mois après l'armistice, la démobilisation n'a toujours pas eu lieu. Clemenceau y procède par contingents successifs, étroitement mesurés, pour se réserver la possibilité d'en interrompre le cours au cas où une opportunité s'offrirait aux "Alliés" de passer à un cran supérieur dans la guerre qu'ils mènent, directement ou par gardes blancs interposés, contre les Soviets.

Mais les désirs de Clemenceau et de l'impérialisme français sont une chose et la réalité de la lutte de classes en est une autre. Le contingent français sur le front d'Orient est vite "contaminé" par la situation révolutionnaire contre laquelle on veut le dresser. La flotte française en mer Noire va connaître des mutineries ; les soldats aspirent au rapatriement et à la démobilisation. Ceux qui sont encasernés en France veulent être démobilisés sans plus attendre. Il deviendra vite dangereux pour Clemenceau et l'état-major de s'obstiner à maintenir sous l'uniforme tous ces soldats du rang ; il leur faudra renoncer à les utiliser comme force d'intervention, au moins sur les théâtres extérieurs.

Le congrès extraordinaire du Parti socialiste porte la marque de cette situation de crise aiguë : le terrain politique est instable au plus haut degré, les institutions ne répondent plus, en l'état, à ce pour quoi elles ont été édifiées. L'état de siège, la censure, l'étouffement des libertés démocratiques fondamentales perdurent au moment (fin avril 1919) où le congrès socialiste se réunit. Les éléments d'une crise révolutionnaire, qui, avec des moments hauts suivis de retombées plus ou moins profondes, dure depuis environ deux ans en France, continuent à se rassembler : un processus sur un temps long qui cherche une issue.

Le congrès du Parti socialiste doit s'apprécier dans ce contexte.

Il n'en reste pas moins que les débats et leurs conclusions écrites qu'on va lire ont une valeur en soi et que bien des formations qui se sont déclarées ou se déclarent aujourd'hui "révolutionnaires" sont, le lecteur pourra en juger, très en retrait par rapport à ces positionnements du Parti socialiste de 1919.

Pierre Roy

L'Humanité [1], samedi 19 avril 1919

Editorial : *"Elle est dans l'air"*

(signé Alexandre Blanc) [2]

« Dans ces luttes électorales, le PS verra se lever contre lui, plus encore qu'avant la guerre, les éléments bourgeois diversement teintés qui sentent de plus en plus que leur situation, précaire à cette heure, pourrait être demain périlleuse.

Car nous ne sommes pas qu'à la veille de luttes électorales. Nous sommes à la veille d'événements graves, infiniment plus graves que des compétitions de partis.

Eclatera-t-elle ? N'éclatera-t-elle pas ? Telle est la question qu'on se pose. Aux bourgeois les plus optimistes, la révolution apparaît comme une possibilité, sinon comme probable.

"Elle est dans l'air", disent certains d'entre eux, qui cherchent déjà à se précautionner contre elle. Leur visage traduit leur peur.

Les mouvements ouvriers qui se sont déclenchés dans l'Est, brisant non seulement les monarchies mais les bourgeoisies, ces mouvements ouvriers sont des exemples pour le prolétariat de tous les pays.

Le prolétariat se remue dans tous les pays, même les plus calmes. Il s'agite parce qu'il souffre et prend conscience de ses droits. La rafale qui emporte le régime bourgeois sera-t-elle au bout de cette agitation ?

Ah ! comme l'approche du Premier Mai trouble l'égoïste cervelle des privilégiés de notre société, profiteurs de la guerre ou profiteurs d'avant-guerre !

Même ceux des privilégiés qui pensent ou supposent que les manifestations du 1er Mai auront un caractère tout à fait pacifique.

Car ils sentent que ces manifestations constitueront, pour le moins, le dénombrement des forces révolutionnaires. »

Alexandre Blanc

Motion du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI)

déposée par Louise Saumoneau (motion Loriot-Saumoneau)

1) Prise totale du pouvoir par le prolétariat.

2) Institution du travail obligatoire.

3) Socialisation des moyens de production et d'échange, terre, industries, mines, moyens de transport..., sous la gestion directe des paysans, ouvriers, mineurs, cheminots, marins...

4) Distribution des produits faite par l'intermédiaire des coopératives et des magasins municipaux sous le contrôle de la collectivité.

5) Municipalisation des habitations civiles et des services hospitaliers.

6) Transformation de la bureaucratie confiée à la gestion directe des employés.

7) Désarmement universel par suite de l'union de toutes les républiques prolétariennes dans l'Internationale socialiste.

N° 5483 (samedi 22 avril 1919)

La deuxième journée du congrès national. Important débat sur la politique socialiste

Marianne Rauze, au nom des femmes socialistes :

"Avant la guerre, on aurait pu croire que la seule obtention du droit du suf-

(1) Les textes qui suivent sont extraits de *L'Humanité*.

(2) Rappelons que Blanc, député du Vaucluse, avait, le 24 juin 1916, avec ses deux camarades Pierre Brizon et Jean-Pierre Raffin-Dugens, rompu la discipline de vote du groupe parlementaire SFIO pour se prononcer contre les crédits de guerre : les trois kienthaliens (appelés ainsi car ils avaient participé à titre personnel à la conférence

frage devait satisfaire le vœu des femmes socialistes. Elles sont plus exigeantes aujourd'hui : elles veulent la révolution. C'est que les femmes ont réfléchi pendant les hostilités ; elles ont vu les révolutions nouvelles accorder en même temps le droit de suffrage aux femmes et tous les autres droits économiques. Elles ont eu à choisir entre la conquête d'un droit et celle de tous les droits. C'est la seconde qu'elles réclament."

•
• •

Ernest Poisson (nouvelle majorité) :

"Nous croyons comme vous que nous sommes en France en présence d'une situation révolutionnaire devant laquelle nous devons nous placer pour examiner les problèmes qui se posent.

Ce que je veux marquer, c'est que le caractère de cette situation révolutionnaire est à l'heure actuelle d'un ordre négatif, car la guerre a détruit et n'a rien construit.

La situation révolutionnaire est donc d'ordre destructif, non seulement elle a fait disparaître des forces matérielles, mais des forces humaines.

Il a fallu que la nation montre qu'elle était seule capable de répartir les matières premières. Un système d'acquisition collective a préparé sans le savoir les forces socialistes (...). C'est à l'idée collective que le ravitaillement a fait appel pour distribuer les vivres. Jamais un pays comme le nôtre n'aurait résisté plus de quatre années si on n'avait pas fait appel à la solidarité.

La situation se présente donc ainsi. Bouleversement social, économique, idées socialistes qui s'imposent, faillite de la bourgeoisie, voilà ce qui met plus près du pouvoir politique qu'on ne pense le PS.

Qu'allons-nous faire de ce pouvoir ? Qu'allons-nous y réaliser ? Le socialisme, voilà la réponse sans doute. Mais pouvons-nous le réaliser immédiatement et transformer complètement la société ?

Est-ce que le socialisme est possible en toutes conditions économiques ? Suffira-t-il d'un décret ou d'un ensemble de lois pour le réaliser ?

Nous sommes dans une situation plus difficile qu'en 1914 parce que la situation économique est régressive (...). Si nous avons le pouvoir, ce n'est pas le socialisme qu'il faut créer, ce sont les conditions nécessaires à le faire vivre. Une transformation ne peut s'accomplir du jour au lendemain.

Maîtres du pouvoir politique, vous pourrez accélérer le développement des institutions prolétariennes (syndicats, coopératives), mais pour réaliser le socialisme, il faudra longtemps encore."

Loriot propose un projet de motion internationaliste, qui, après discussion et amendements, deviendra le texte définitif suivant adopté à l'unanimité :

"Le congrès envoie son salut fraternel à tous les prolétaires qui, depuis le début de la guerre, ont souffert pour leurs idées et ont été victimes dans tous les pays de la répression capitaliste.

Il s'élève avec énergie contre les condamnations qui ont si lourdement frappé avec Eugène Debs des centaines de militants syndicalistes et socialistes américains, persécutions qui ne peuvent qu'affaiblir la lutte des délégués américains contre l'impérialisme et la réaction à la Conférence de la paix.

Le congrès demande au président Wilson, usant des droits que lui confère la Constitution, d'amnistier tous les condamnés politiques. Il proteste également contre les persécutions et les emprisonnements dont sont victimes les militants ouvriers syndicalistes et socialistes d'Espagne à Sabadell et Barcelone, et leur adresse sa sympathie dans la lutte entreprise pour l'émancipation du prolétariat."

(La page 2 du numéro de L'Humanité *reproduit le long discours de Léon Blum sur le programme électoral du parti. Il présidait la commission qui l'a élaboré [la commission des 52].*

---

socialiste internationale de Kienthal, qui succéda à cele de Zimmerwald) maintinrent leur non aux crédits de guerre jusqu'à la conclusion de la paix à Versailles. Blanc était en 1919 de la minorité Loriot-Saumoneau, membre du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI), partisan d'une III[e] Internationale.

A la commission, deux programmes ont été présentés : celui de la majorité actuelle et celui des kienthaliens.)

"Les kienthaliens refusent toute valeur aux réformes non pas en principe, mais en considération de la situation actuelle que nous devons exploiter dans un sens révolutionnaire.

La Fédération de la Seine a eu connaissance lors de son congrès d'un troisième programme, celui de Verfeuil, qui emprunte au programme Loriot une déclaration théorique et au programme de la commission un ensemble de réformes immédiates."

(Après ce préambule, Blum présente ainsi la motion de la majorité :)

"Qu'est-ce que la révolution ? Ne confondons pas les moyens avec le but : la révolution n'est rien de plus, rien de moins que la substitution d'un mode de propriété à un autre.

Une insurrection peut éclater et être simplement suivie de réformes. Inversement, la révolution totale peut, à la rigueur, être le fruit d'une évolution pacifiste et légale. N'opposons pas démocratie à révolution : la démocratie n'est autre chose que l'égalité complète : politique et sociale ; c'est dire que la victoire du socialisme assurera seule celle de la démocratie."

Blum examine ensuite la question de la dictature du prolétariat, qui "(...) n'est autre chose que la transition organisée entre l'ancien régime et le nouveau. C'est, pour ainsi dire, une règle de technique professionnelle. Ainsi, en 1870-1871, lors de l'instauration de la III[e] République, Gambetta voulait exercer la dictature de la démocratie républicaine en privant toute une catégorie de citoyens, les anciens fonctionnaires de l'empire, de ses droits électoraux."

Mayéras appuie Blum dans une courte intervention et il cite "l'exemple de Lénine conseillant à Bela Kun de ne pas imiter servilement les modalités de la révolution russe ; de même, nous ne devons pas imiter dans tous leurs détails les révolutions européennes enfantées par la guerre, mais en prendre l'esprit et en adopter les méthodes. Cette conception justifie la durée de la dictature du prolétariat en Russie, forcément très longue là-bas, où les masses étaient moins éduquées, moins prêtes qu'ailleurs à l'œuvre libératrice."

Alexandre Blanc : "Des discours que j'ai entendus, je conclus qu'il y a plus que deux tendances dans le parti : les majoritaires et la petite fraction d'extrême gauche où je suis placé et où je reste (...).

Ce que nous devons discuter, c'est moins le but que les moyens. Je serais mal venu de renier le moyen du suffrage universel ; mais il s'agit de savoir si lorsque nous avons décidé d'employer les voies légales, nous avons voulu par là renoncer aux voies illégales.

Une chambre domestiquée, *dit Blanc*, est remplacée par une autre chambre domestiquée : le milieu parlementaire est trop propre à assagir les meilleurs d'entre nous qui sont entrés à la Chambre les poings fermés et quelque temps après ont la main tendue."

(Blanc est persuadé du reste que si la transformation se faisait révolutionnairement, le suffrage universel, comme il le fit au Portugal notamment, se hâterait de sanctionner les événements.)

"(...) Il ne faut pas espérer, *ajoute le député du Vaucluse*, une nouvelle nuit du 4 août, où bénévolement les possédants abdiqueraient leurs privilèges : cet événement historique fut du reste amené par la jacquerie qui menaçait les châteaux et les propriétés.

Croyez-vous qu'il sera facile de dire à ceux que vous avez appelés à la révolte : Attendez un moment, l'heure n'a pas encore sonné à la pendule révolutionnaire ? Non, la révolution ne fait pas antichambre. Et si elle n'est pas faite par le PS, elle se fera contre le PS."

Longuet (après l'intervention d'Albert Thomas) : "La question de la III[e] Internationale posée par la fraction d'extrême gauche doit également être discutée et résolue.

Il faut donc que la commission prépare ce travail et en apporte demain le résultat."

Résultat du travail de la commission des résolutions :

— Les positions y sont restées les mêmes relativement au programme. Le congrès aura donc à choisir entre le pro-

gramme de la commission des 52, le programme Loriot et le programme Verfeuil.

— Sur l'Internationale : deux propositions : l'une de Loriot, adhésion à la IIIe Internationale, une autre pour le maintien à la IIe Internationale.

— Sur la politique générale, deux motions : une de la minorité kienthalienne, l'autre de la nouvelle majorité, l'ancienne ayant décidé de s'abstenir.

Les débats sur les résolutions et les votes

Verfeuil, sur le programme qu'il a élaboré, estime que Loriot a fait à sa thèse une concession en reconnaissant, à la tribune, que la révolution n'était pas imminente.

"Nous traînons après nous le boulet de la victoire, qui empoisonne notre pays."

Protestations. Verfeuil s'explique : il était pour la paix sans victoire du président Wilson, qui aurait évité le déchaînement de l'impérialisme et du nationalisme auquel nous assistons.

"Tant que le poison de la victoire n'aura pas été éliminé, il nous sera difficile de tenter un mouvement révolutionnaire et de le réussir. Nous allons avoir une période d'attente."

Loriot déclare qu'il ne reprendra pas son argumentation d'hier contre tout programme de réformes immédiates.

Il insistera quelque peu cependant sur son affirmation de la veille *"que la révolution n'était pas imminente"*.

Loriot ne voudrait pas que l'on dénaturât sa pensée : il a montré que la situation était révolutionnaire et que la révolution sociale seule permettrait d'apporter aux problèmes actuels une solution. Voilà ce qu'il faut dire aux masses.

Motion de la majorité

La fin de la guerre et l'Internationale

Réuni pour la première fois depuis la signature de l'armistice, le PS salue la fin de la guerre effroyable qui, depuis quatre ans et demi, déshonorait la civilisation.

En cette occasion solennelle, il proclame que cette guerre, préparée par l'impérialisme et le nationalisme de tous les États européens, petits et grands, est la conséquence directe de l'anarchie économique et politique dans laquelle le système capitaliste maintient le monde.

C'est le capitalisme de tous les pays qui porte la responsabilité et l'éternelle honte de la guerre. A l'heure où le déclin de la puissance politique de la bourgeoisie ouvre à l'activité du PS toutes les possibilités, toutes les espérances, il a le droit de constater que la tactique éprouvée du socialisme international qu'ont commencé de restaurer en France, contre la politique d'incertitudes et de compromis suivie pendant la guerre, le conseil national du mois d'août et le congrès national d'octobre 1918, n'a pas cessé d'être sanctionnée par les faits. Le congrès confirme de la façon la plus nette les décisions d'octobre.

Le caractère capitaliste et impérialiste de cette guerre qu'on a osé représenter comme une guerre du droit éclate à tous les yeux.

Le parti dénonce l'hypocrisie des gouvernements français, qui, après avoir exploité l'ignorance et la crédulité des masses populaires en leur faisant croire qu'il ne s'agissait que d'une guerre de défense nationale, d'une guerre pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, d'une guerre pour la destruction du militarisme et la suppression des armements, s'apprêtent aujourd'hui à donner à cette guerre finissante une solution purement impérialiste et capitaliste, d'où sortiraient inévitablement de nouveaux conflits si le prolétariat international ne devenait pas bientôt maître de ses destinées.

A propos de la Société des nations, le parti met en garde les militants contre l'optimisme des démocrates et de certains socialistes. Il estime en effet qu'une telle société, comme il apparaît qu'elle sortira de la Conférence de la paix, organisée par les dirigeants bourgeois, ne doit être logiquement qu'une ligue de capitalistes ayant à leur service une garde blanche internationale, desti-

née à combattre partout la révolution sociale.

La vraie Société des nations sera l'Internationale constituée par les prolétaires du monde enfin délivrés de l'oppression capitaliste.

Le fait que la révolution est aujourd'hui sortie du domaine de la théorie pour devenir une réalité permet de considérer comme dépassé le stade d'une Société des nations démocratisées devant ultérieurement évoluer vers le socialisme. La conception d'une telle société dans l'état actuel du monde paraît donc chimérique. Le conflit des impérialismes à la Conférence de la paix, le déchaînement des mêmes convoitises dans les pays nouvellement créés prouvent que la bourgeoisie est incapable d'organiser cette société ou d'en faire autre chose qu'un instrument de consolidation de sa puissance. Elle en est empêchée par les antagonismes irréductibles entre capitalistes des différents Etats et la nécessité impérieuse de se préserver du soulèvement révolutionnaire.

Paix honorable à la révolution allemande

La République française devait une paix honorable à la République allemande.

Le PS tend une main fraternelle au peuple allemand. Il stigmatise les prétentions écrasantes, qui, sous prétexte de réparations matérielles, ne tendent à rien moins qu'à réduire en esclavage le peuple allemand par la prolongation odieuse de la détention des prisonniers de guerre, établissement de servitudes économiques démesurées, réclamation d'indemnités accrues jusqu'à l'absurde.

Il salue la révolution allemande et déclare qu'il est de tout cœur avec les vrais socialistes allemands qui s'efforcent courageusement de donner à leur révolution tout son sens ouvrier et socialiste. Il s'incline devant ses héros et ne cessera pas d'honorer la mémoire de Karl Liebknecht, de Rosa Luxemburg, de Kurt Eisner, qui ont couronné par le martyre trois existences entièrement dévouées à la lutte contre l'empire et la libération du prolétariat universel.

La révolution russe

Il salue de même toutes les révolutions que la grande secousse de la guerre a fait surgir à travers le monde (...).

L'affermissement indiscutable de la République des soviets à laquelle se sont finalement ralliés les socialistes menchéviques et les socialistes révolutionnaires ; le courage et la ténacité avec laquelle la classe ouvrière et paysanne de Russie lutte, au milieu de difficultés sans nom, pour la réalisation de l'idéal commun des socialistes prouvent combien le PS a eu raison de faire confiance à la révolution russe et de combattre l'intervention criminelle par laquelle les bourgeoisies des pays alliés ont voulu et veulent encore l'écraser.

Plus que jamais, le PS s'élève contre cette intervention. Elle constitue contre un peuple libre une inqualifiable agression. Il affirme, appuyé par les protestations des soldats contraints d'y participer, que le peuple français réprouve cette entreprise contre-révolutionnaire.

Il proteste de toute sa force contre l'abominable et hypocrite blocus auquel les dirigeants de l'Entente essaient de réduire la révolution russe qu'ils ne peuvent pas vaincre les armes à la main.

Ennemi par principe de la violence stérile et des mouvements irréfléchis, le PS, conformément à sa doctrine, n'a cessé de poursuivre l'organisation méthodique des travailleurs. Dans les pays de monarchie constitutionnelle ou de républicanisme bourgeois, il a utilisé les rares et précaires libertés pour accroître les forces d'action du prolétariat, mais toujours il a proclamé qu'il n'y aurait pas de démocratie vraie, c'est-à-dire de gouvernement du peuple, tant qu'une classe accaparerait la propriété, dominerait le monde du travail.

Toujours, il a affirmé pour le prolétariat, qui utilise pour ses fins les commencements de démocratie arrachés à la bourgeoisie, le droit de recourir, dès que les circonstances le permettent, à l'action révolutionnaire pour établir la démocratie totale, la démocratie socialiste.

Le droit imprescriptible de la classe dépossédée à abattre par la révolution la classe possédante est le fondement même du socialisme.

Le PS rappelle également que tous ses penseurs ont toujours reconnu depuis Karl Marx jusqu'à Jaurès la nécessité de la dictature du prolétariat au lendemain de la révolution triomphante. Celle-ci a naturellement besoin de la force non seulement pour s'affirmer et pour réaliser son œuvre, mais pour briser les tentatives inévitables de la contre-révolution.

C'est ainsi que Jaurès écrivait :

"Contre un mouvement socialiste s'organiserait sans aucun doute la contre-révolution européenne. Oui, terrible perspective à laquelle il faut que les travailleurs soient préparés. S'ils parvenaient à renverser l'oligarchie capitaliste qui détient le pouvoir de la propriété, s'ils font de la République une vérité, s'ils installent la République sociale au fond des mines, dans les ateliers et dans les grandes plaines, s'ils s'affranchissent par la mise en commun de la propriété, ce ne sera pas seulement contre la violence du dehors qu'ils auront à défendre leur droit nouveau.

Dans l'état présent de l'Europe et selon la marche visible des événements, il n'est plus permis d'espérer sans aveuglement et d'annoncer sans trahison l'installation pacifique du socialisme chez les nations d'avant-garde. Le peuple qui, le premier, entrera dans le socialisme verra d'emblée se ruer contre lui tous les pouvoirs réactionnaires affolés : il serait perdu s'il n'était pas prêt lui-même à saisir le fer, à répondre aux obus par les obus pour donner le temps à la classe ouvrière des autres pays de s'organiser et de se soulever à son tour" (*Petite République*, 24 juillet 1897) (...).

La lutte des classes et l'action socialiste

C'est cette doctrine qu'il maintient quand il décide de donner plus que jamais pour règle à son action le principe de la lutte de classes.

La lutte de classes commande l'opposition irréductible au pouvoir bourgeois, condamne toute participation à l'exercice de ce pouvoir, sous quelque forme qu'elle se présente, implique le refus systématique et symbolique des crédits militaires et civils, et de l'ensemble du budget, l'autonomie absolue du PS comme parti politique de la classe ouvrière, excluant naturellement toute possibilité d'alliance ou coalition électorale au premier tour de scrutin ou dans le cas d'un scrutin unique.

C'est avec la préoccupation de rétablir la véritable unité de doctrine et d'action du prolétariat que le parti déclare à ceux qui ne reconnaîtraient pas ces principes, et particulièrement aux élus qui continueraient à accorder des crédits au gouvernement bourgeois, qu'ils se mettraient d'eux-mêmes en dehors du parti.

Le congrès mandate la CAP pour exercer à cet égard un vigilant contrôle.

Le parti décide également de mener, d'accord avec la CGT, contre le régime de l'état de siège et de la censure, la campagne la plus énergique. Il compte sur le groupe parlementaire pour faire dans ce sens, à la Chambre et dans le pays, les interventions les plus ardentes.

Plus que jamais, dans les circonstances actuelles, tandis que la situation révolutionnaire se développe tous les jours, le prolétariat a besoin de directive précise.

Le PS parle haut et clair : contre la société capitaliste, responsable de la guerre, pour la destruction totale du militarisme et pour l'affranchissement des travailleurs, pour l'établissement de la production et de la propriété collective, il fait appel, avec le dessein d'employer toutes les formes possibles d'action, à la force révolutionnaire du prolétariat.

(Motion de la majorité : 962 mandats ; motion Loriot : 232)

C'est **Paul Faure** qui a donné lecture de cette motion. Auparavant, en la présentant, il avait dit :

"Il faut que le parti s'oriente nettement à gauche. Sa presse verra son influence s'accroître et ses éléments aussi. Avec joie, nous avons salué les discours récents à la Chambre de nos camarades parlementaires."

A ceux qui de la gauche l'interpellent, Paul Faure demande ce que l'exminorité aurait dû faire de plus. **Loriot :** *"Ne pas condamner pendant quatre ans*

dans des discours des actes que vous approuviez ensuite."

Paul Faure souligne que ce qui le sépare, sinon de Loriot, du moins de certains de ses amis, c'est qu'il ne faut pas confondre "révolution" avec "guerre civile". *« Il y a partout en France un déploiement formidable de troupes. Nous voulons voir tout cela et tenir compte aussi de la situation un peu particulière créée par la guerre à la classe paysanne.*

Il faut aussi persuader le prolétariat paysan que le régime capitaliste est périmé. Le vocabulaire de Lénine est inapplicable en France : si Lénine était à Paris, il ne se présenterait pas aux populations des campagnes avec un régime incompatible avec l'organisation de la propriété française.

Montrons aussi au paysan l'intérêt qu'il a à la socialisation de tous les moyens de production, de force, d'énergie. Et lorsqu'il sera aussi instruit de nos idées, il se dira : "Le socialisme qui passe dans les villes ne veut pas me dépouiller. Il veut m'affranchir." *Et le paysan se ralliera au drapeau socialiste. »*

La Vague (jeudi 22 mai) annonce une grève des employés de banque avec portrait de Paul Faure, secrétaire général de la Fédération nationale des employés, et une lettre de celui-ci à *La Vague* (ce numéro sera saisi en masse, au point que Brizon le ressortira comme une brochure diffusée par la Librairie de la Vague).

L'efficacité révolutionnaire (A. Blanc). N° 5473 (samedi 12 avril 1919)

« Le bolchevisme, dont nos bons bourgeois nous disent chaque jour qu'il est en baisse, trouble chaque jour l'égoïste quiétude de ces bons bourgeois.

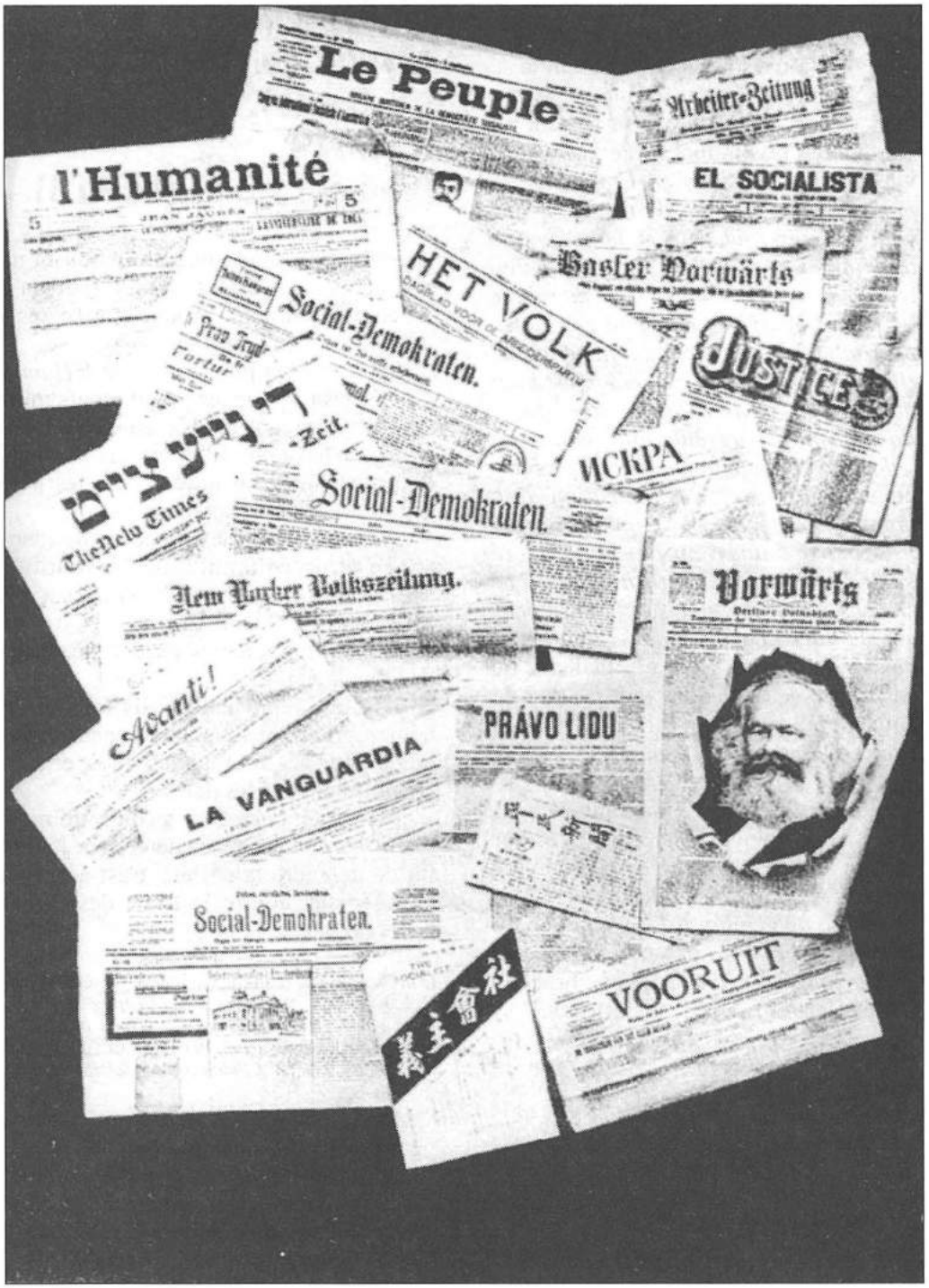
Le document publié hier par *L'Humanité* (3) prouve que les grands chefs militaires, partageant leurs craintes et leurs haines, n'hésitent pas à entrer, par voie de propagande, en lutte contre les progrès du révolutionnarisme russe.

Avec d'ailleurs des procédés de mensonge et de calomnie, des inventions *"plus absurdes encore qu'odieuses"*, ainsi que l'écrit le journal. Car les contre-révolutionnaires ne détestent rien tant que la vérité.

Ils nous représentent, ils tentent de nous représenter les mouvements populaires entachés de tous les vices et susceptibles de tous les dangers.

Mentalité, chez eux, qu'on retrouve à toutes les époques chez ceux dont le rôle fut de défendre la société, c'est-à-dire la bourgeoisie, contre la foule des prolétaires. »

(3) L'article fait référence à la note secrète du maréchal Pétain *"Aux armées. La propagande militaire contre les bolchevicks"* publiée par *L'Humanité* du jeudi 10 avril 1919, et qui figure dans ce numéro dans la *"Chronique des falsifications"*.



Journaux socialistes d'avant 1914.

Frank La Brasca : La révolution italienne (1919-1920)

Le 21 janvier 1919, lors du conseil des délibérations des dix Etats européens réunis autour de la France et de l'Angleterre, le président du Conseil français, Georges Clemenceau, déclare : "*Le danger bolchevique était très grand à ce moment. Le bolchevisme s'étendait. Il avait envahi les provinces de la Baltique et de la Pologne, et ce matin même on reçut de très mauvaises nouvelles concernant son succès à Bucarest et à Vienne. L'Italie aussi était en danger. Le danger était probablement plus grand qu'en France. Si le bolchevisme, après avoir gagné l'Allemagne, allait traverser l'Autriche et la Hongrie, et atteindre ainsi l'Italie, l'Europe serait mise en face d'un très grand danger.*"

A quelle réalité exactement répondent, concernant l'Italie, ces craintes mortelles de l'homme qui a inventé le "cordon sanitaire" contre le bolchevisme et, dans ce cadre, imposé le blocus total de la République soviétique pendant une année ? L'article de Frank Labrasca s'attache à répondre à la question...

"Lenin, liberator del mondo !" (1) : octobre 1917 en Italie

DANS le dernier roman, à peine publié, du romancier italien contemporain Ermanno Rea (2), l'un des personnages principaux s'étonne que le narrateur (beaucoup plus âgé que lui) puisse encore aujourd'hui se dire communiste.

"C'est ce jour-là que mon père est devenu communiste"

Ce dernier répond à son interlocuteur en lui parlant de son père, qui participa à cette terrible déroute que fut pour les troupes italiennes la retraite de Caporetto (3) :

« La séquence peut être subdivisée en deux grands moments. Premier moment. Mon père descend le long d'une pente : il est sans armes et sans barda, ses mains sont écorchées, il n'est pas rasé, ses yeux sont bordés de grandes cernes bleuâtres causées par les nuits sans sommeil. Il est en compagnie d'autres camarades qui sont dans le même état. Après avoir contourné un obstacle — un virage ou une bosse du terrain qui bloquait jusque-là la vue —, la scène muette s'ouvre tout à coup, avec la soudaineté d'un cauchemar, sur un espace borné par d'humides montagnes aux profils découpés. C'est le petit matin, ici et là les nuages engloutissent le paysage, comme des trous noirs cachant quelque piège.

(1) Refrain d'une chanson souvent au cours des nombreuses luttes ouvrières et paysannes à partir de 1917, et dont l'air était emprunté à un hymne patriotique très célèbre (La *Canzone del Piave*-La chanson du Piave).
Les paroles de ce refrain étaient les suivantes : "*Ma venne infine un uomo di coraggio / che infranse le catene del servaggio / e sterminò le piovre fino in fondo: / quest'uomo fu Lenin, liberator del mondo !*" (Mais enfin arriva un homme de courage / qui brisa les chaînes de la servitude / et extermina les pieuvres jusqu'au bout : / cet homme ce fut Lénine, le libérateur du monde !). Cette chanson, ainsi que d'autres manifestations d'une véritable dévotion, naïve mais fervente, au symbole d'émancipation que représentaient alors Lénine et le Parti bolchevique dans les profondeurs du peuple italien, sont évoquées par Mario Montagnana, ouvrier puis dirigeant communiste turinois (cf. la fiche biographique le concernant dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 32 [4e trimestre 2006], p. 130), dans son livre de souvenirs intitulé *Ricordi di un operaio torinese* (Souvenirs d'un ouvrier turinois), Roma, Edizioni Rinascita (memorie e biografie : 3-4), 1952 (la première édition de ce livre, qui s'étendait seulement jusqu'à la Marche sur Rome, avait été publiée à New York en 1944), p. 89.
(2) Ermanno Rea, né à Naples en 1927, a été militant du PCI dans les années 1950-1960 et journaliste à la rédaction locale de *L'Unità* (alors organe central de ce parti). A cette époque, il a été en contact avec quelques-unes des figures les plus marquantes de la direction stalinienne et post-stalinienne du PCI, dont Giorgio Napolitano, l'actuel président de la République italienne. Il est notamment l'auteur d'un très intéressant roman d'enquête sur cette variété spécifique de stalinisme qu'a été celui du sud de l'Italie et sur les conséquences encore visibles aujourd'hui de la position particulière qu'occupait la ville de Naples (principale base militaire nucléarisée de l'OTAN en Occident) dans le dispositif stratégique contre-révolutionnaire de l'impérialisme. Ce roman a été traduit en français sous le titre *Mystère napolitain* (Paris, Hachette, 1998)

Mon père et ses camarades de débandade sont immobiles, pétrifiés sur le bord d'un champ parsemé de cadavres. Les corps gisent l'un sur l'autre, certains de côté, d'autres sur le ventre, d'autres allongés sur le dos les bras grand-ouverts et les yeux écarquillés sans que la mort ait eu le temps de les leur refermer, comme se elle en avait été empêchée par leur désespoir même.

Ces yeux avec leur fixité jaunâtre, cette scène inhumaine immobilisent un long moment mon père et ses camarades au sommet du champ : ils sont accablés, ils respirent à peine, certains se prennent la main comme des enfants, d'autres gardent la tête baissée : ils ne veulent pas en voir davantage, ils en ont assez vu, ils ne peuvent plus aller au-delà.

C'est alors que s'ouvre la deuxième phase de la séquence. Mon père finit par se mettre en route. Il essaie d'avancer, pas à pas, le long de cette pente boueuse : le massacre est tout récent et il se pourrait qu'il y ait encore une trace de vie dans ce charnier à ciel ouvert, parmi ses petits soldats pris au piège de la malchance (ils sont petits par l'âge, par la taille, par la classe sociale, sous tous les aspects : sur ce point, mon père demeurera toujours très catégorique). Il tend l'oreille, déplace un cadavre, puis un autre, que ne donnerait-il pas pour percevoir un souffle, une faible plainte ? Il trouve enfin le courage de faire ce qu'il n'a pas osé faire jusque-là : il baisse les paupières d'un jeune garçon qui a un visage de petit paysan venu mourir aux frontières d'une Italie qui lui était inconnue. D'autres font le même geste. Beaucoup pleurent.

... C'est ce jour-là que mon père est devenu communiste. C'était un homme qui n'aimait pas trop parler de lui. Mais cette histoire, il nous l'a racontée plus d'une fois en famille, et en particulier un soir où nous étions tous assis dans la cuisine de notre appartement du n° 4 de la piazza Umberto.

"C'est ce jour-là que je suis devenu communiste !", *déclara-t-il de sa voix mélancolique et pondérée* » (4).

Cette longue citation illustre bien à notre sens le sentiment de milliers d'Italiens précipités dans la guerre par les manœuvres et les calculs d'une minorité de bellicistes issus en grande partie de la petite bourgeoisie intellectuelle (dont la figure emblématique était le poète-histrion Gabriele D'Annunzio) soutenus par les dirigeants des grands trusts industriels contre la volonté de la très grande majorité de la population, puisque, pour des raisons évidemment totalement opposées, les socialistes, l'opinion publique catholique et même une partie de la bourgeoisie libérale étaient opposés à l'entrée de l'Italie en guerre et avaient réussi à préserver la neutralité du pays jusqu'au 24 mai 1915, date de l'entrée officielle de l'Italie dans le conflit aux côtés des puissances de l'Entente.

Entraînés dans un conflit que, dans leur grande majorité, ils n'avaient pas voulu

On peut imaginer en effet combien, malgré la censure et les difficultés objectives d'une information réelle, la constitution en Russie de soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats pouvait susciter l'intérêt de milliers de paysans, d'ouvriers de petits bourgeois italiens entraînés dans un conflit que, dans leur grande majorité, ils n'avaient pas voulu et dans lequel ils avaient le sentiment d'être mal commandés par un état-major dont le chef suprême, le général Luigi Cadorna (1850-1928), fut démis de ses fonctions dès le 8 novembre 1917 sur injonction des Alliés — et dont l'activité fut soumise à une commission d'enquête immé-

(3) Aujourd'hui Kobarid, en Slovénie. Lors de cette bataille qui s'étendit sur quinze jours (coïncidant en partie avec le déclenchement de la révolution d'Octobre), du 24 octobre au 9 novembre 1917, le front italien fut complètement enfoncé par l'offensive des troupes austro-allemandes et une partie de la Vénétie fut occupée. Cette déroute, qui contrastait avec la propagande éhontée des milieux bellicistes et la morgue des hauts cercles de l'armée, provoqua un véritable traumatisme dans le pays, au point qu'aujourd'hui encore le toponyme de Caporetto est devenu synonyme de "défaite", "désastre", "déroute".

(4) E. Rea, *Napoli ferrovia* (Naples, Gare centrale), Milano, Rizzoli, 2007, p. 85-87. Le roman n'ayant pas encore été traduit en français, cette traduction est de notre fait.

diatement après le conflit —, mais fut significativement réhabilité en 1924 par Mussolini lui-même.

L'ampleur du désastre peut se mesurer à quelques chiffres : 11 000 morts, 29 000 blessés, 280 000 soldats faits prisonniers par l'ennemi, 350 000 soldats en fuite, auxquels venaient s'ajouter 400 000 réfugiés civils provenant de régions occupées par l'adversaire !

Les conséquences d'un tel événement, on le comprend, ne peuvent que marquer en profondeur le sort politique d'un pays.

De fait, il est significatif que Caporetto fut le sujet que choisit un jeune écrivain qui avait adhéré avec ferveur et enthousiasme à la propagande belliciste et avait participé comme volontaire au conflit, et allait devenir l'un des idéologues du fascisme, avant de s'en dissocier et de passer dans le camp opposé, Curzio Malaparte (de son vrai nom Kurt Erich Suckert, 1898-1957), pour publier en 1921 un essai romancé au titre provocateur : *Viva Caporetto* ! (5).

Le contenu de ce pamphlet prenait le contre-pied de la thèse ultra-conservatrice selon laquelle c'étaient les soldats qui étaient les principaux responsables de la défaite par leur manque de discipline et leur lâcheté (Cadorna, en digne représentant de la caste universelle des ganaches, avait d'ailleurs fait fusiller ou condamner plusieurs milliers de ces gueux, tout juste bon à ses yeux à servir de docile chair à canon) et s'en prenait au contraire aux élites, trop distantes par rapport à l'état d'esprit et aux besoins réels du peuple, allant même jusqu'à dresser un parallèle entre la situation italienne de 1917 et la révolution russe.

Mais l'auteur en profitait aussi pour faire l'apologie de l'interventionnisme nationaliste et du remplacement de la vieille classe dirigeante libérale au profit d'hommes nouveaux, encore ragaillardis dans leur énergie guerrière et conquérante par l'épreuve de la guerre : un thème bien caractéristique de ce fascisme de "gauche", populiste, républicain et anticlérical que Mussolini utilisera habilement pour en persécuter ensuite les principaux représentants (dont Malaparte lui-même).

La colère des masses

En tout état de cause, on peut mesurer le désarroi de la classe dirigeante italienne et la colère des masses dans une lettre adressée, à la veille de la prise du palais d'Hiver (le 5 novembre 1917 exactement), par un autre officier, le lieutenant-général Oscar Roffi, politiquement favorable à la neutralité et lucide sur la désastreuse conduite de la guerre par les responsables de l'état-major, à Giovanni Giolitti, homme d'Etat qui s'était précisément retiré des affaires publiques pour protester silencieusement contre le climat d'irresponsabilité belliciste qui régnait au gouvernement et faisait figure de recours aux yeux des milieux politiques toujours favorables à la neutralité :

"Le gouvernement actuel (6) *est incohérent et incapable de faire face à la situation. La situation militaire s'aggrave, nous avons perdu beaucoup, énormément d'artillerie (...). Notre infanterie, décimée depuis longtemps de ses plus solides éléments, la plupart des chefs et des anciens officiers, porte en elle les germes de la dissolution (...). Les officiers subalternes, improvisés, eux aussi, n'ont ni la fermeté ni la force de tenir en mains la troupe, en proie à un ver rongeur, qu'on ne peut extirper à coups de bannissements ou d'exécutions capitales. Si nous essuyons d'autres défaite, hélas ! prévisibles, le pays sera envahi, avant-même l'arrivée des ennemis, par des éléments débandés, nombreux, en partie armés, qui créeront des troubles. Les autorités militaires territoriales ne réussiront pas à endiguer ce flot, soit*

(5) Publié d'abord à Prato (ville natale de Malaparte), ce roman-essai suscita bien entendu un véritable scandale et fut republié sous un autre titre (*La rivolta dei santi maledetti* [La révolte des saints maudits]) à Rome dans le cours de cette même année 1921, puis, significativement, sous le régime fasciste (en 1923 et 1932). Une édition critique moderne a récemment été procurée par Marino Biondi (Firenze, Vallecchi, 1994).
Notons par ailleurs que le roman d'Hemingway l'*Adieu aux armes* (1929) se déroule en partie sur le champ de la bataille de Caporetto.

(6) Il s'agit de celui de Vittorio Emanuele Orlando (1860-1952), qui sera le chef de la délégation italienne lors des accords de Versailles en 1918.

parce que tous les éléments valides seront partis pour le front, soit parce que, ceux-ci partis, il ne restera plus d'armes dans le pays. A l'intérieur, il n'y a pas de canon. En cas de débâcle, tous les canons de l'armée tomberont aux mains de l'ennemi. Si la machine s'arrête, la foule des ouvriers des usines d'armement restera sans travail : la faim et le froid la feront rejoindre la masse des fuyards. Ce sera la révolte, puis la révolution, que Votre Excellence, dans une vision prophétique, n'a que trop bien prédite" (7).

Ce texte traduit bien l'inquiétude des milieux dirigeants

Ce texte traduit bien l'inquiétude des milieux dirigeants sur une possible convergence "à la russe" entre la révolte du front et celle qu'on sentait sourdre dans le pays devant les conditions de vie dégradées et les profits démesurées accumulés notamment par les industriels des secteurs d'activité les plus directement liés à la conduite de la guerre : dans la sidérurgie, par exemple, le taux de profit passa de 6,30 % en 1914 à 16,55 % en 1917, dans l'automobile il fit un bond plus spectaculaire encore au cours de la même période, passant de 8,20 à 30,51 %.

A l'autre pôle de le société, on observe le mouvement exactement inverse, puisqu'on estime que les salaires réels ouvriers avaient baissé de 27 % par rapport à 1913 et que, dans les campagnes, la mobilisation massive, les difficultés de transport, le manque d'engrais et de produits chimiques, autant de phénomènes engendrés par les activités de guerre, engendrent des graves problèmes de pénurie alimentaire.

La conviction qu'il faut faire "comme en Russie"

C'est dans ce climat que se répand dans les grandes villes industrielles (Milan, Turin), qui sont secouées dès le mois de mars et d'avril par des manifestations et des grèves, la conviction qu'il faut faire "comme en Russie".

Trois faits avérés montrent comment les masses, malgré l'absence de dispositions claires de la part de leurs directions syndicale et politique, s'engagent instinctivement sur le même chemin que celui du février russe.

Les dirigeants socialistes eux-mêmes manifestent dans leurs déclarations un certain radicalisme verbal, comme le dirigeant maximaliste Giacinto Menotti Serrati, qui, lors d'un meeting à Turin le 12 mai 1917, annonçait que la direction du Parti socialiste était prête à prendre les mesures qui s'imposaient pour que le prolétariat italien se dresse le moment venu pour intimer au gouvernement l'ordre de cesser sa politique (8).

En outre, des études d'archives ont montré que, pendant toute cette période, la police suivait dans ses moindres détails l'évolution du débat entre les différents courants du Parti socialiste à travers un mouchard infiltré dans le parti,

(7) Lors de son second mandat de président du Conseil (novembre 1903-mars 1905), Giolitti avait affronté une grève générale en imposant la temporisation aux partisans d'une répression forte, afin de mieux conjurer le spectre de la révolution.
Cette lettre d'O. Roffi, extraite de la correspondance de G. Giolitti, est citée dans l'ouvrage de Paul Guichonnet, *Histoire de l'Italie*. 1. *La monarchie libérale 1870-1922*, Paris, Hatier (Collection d'histoire contemporaine), 1969, pp. 171-173.

(8) Autres preuves de cette rhétorique révolutionnariste, masquant malheureusement une absence de volonté réelle de préparer l'affrontement avec la bourgeoisie : le dirigeant socialiste turinois Francesco Barberis, surnommé affectueusement Cichin (maçon d'origine, il avait été l'un des fondateurs de la Camera del Lavoro [Bourse du travail] de Turin et était l'un des éléments les plus en vue de ceux qu'on appelait alors les "rigidi", les "durs"), invitait les ouvriers *"à se munir de revolvers en état de marche afin d'attaquer la force publique"*, tandis que le dirigeant de la fédération des cheminots affirmait qu'il valait mieux perdre 500 hommes dans une bataille pour défendre la cause du peuple que 10 000 contre les Allemands et dans le seul intérêt de la bourgeoisie. (Ces déclarations sont citées dans l'ouvrage de Renzo Del Carria, *Proletari senza rivoluzione. Storia delle classi subalterne in Italia dal 1860 al 1975* [Prolétaires sans révolution. Histoire des classes subalternes en Italie de 1860 à 1975], Milano, Savelli, 5 vol., 1976-1977, vol. 3. Nous citons cet ouvrage à partir de l'extrait publié en ligne sur le site http://www.piazzaliberazione.it.

qui tenait méthodiquement informé le dirigeant de la Fiat, Giovanni Agnelli, des moindres décisions des instances dirigeantes socialistes et de celles de la "Camera del Lavoro" (Chambre ou Bourse du travail), celui-ci se chargeant ensuite d'en informer les autorités policières et gouvernementales.

Enfin, on peut avoir un témoignage à la fois des illusions et de l'immense espérance suscitées par les événements de Russie dans la réception triomphale que reçurent de la part des ouvriers turinois les deux membres mencheviques Goldenberg et Smirnov, délégués du gouvernement provisoire russe le 13 août 1917.

Bien entendu, cette visite n'était pas tout à fait dictée par de simples sentiments de fraternité ouvrière, mais, ayant été organisée par les dirigeants réformistes et interventionnistes du parti (Filippo Turati, Giuseppe Emanuele Modigliani) avec l'accord tacite des autorités gouvernementales, elle avait surtout pour but de prêcher la modération revendicative et politique et de continuer à soutenir l'effort de guerre du gouvernement italien, allié de la Russie de Kerenski.

Fusaient les acclamations en faveur de Lénine et du Parti bolchevique

Mais, en vertu de cette loi historique bien connue selon laquelle les masses s'emparent parfois même des moyens de lutte délibérément biaisées qu'on leur propose pour les plier dans leur propre direction et les faire servir à leurs propres objectifs, les délégués russes durent être bien surpris et marris de se voir acclamés par une foule enthousiaste dans laquelle fusaient les acclamations en faveur de Lénine et du Parti bolchevique.

C'est dans ce contexte que se déclencha, dix jours plus tard, et toujours à Turin, l'"émeute du pain", en tout point semblable à celle qui avait inauguré les journées de février en Russie (9).

Le témoignage que donne du déclenchement de cette révolte M. Montagnana, qui participa personnellement aux événements, dans son célèbre livre de souvenirs, est extrêmement éclairant.

De la simple revendication alimentaire à l'exigence très politique de mettre fin à la guerre

Il montre en effet parfaitement la façon vertigineuse dont la conscience des ouvriers passa soudainement de la simple revendication alimentaire à l'exigence très politique de mettre fin à la guerre, mais non à la façon pacifiste et bêlante des milieux giolittiens et catholiques ni par les formules ambiguës et mystificatrices de la direction centriste du parti, comme ce mot d'ordre *"Ni adhérer ni saboter"* lancé par le principal dirigeant "intransigeant" du parti Costantino Lazzari dès 1915 ou la formule qui fit florès et qu'on prête au dirigeant et député réformiste Claudio Treves, qui avait été jusqu'à lancer le 25 juillet 1917 à la Chambre le mot d'ordre *"Un altro inverno non più in trincea !"* (Plus un autre hiver dans les tranchées !), des paroles, comme à l'habitude, purement verbales, selon l'expression consacrée, mais qui, dans la situation d'alors, prenaient tout de même une résonance que chacun comprendra :

« Au cours de l'année 1917, la situation alimentaire était devenue grave dans les grandes villes.

A Turin, par exemple, le pain était non seulement rationné et en quantité insuffisante, mais il était quasiment immangeable, il était composé d'une mixture de riz, d'avoine, de maïs, peut-être y avait-il aussi un peu de blé ou que sais-je encore.

Et comme si cela n'était pas encore suffisant, il fallait faire la queue pour

(9) Cf. Orlando Figes, *"Glorieux février"*, chapitre 8 de *La Révolution russe. 1891-1924 : la tragédie d'un peuple* [titre original *A People's Tragedy*, London, Jonathan Capa, 1996]. Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, préface de Marc Ferro, Paris, éditions Denoël, 2007, p. 397-450 : 397-401.

pouvoir en acheter, tandis que parfois les ménagères restaient sans pain toute une matinée.

Le matin du mardi 21 août, le pain vint complètement à manquer dans l'ensemble de la ville de Turin.

En revenant chez eux à la pause de midi, presque tous les ouvriers ne trouvèrent rien à manger : il n'y avait pas de pain, et il n'y avait comme d'ordinaire que bien peu de chose d'autre.

Les ouvriers de nombreux usines, parmi lesquelles la "Diatto-Fréjus", décidèrent de ne pas reprendre le travail l'après-midi.

Au lieu de réintégrer les ateliers, nous commençâmes à protester devant les grilles, en lançant des hurlements.

— On n'a rien mangé. On ne peut pas travailler, on veut du pain !

Le patron de l'entreprise dans laquelle je travaillais, le "cavaliere" (10) *Pietro Diatto, très inquiet, alla voir les ouvriers en personne, tout sucre et tout miel :*

— Vous avez raison. Oui ! mille fois raison. Comment est-ce qu'on peut travailler quand on n'a pas mangé ? Je téléphone immédiatement au Ravitaillement militaire pour qu'on nous envoie tout de suite un camion de pain. Mais vous, retournez au travail et ne faites pas de bêtises. Moi, je vous dis cela pour votre bien et pour celui de vos familles...

Les ouvriers gardèrent un instant le silence. Cela ne dura véritablement qu'un instant. Ils se regardèrent dans les yeux, les uns les autres, comme pour se consulter tacitement, puis, d'une seule voix, ils se remirent à crier :

— Le pain, on s'en fout ! Ce que nous voulons, c'est la paix ! A bas les profiteurs (11) *! A bas la guerre ! »* (12).

Une insurrection qui fit plus de cinquante morts et des milliers de blessés

La conscience des masses turinoises qui participèrent à cette insurrection, qui fit plus de cinquante morts et des milliers de blessés et fut suivie par l'arrestation des principaux dirigeants centristes, dont le directeur de l'*Avanti*, Giacinto Menotti Serrati, et le secrétaire du parti, C. Lazzari, qui n'avaient pourtant ni participé à l'insurrection pas plus qu'ils ne l'avaient publiquement approuvée, avait fait un bond de géant en quelques mois.

Sous le feu des mitrailleuses, les femmes n'hésitaient pas à apporter de la nourriture aux soldats désorientés et hagards. Il y eut des épisodes de fraternisation entre la troupe et les ouvriers, et les mots d'ordre étaient désormais résolument politiques et orientés vers l'exigence d'une fin du conflit :

« Aucun parti ne se manifesta. La foule manifestait par des cris. Les mots d'ordre étaient dans un premier temps : "Nous voulons du pain ! A bas la guerre !"

Puis ils se transformèrent en : "Nous voulons la paix ! A bas les fusils ! Hors des tranchées !"

On chantait :

"Prends ton fusil et jette-le par terre
Nous voulons la paix, nous voulons la paix,
Nous voulons la paix, nous ne voulons plus jamais de guerre".

Un commissariat de police fut attaqué et pris, la foule se dirigeait vers la préfecture au centre-ville, le siège de la police, les casernes de l'armée. La foule en révolte — sans chefs ni direction — et en dépit de toutes les louches manœuvres, sent qu'elle peut gagner » (13).

---

(10) Titre honorifique souvent attribué aux industriels, mais qui n'a pas d'équivalent en français.

(11) Le terme exact employé en italien est "pescicani" (requins) : c'est ainsi que les milieux populaires désignaient les profiteurs de guerre.

(12) M. Montagnana, *Ricordi di un operaio torinese*, *op. cit.*, p. 66. C'est nous qui traduisons.

(13) Giovanni Germanetto, *Memorie di un barbiere* (Mémoires d'un coiffeur), Roma, Edizioni Rinascita, 1950, p. 105-106. Significativement, pour cette édition du temps de la guerre froide, les éditeurs ont repris la préface que P. Togliatti avait écrite pour la première édition du livre en 1931 (c'est-à-dire en pleine troisième période). G. Germanetto, artisan coiffeur et socialiste, puis communiste de la première heure, resta toute sa vie (il mourut en URSS en 1959, ses cendres furent rapatriées en Italie en 1978) un fidèle soutien du stalinisme. Il fut dirigeant du Secours Rouge international et ses Mémoires devinrent un des livres phares de la propagande du PCI au même niveau d'exemplarité que le *Fils du peuple* de Maurice Thorez.

C'est dans ce climat que se tint le 18 novembre 1917 à Florence, dans des conditions de clandestinité, une réunion de la fraction intransigeante du PSI convoquée par la direction centriste (14). Ce premier regroupement de ceux qui, en dépit de leurs divergences, étaient unis dans le refus d'une dérive patriotarde du parti qui était prévisible en raison des signes les plus évidents de flottement des éléments réformistes, sensibles à la pression grandissante de la bourgeoisie à la suite du désastre de Caporetto, fut une étape décisive et mit en présence les deux personnalités les plus marquantes qui allaient être à l'origine après-guerre du mouvement de l'occupation des usines en 1919-1920 (15) et de la fondation du Parti communiste d'Italie à l'issue du XVII[e] Congrès du PSI de Livourne le 21 janvier 1921 : nous voulons bien sûr parler d'Antonio Gramsci et d'Amadeo Bordiga.

Au cours de ces mêmes jours particulièrement intenses et dramatiques, les premières nouvelles sur la toute récente prise de pouvoir par ceux que les socialistes italiens continuaient à appeler les "maximalistes" russes, c'est-à-dire les bolcheviks, commençaient à filtrer.

"La révolution contre Le Capital*"*

Dès le 24 novembre 1917, dans un article célèbre paru dans l'édition milanaise de l'*Avanti !* et intitulé *"La révolution contre* Le Capital" (16), Gramsci présente une interprétation singulière de l'événement fondamental de ce "siècle bref" qu'a été le vingtième siècle, que même ses thuriféraires les plus fervents s'accordent à reconnaître encore teintée d'idéalisme hégélien, sinon de spontanéisme d'origine bergsonienne et sorélienne. Comme l'indique le titre, le jeune militant intransigeant analyse en effet la révolution d'Octobre comme un démenti infligé par la réalité aux théories marxistes développées dans *Le Capital* de Marx.

Quelques mois, plus tard, en février 1918, Amadeo Bordiga lui répond dans le développement d'un assez long article, bien caviardé par la censure (17), publié dans l'édition romaine du quotidien socialiste et intitulé *Gli insegnamenti della nuova storia* ("Les enseignements de l'histoire contemporaine") :

*« Certains ont cru que l'affirmation de la révolution socialiste, précisément dans ce pays de l'Europe où l'évolution des conditions sociales était la moins avancée, constituait un grave démenti pour les prévisions et les théories du marxisme. Cela a été l'occasion pour a.g. d'écrire sur l'*Avanti *du 22 décembre* (18) *un article qui soutient que la révolution russe est une débâcle pour la méthode du matérialisme historique, et l'affirmation, en revanche, des valeurs "idéalistes". D'un autre côté, la* Critica sociale (19), *s'en prend à ces révolutionnaires qui applaudissent Lénine et ses disciples, en accusant les uns et les*

(14) Le texte de cette motion adoptée à l'unanimité des présents est reproduit dans la récente édition des œuvres de Bordiga : A. Bordiga, *Scritti 1911-1926*. Vol. II. *La guerra, la rivoluzione russa e la nuova Internazionale, 1914-1918*, Genova, Graphos, p. 368-369.

(15) Sur cet épisode très important de la lutte des classes en Italie, voir le n° 114 (septembre 2004) des *Cahiers du CERMTRI* intitulé : *Italie 1919-1920 : situation révolutionnaire ?*

(16) Voir la plus récente traduction française dans l'anthologie *Gramsci dans le texte*, recueil réalisé sous la direction de François Ricci en collaboration avec Jean Bramant, textes traduits de l'italien par Jean Bramant, Gilbert Moget, Armand Monjo, François Ricci, paris, Editions sociales, 1975, pp. 46-50.

(17) Cet article parut d'abord dans l'*Avanti !* signé des initiales A. B. dans les nos 58 et 59 des 27 et 28 février 1918. Il fut repris sous une forme abrégée et sous le titre *Commenti alla rivoluzione russa* (Commentaire sur la révolution russe) dans le n° 61 de l'édition milanaise de ce même journal à la date du 21 mars 1918. En 1924, la revue hebdomadaire du PCd'I, *Lo Stato operaio*, le reproduisit dans son intégralité dans ses nos 9 et 10 datés des 27 mars et 3 avril 1924. L'article a été récemment republié avec l'indication des coupures pratiquées dans la première édition des 27 et 28 février 1918, dans le recueil des textes de Bordiga cité à la note 14 ci-dessus (A. Bordiga, *Scritti 1911-1926*. Vol. II. *La guerra, la rivoluzione russa...*, *op. cit.*, pp. 411-425).

(18) Malgré la différence de date, Bordiga fait bien allusion à l'article de Gramsci *La Révolution contre* Le Capital que nous venons de citer. Les historiens contemporains (voir par exemple Paolo Spriano, *Storia del Partito comunista italiano*. Vol. I. *Da Bordiga a Gramsci*, Torino, Einaudi [Biblioteca di cultura storica 95/1], 1967, p. 16 n. 2) confirment la date du 24 novembre.

(19) Il s'agit de la revue dirigée par les chefs réformistes Filippo Turati et Claudio Treves.

autres de "volontarisme" et... en intimant à la révolution russe l'ordre de s'arrêter, car c'est bien ce que souhaiterait cette caricature du déterminisme économique qu'est le réformisme, évolutionniste et bourgeois jusqu'à la moelle...

Même si l'on voulait limiter l'ensemble du "communisme critique", doctrine de l'émancipation du prolétariat que ce même prolétariat ne cesse d'élaborer à chaque instant et qu'il "représente" dans l'histoire, aux conclusions auxquelles étaient arrivés Marx et Engels à l'époque du Manifeste, *nous pourrions tout de même argumenter qu'ils considéraient que la révolution communiste était possible même dans l'Allemagne de 1847, socialement et politiquement presque féodale et qui attendait encore sa révolution bourgeoise. Les conditions* techniques *de l'économie socialiste, dans la mesure où elle représente un stade de développement des moyens de production, étaient donc réunies, selon le marxisme classique, dans l'Europe de 1848 ; ce qui manquait, c'était le déploiement politique des énergies du prolétariat, que l'évolution du capitalisme, selon les schémas bien connus, devait favoriser toujours davantage. Pourquoi faudrait-il donc refuser de reconnaître la présence dans la Russie de 1917 des conditions technico-économiques présentes dans l'Allemagne de 1848, pourquoi ergoter sur les conditions politiques de la victoire prolétarienne dans ce pays, quand son triomphe démontre avec une évidence aveuglante qu'elle était arrivée à maturité ?* » (20).

Comme on le voit, à quelques jours seulement de distance des événements d'Octobre, les militants les plus avancés et déterminés de la classe ouvrière italienne, malgré la divergence de leurs points de vue, en saisissaient toute la portée et la signification pour leurs propres luttes.

Ainsi s'amorçait un élan révolutionnaire formidable qui allait ébranler le vieux monde jusqu'à la dégénérescence stalinienne dans la seconde moitié des années 1920.

Cette réflexion et ce guide fondamental pour l'action de transformation radicale de la société toujours à l'ordre du jour se poursuivent encore aujourd'hui, en dépit de ceux qui ont cru bon, comme le dirigeant "eurocommuniste" Enrico Berlinguer, au seuil des années 1980, de déclarer avec une précipitation de mauvais aloi que *"la force de développement du socialisme née avec la révolution d'Octobre est aujourd'hui arrivée au bout de ses capacités de propulsion"* (21).

F. La Brasca

(20) A. Bordiga, *Gli inseganmenti della nuova storia*, in ID, *Scritti 1911-1926*. Vol. 2. *La guerra, la rivoluzione russa ..., op. cit.*, pp. 417-418.
(21) Déclaration d'E. Berlinguer dans *L'Unità* (30 décembre 1981).

Le mouvement ouvrier en Ecosse entre 1917 et 1922 : de l'action industrielle à l'action parlementaire

(Fabien Jeannier)

(II)

Dans la première partie de cet article, publiée dans le n° 36 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, Fabien Jeannier a étudié plusieurs mouvements qui ont marqué en Ecosse le mouvement ouvrier de 1917 à 1919 : la grève des loyers, les mouvements dits de Red Clydeside, où, selon l'historien Christopher Harvie, *"le gouvernement Lloyd George a eu peur qu'une révolution bolchevique éclate le long de la Clyde"*, et enfin la vague de grèves qui secoue l'ouest de l'Ecosse en janvier 1919, et dont le point d'orgue est l'émeute dite du George Square du 31 janvier 1919.
Dans cette seconde, partie Fabien Jeannier poursuit son étude jusqu'à la fin de 1921, qui voit les mouvements engagés depuis quatre ans refluer.

Une révolution manquée ?

3. Une révolution manquée ?

3.1. Des hommes capables de faire la révolution ?

L'analyse de Iain McLean est sans concession : les événements du 31 janvier 1919 sont une émeute policière, causée par l'inexpérience et l'incompétence de la police à contrôler une foule qui n'a pas la moindre ambition révolutionnaire. Il n'est pas tendre non plus avec les leaders du mouvement. Il stigmatise l'ambivalence d'Emanuel Shinwell, à propos duquel il remarque qu'il est difficile d'affirmer avec certitude s'il espérait réellement faire la révolution (51). Il raille aussi le manque d'expérience et de charisme de Gallacher et Kirkwood, qui font tout pour éviter la confrontation physique et dont le manque de courage est bien peu compatible avec la conduite d'une révolution : "(Gallacher) *hurlait frénétiquement à la foule de quitter la place et de se rendre à Glasgow Green*" (52). « *A l'évidence, Kirkwood était complètement démoralisé par l'expérience du Vendredi sanglant* ("C'était un homme qui avait peur", *selon les souvenirs de Harry McShane)* » (53). Bref, sa sentence est sans appel : "*Comparé à la dévastation du palais d'Hiver ou à la première bataille de la Somme, le Vendredi sanglant n'était pas très sanglant. Mais cela effraya des révolutionnaires dévoués qui n'avaient jamais vu de sang versé auparavant. C'était des pacifistes, et, à ce titre, leurs réactions instinctives furent d'éloigner la foule du danger le plus vite possible*" (54). On peut aussi reprendre les propos de William Gallacher cités plus haut, qui dépeignent des leaders manquant cruellement de vision, de lucidité et de charisme, et qui, de ce fait, sont incapables de saisir l'occasion d'une situation unique pour mobiliser les ouvriers pour une révolution. Mais, comme nous allons le voir, d'autres causes sont à invoquer.

3.2. Un mouvement qui n'est pas unitaire

Seuls les syndicats dont les représentants étaient influents au sein du STUC ou du Conseil des métiers sont impliqués dans le conflit. Le STUC est bien dans l'embarras en raison du caractère non- et

(51) McLean, p. 132.
(52) "(Gallacher) *shouted frantically to the crowd to leave the square and to go to Glasgow Green*" (McLean, p. 136).
(53) « *Kirkwood was obviously completely unstrung by the experience of Bloody Friday* ("He was a very frightened man", *in Harry McShane recollection)* » (McLean, p. 136).
(54) "*Compared to the storming of the Winter Palace or the First Battle of the Somme, Bloody Friday was not very bloody. But it frightened dedicated revolutionaries who had never seen blood spilt before. As pacific men, their first instincts were to get the crowd out of harm's way as soon as possible*" (McLean, p. 136).

anti-officiel du mouvement. Le manifeste du comité de grève indique que les syndicats suivants participent à l'action de grève : Scottish Union of Dock Labourers, Scottish Horse and Motormen's Association, Railwaymen, Municipal Employers' Association, the Building Trades and Electricians. Toutefois, selon McLean, seuls les électriciens apportent un franc soutien au mouvement. Les dockers finissent par négocier un accord séparément, qui leur accorde une semaine de 44 heures ; les conducteurs quittent le mouvement à la faveur d'un accord séparé eux aussi, arguant de plus qu'aucun métier du service public n'avait cessé le travail. Les employés municipaux ne se mettent pas en grève, soucieux de faire aboutir des négociations entreprises avec d'autres organisations. De leur côté, les mineurs du Fife (région d'Edimbourg) négocient pour une semaine de 30 heures, mais les responsables de leur syndicat font tout leur possible pour les faire redescendre dans les mines (55). D'autres syndicats s'estiment étrangers au conflit. A l'exception de Belfast et de Newcastle, le mouvement ne franchit pas les frontières de l'Ecosse, où il ne prend d'ailleurs que dans quelques centres industriels. Le rapport de force qui se crée entre les exécutifs des syndicats qui refusent de reconnaître la légitimité des actions, et donc de payer les allocations de grève, et les comités ouvriers non-anti-officiels rend la tâche des grévistes encore plus délicate.

Un coup sérieux est porté au succès de la grève quand il devient certain que les employés municipaux ne se mettront pas en grève, et que, par conséquent, les stations électriques de la ville continueront à produire de l'électricité. Le tramway ne cesse de fonctionner normalement, malgré le siège cinq jours durant de la station de Pinkston. Erreur peut-être fatale dans la réussite de l'entreprise révolutionnaire, Emanuel Shinwell ne donne jamais l'ordre de forcer les portes de la station.

3.3. Une réponse inappropriée-excessive du gouvernement

Au procès qui suivra la grève de 1919, le Lord Advocate (ministre de la Justice) qualifiera les incidents du 31 janvier 1919 comme *"la plus grande menace imaginable à l'ordre public et à la sécurité"* (56) et affirmera que les *"incidents de cette nature étaient non seulement de la plus haute nature criminelle, mais qu'ils représentaient une menace au fondement de la paix publique et de la sécurité"* (57).

Cette déclaration du Lord Advocate résume à elle seule la position du gouvernement, dont la réaction peut apparaître disproportionnée par rapport aux faits. Un ton aussi alarmiste n'avait pas été employé lors des grèves contre la dilution de 1916, alors que l'effort de guerre était menacé d'être mis en péril par les ouvriers qualifiés. Il est vrai que les révolutions de 1917 n'avaient pas encore eu lieu et que le spectre de la révolution bolchevique ne planait pas encore sur l'Europe occidentale.

Le gouvernement avait été mis en alerte depuis plusieurs mois sur la montée du bolchevisme en Grande-Bretagne par des rapports bi-mensuels — souvent assez farfelus — des services spéciaux, ce qui n'a pas manqué de le conduire à faire une analyse alarmiste de la situation fin janvier 1919, compte tenu de la situation en Europe : *"Il n'y eut jamais d'autre période qu'en janvier 1919 où le gouvernement aurait été davantage disposé à prendre plus au sérieux les menaces de Shinwell et Neil McLean transmises par l'intermédiaire du maire de Glasgow"* (58).

Mais il faut aussi remarquer que le gouvernement avait été mal informé par le Lord Provost de Glasgow, qui, dans son télégramme, avait indiqué que l'approvisionnement en électricité de la ville était menacé parce que tous les ouvriers des stations électriques de la ville avaient été forcés de se joindre à la grève. Or,

(55) McLean, pp. 118-119.
(56) *"The greatest imaginable menace to public order and security"* (cité dans McLean, p. 132).
(57) *"Incidents of that sort were not only in the highest degree criminal in themselves, but involved menace to the foundation of the public peace and security"* (cité dans McLean, p. 132).
(58) *"There was never a time when the Government would be more disposed to take them (the threats from Shinwell and Neil McLean passed on by the Lord Provost) seriously than January 1919"* (McLean, p. 136).

comme le remarque McLean, la station de Pinkston n'a jamais été concernée par la grève, en dépit des efforts des grévistes. En effet, contrairement aux autres stations électriques de Glasgow, celle de Pinkston, qui approvisionnait en électricité le tramway, était le fief du syndicat des employés du tramway, qui étaient des ouvriers non qualifiés. Pinkston ne cessa donc pas de produire de l'électricité et les services publics de la ville ne souffrirent pas d'un approvisionnement en électricité défaillant (59).

Pour McLean, donc, le gouvernement a donc cédé à la panique sur la base d'une information erronée. Pourtant, Foster tempère cette analyse : l'envoi de troupes supplémentaires et de blindés à Glasgow reste la réponse à une situation d'urgence réelle et une tentative pour compenser une sous-estimation du potentiel de la grève (60).

4. L'esprit révolutionnaire survit-il à l'échec des grèves de 1919 ?

4.1. Quelques succès électoraux

La défaite ne sonne pas forcément le glas du militantisme industriel, puisque la journée du 1er Mai 1919 ("May Day") voit 100 000 ouvriers se réunir sur Glasgow Green pour acclamer une motion explicitement socialiste et révolutionnaire (61). Des mineurs se mettent en grève à l'automne 1919 pour réclamer des journées de travail plus courtes. Pour Foster, c'est après 1918 que les grèves politiques sont les plus importantes. Dans cette optique, la grève de janvier-février 1919 est l'aboutissement logique de plusieurs mois de lutte de plus en plus intense.

C'est une grève politique qui concerne tous les secteurs de l'industrie et qui va même au-delà, puisque se mobilisent aussi les chômeurs et les soldats démobilisés avec pour objectif de modifier l'équilibre entre le capital et la main-d'œuvre, et de mettre la pression sur le gouvernement. Foster établit aussi l'existence d'une corrélation entre l'agitation industrielle entre 1918 et 1923 dans les grands centres industriels de la construction navale, de l'acier et du charbon situés en périphérie immédiate de Glasgow (mais hors des limites administratives de la ville) et le fort soutien électoral aux candidats socialistes révolutionnaires qui se présentent aux élections dans ces secteurs. C'est le cas de Neil McLean, marxiste révolutionnaire, qui est élu en 1918 à Govan (62) et réélu en 1922 avec un score plus élevé. Foster note que les ouvriers des chantiers navals (en tout cas les plus jeunes) étaient ouvertement et fortement en faveur des thèses révolutionnaires. Pendant la campagne électorale, il y eut des appels à un changement révolutionnaire dans l'esprit de la révolution russe (63).

On constate le même schéma électoral dans d'autres circonscriptions : à Kelvingrove, au nord de la Clyde, où le communiste Aitken Ferguson voit son score augmenter de 40 % entre 1922 et 1923, pour finalement emporter l'élection sous l'étiquette communiste ; à Motherwell, ville sidérurgique au sud de Glasgow, Walton Newbold gagne l'élection de 1922 sous l'étiquette communiste après avoir nettement augmenté son score de 1918 (alors qu'il concourait avec l'investiture travailliste officielle) ; à Greenock, ville de construction navale, le communiste Arthur Geddes est à 800

(59) McLean, p. 137.
(60) *"Clearly, therefore, the government's decision to despatch 5,000 more troops and to order a tank regiment to take up dispositions that would enable the area to be sealed off was not, as the revisionists have claimed, simply a laughable and illinformed overreaction. It was a response to urgent a change in local assessments and marked an attempt to compensate for what seems to hanve been an earlier underestimate of the strike's potential"* (Foster, p. 56).
(61) *"That this meeting declares for the overthrow of the capitalist system of production for profit, and the establishment of the Cooperative Commonwealth based on production for use ; and... that this meeting of workers assembled on Glasgow Green sends their fraternal greetings to the European soviet republic and the workers of the world."*
(62) Sud-ouest de Glasgow, relativement proche du centre de la ville. L'industrie dominante y est la construction navale.
(63) Foster, pp. 41-43.

voix d'une victoire en 1922 et obtient un résultat encore meilleur en 1923, alors que le candidat marxiste du Bristish Socialist Party avait fait un score très médiocre en 1918. Ces villes sont situées à l'extérieur des limites de Glasgow et c'est là qu'apparaît clairement que le point d'achoppement entre les analyses de Iain McLean et celles de John Foster repose notamment sur la définition de l'aire géographique à partir de laquelle construire une analyse de la période Red Clydeside.

McLean confine son interprétation aux limites administratives de la ville de Glasgow, alors que Foster se base sur une définition beaucoup plus large de la zone géographique où s'est érigé le mythe de Red Clydeside, arguant que la plupart des industries de grande taille étaient implantées en périphérie de la ville. En somme, selon Foster, l'analyse de McLean est tronquée, car elle est trop limitée géographiquement pour être représentative des réelles motivations des ouvriers et de l'importance de la diffusion des thèses socialistes révolutionnaires dans leur capacité à se mobiliser. *"La période d'intensité maximale de conflit industriel, pendant la période 1918-1920, n'était pas de nature corporatiste ou conservatrice-protectionniste. Pas plus que ne l'était celle qui eut lieu précédemment pendant la guerre. Et si l'on considère l'activité électorale dans son ensemble, on s'aperçoit qu'il y avait effectivement un soutien significatif en faveur des prises de position socialistes révolutionnaires, et cela apparaît avoir été assez étroitement lié à l'étendue et à la nature des actions de grève dans l'industrie"* (64).

4.2. De l'action industrielle à l'action parlementaire

Les objectifs des grèves varient au cours du temps et l'étude de la succession des revendications est riche d'enseignement. Pendant la guerre, ce sont d'abord les questions de salaires qui préoccupent les ouvriers, puis les questions de droit à s'organiser librement dans les usines et à négocier collectivement. Cet aspect des revendications se généralise dans tous les secteurs de l'industrie vers la fin 1915 et au début 1916. En 1917-1918, les revendications concernent de nouveau les questions de salaires, mais sur un front beaucoup plus large que précédemment, car le pouvoir d'achat des ouvriers s'amenuise au fur et à mesure que l'inflation augmente. A la fin de la guerre, on assiste à une autre phase de généralisation des revendications, mais de manière offensive désormais. Il ne s'agit plus de revendiquer pour préserver des acquis, mais pour faire progresser la condition de la classe ouvrière. D'une posture défensive, les ouvriers passent à une posture offensive dans les deux dernières années de la guerre, puis immédiatement après. Les grèves sont donc une succession de vagues, ou de phases, qui sont toujours plus inclusives et forment un front toujours plus large (65). Toutefois, le retour du chômage finit par inverser le rapport de force entre ouvriers et employeurs. Ces derniers ont le choix de licencier les militants socialistes lorsque que les carnets de commandes se vident, et ils ne vont pas se priver de le faire. Le mouvement, qui a subi un coup d'arrêt douloureux avec l'échec de la grève des 40 heures, commence alors à perdre progressivement de sa vigueur.

Le 18 mars 1920, un TUC extraordinaire refuse d'appeler à une grève générale pour réclamer la nationalisation des mines. En revanche, une motion est adoptée, qui prône *"l'intensification de la propagande politique en préparation à une élection législative"* (66). Les mineurs déclenchent tout de même une grève qui dure du 16 au 28 octobre, au cours de laquelle ils obtiennent une augmentation de salaires par poste en contrepartie de leur acceptation de l'indexation de leur salaire à une échelle mobile en fonc-

(64) *"The peak periode of industrial conflict, that during the years 1918 to 1920, was not sectional or conservative in character. Nor indeed was much of that which occured earlier in the war itself. And if we look at the full range of electoral activity, we find that there was indeed significant support for revolutionary socialist positions, and that appears to have been quite closely linked to the scale and character of strike action in industry"* (Foster, p. 44).
(65) Foster, p. 47.
(66) Cité par Civardi, p. 362.

tion de la production nationale. Une chute brutale de la demande, quelques mois plus tard, leur fera perdre le bénéfice de leur augmentation de salaires (67).

4.3. Vers la formation d'un parti communiste

Les licenciements sélectifs après la grève rendent impossible la reconstitution des comités d'ouvriers (68). A partir de l'automne 1919, le CWC prône la mutation des comités d'ouvriers en comités sociaux (69), la combinaison des deux devant créer le noyau du pouvoir politique de la classe ouvrière. En fait, cette inflexion théorique du CWC trahit l'effritement de l'influence du mouvement des délégués d'atelier, qui sont dans l'incapacité de maintenir leur emprise sur le lieu de production. Une nouvelle réflexion menée par les leaders des comités ouvriers les amène à rejeter la négociation collective, qui, selon eux, donne naissance à une oligarchie syndicale et légitime le réformisme. Ils se positionnent en faveur d'une organisation construite pour la lutte plutôt que pour la négociation. Ils rejettent aussi le principe des grèves pour satisfaire des revendications immédiates et ponctuelles.

L'action de grève doit être le déclencheur de la lutte finale pour le pouvoir. Il faut donc transformer toute occasion en situation révolutionnaire, créer à la base une alliance ouvrière dans chaque localité et regrouper les militants révolutionnaires au sein de comités ouvriers destinés à devenir *"le noyau du pouvoir politique de la classe ouvrière"* (70). Pour les raisons citées plus haut, les comités ouvriers ne sont pourtant plus au cœur des luttes ; ils ne répondent plus à un mouvement de masse. Ce ne sont plus que des cellules locales qui préfigurent la création d'un parti révolutionnaire. Gallacher appelle à la création d'un parti communiste en février 1920, reposant sur l'existence des comités sociaux à travers tout le pays et rebaptisés "soviets" (71).

Dans l'Ecosse du début des années 1920, ce sont les révolutionnaires du Socialist Labour Party et du British Socialist Party qui vont grossir les rangs du Parti communiste de Grande-Bretagne (PCGB) à sa création en avril 1920, quand le BSP se rebaptise Communist Party of Great-Britain. Le SLP a virtuellement disparu en 1922. Il ne peut plus revendiquer qu'une centaine d'adhérents en 1924, et sa publication, *The Socialist*, disparaît en 1924. C'est finalement le BSP, fraction dissidente du SLP, qui fournit la majeure partie des adhérents du PCGB, auquel viennent s'agréger divers groupes révolutionnaires peu importants numériquement. Dès son origine, le PCGB ne bénéficie donc ni du prestige, ni des loyautés traditionnelles, ni des structures d'une puissante organisation ouvrière de masse, comme cela aurait été le cas s'il était né d'une scission dans les rangs de la social-démocratie. Officiellement, le Parti communiste revendique 13 000 adhérents en 1921. C'est en fait une très forte surévaluation, destinée à faire bonne impression sur le Comintern. En réalité, le PCGB n'a que 2 000 adhérents en octobre 1922 et il va peiner pour trouver sa place dans le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne (72).

William Gallacher, ancien leader du CWC et militant du BSP, rend visite à Lénine en 1920, alors que John McLean, figure de la lutte des classes à Glasgow pendant la guerre, refuse d'adhérer au CPGB. Il avait pourtant été nommé consul soviétique à Glasgow par Lénine en 1918 et était président honoraire du Congrès des soviets de Russie. Beaucoup d'encre a coulé concernant ce refus d'adhérer. Le débat porte notamment sur l'état de santé mentale de McLean, qui aurait été considérablement altéré par ses multiples séjours en prison à partir de 1916.

McLean était en proie à une paranoïa obsessive, ce qui l'aurait conduit, selon

(67) Civardi, pp. 362-363.
(68) "Workers' Committees", organisation de base du mouvement des délégués d'atelier. L'unité de création d'un comité ouvrier est le lieu de production (usine ou atelier).
(69) Social committees, organisés par quartiers.
(70) *"The nucleus of working-class political power."* Cité dans Civardi, p. 355.
(71) Civardi, pp. 353-357.
(72) Voir Civardi, pp. 257-271, pour davantage de détails sur la formation du Parti communiste de Grande-Bretagne et le rôle des partis révolutionnaires.

William Gallacher, à s'isoler politiquement. De là est aussi né un antagonisme profond entre John McLean et William Gallacher. A l'origine se trouve une invitation de Lénine transmise à Gallacher et à destination de McLean pour que ce dernier se rende à Moscou. Gallacher a transmis cette invitation au SLP, accompagnée d'une lettre indiquant que, vu l'état de santé mentale de McLean, il fallait le laisser s'y rendre pour qu'il se repose et qu'il se soigne. Or c'est John McLean lui-même qui reçut la lettre. Il n'était dès lors plus possible que les deux hommes se réconcilient. McLean soutenait la création d'un parti communiste en Ecosse, ce à quoi Lénine était opposé, en dépit d'une méconnaissance de la situation.

Ce dernier jugeait en effet préférable la création d'un Parti communiste de Grande-Bretagne. En désaccord sur ce point, McLean finit par créer son propre parti, le Scottish Workers' Republican Party, qu'il s'emploiera à développer jusqu'à sa mort, le 30 novembre 1923. Quelle influence le CPGB aurait-il eu s'il avait compté dans ses rangs John McLean ? La question restera sans réponse.

En novembre 1920, John Maclean écrit encore dans *Vanguard* : *"Sur la Clyde, nous avons une mission de la plus haute importance à remplir. Nous pouvons faire de Glasgow une Petrograd, un épicentre révolutionnaire sans équivalent."*

McLean s'exprime aussi en faveur d'une *"République communiste écossaise comme la première étape vers un communisme mondial dont Glasgow serait la tête de pont"* (73). Mais, même magnifié par une aura de martyr qu'il tient de ses séjours en prison, il n'obtient plus la même audience et le mouvement ouvrier s'écarte progressivement du radicalisme et des actions de grève illégales en faveur d'une représentation légale et parlementariste de ses intérêts, à travers notamment la montée en puissance de l'ILP, qui parvient à fédérer beaucoup de militants de gauche, y compris des militants socialistes révolutionnaires.

Il devient le parti ouvrier de masse en Ecosse.

4.4. L'ILP : un parti de masse

En 1920, la section écossaise de l'ILP est favorable à une adhésion à la III[e] Internationale, malgré les réticences de la conférence nationale qui s'établit en faveur de la création d'une autre Internationale. En 1921, la conférence écossaise de l'ILP décide de revenir sur sa décision d'adhésion à la III[e] Internationale. La conférence nationale ne veut plus en entendre parler non plus. Les vingt et une conditions nécessaires à l'adhésion sont rédhibitoires (74). Cette décision reste sans conséquence particulière à Glasgow, puisque seuls deux membres semblent quitter l'ILP pour rejoindre les rangs du Parti communiste, mais elle engage très clairement le combat du mouvement ouvrier sur le front légal et parlementaire. Le STUC n'adhère pas à l'Internationale rouge syndicale, pas plus que le Glasgow Trades Council, qui assume la représentation du Parti travailliste de Glasgow.

Au bout du compte, l'influence grandissante de l'ILP, parti fondamentalement parlementariste, et donc par essence anti-révolutionnaire, montre bien que les ouvriers n'étaient vraisemblablement pas prêts à faire une révolution, malgré l'alarmisme et les erreurs du gouvernement. Le PCGB aura bien une certaine influence en Ecosse, mais sans commune mesure avec l'ILP. C'est d'ailleurs l'ILP qui envoie un contingent de députés à Westminster en 1922, pas le CPGB. Enfin, notons que William Gallacher, vice-président du PCGB en 1921 et figure marquante de Red Clydeside, devra attendre 1935 pour être élu député sous les couleurs communistes.

(73) *"We on the Clyde have a mighty mission to fulfill. We can make Glasgow a Petrograd, a revolutionary storm centre second to none. A Scottish breakaway at this juncture would bring the Empire crash to the ground and free the waiting workers of the world. English Labour is bound to respond to our call if we in Scotland strike out boldly for political conquest. We must form a Communist Council for Action to assume real power when the time comes. In the process I favour a Scottish Communist Republic as he first step to World Communism with Glasgow as the head and centre"* (cité dans Civardi, p. 257).

(74) *"British ethical socialists in blue serge suits with rolled-up umbrellas were sadly unwilling to struggle illegally for the revolution"* (McLean, p. 141).

Les ouvriers ont fait le choix de l'action politique, et donc parlementaire, pour parvenir à l'amélioration de leurs conditions de vie. Le rapport de force avec les employeurs n'est plus en leur faveur après la Première Guerre mondiale. Les grèves de solidarité ne sont plus automatiques. Lorsque le chômage réapparaît, il n'est plus question de révolution, mais de conditions de vie et de travail. Des actions de grève importantes échouent après 1919. Il y a d'abord la grève des cheminots du 25 septembre au 5 octobre 1919. Le 27 septembre, 20 000 grévistes se retrouvent sur Glasgow Green et demandent *"un salaire qui permette de vivre et un statut décent dans la société"*. Même si ce mouvement de grève est massivement suivi, toutes les précautions sont prises pour que la grève ne dégénère pas, c'est-à-dire qu'elle ne se transforme pas en grève générale soutenue par d'autres syndicats et que ne se profile pas le spectre d'une révolution ouvrière pour une quelconque forme de contrôle ouvrier. Tout est fait à ce moment-là pour que le mouvement reste une affaire de cheminots (75).

A la fin de l'année 1920, le gouvernement fait voter l'Emergency Powers Act, qui lui permet de déclarer l'état d'urgence et de *"prendre des mesures énergiques"* en cas de conflit qui *"désorganiserait l'approvisionnement en nourriture, eau, carburant ou électricité, de même que les moyens de transport"* (76). Cette loi prend effet au 31 mars 1921. Le gouvernement abandonne alors tout droit de regard sur l'industrie houillère. Les effets ne se font pas attendre. Les propriétaires, rétablis dans leurs prérogatives, ébauchent de nouveaux contrats de salaires dans les régions les plus touchées par la crise. Le résultat est sans appel pour les mineurs : le salaire quotidien des mineurs est divisé par deux au pays de Galles, en Ecosse et dans le nord de l'Angleterre (77). Les mineurs se mettent alors en grève. Il y a bien quelques manifestations de solidarité, notamment de la part de certains cheminots et dockers à Glasgow, qui refusent de toucher au charbon importé, mais cela ne suffit pas à obtenir une issue heureuse au conflit. Après avoir refusé plusieurs solutions proposées soit par le Premier ministre, Lloyd George, soit par la Federation of British Industries, les mineurs asphyxiés par trois mois de grève se trouvent dans l'obligation d'accepter les conditions imposées par les employeurs le 1er avril 1921. Leur pouvoir d'achat moyen est deux fois plus faible en 1921 qu'en 1914. Au-delà de cette dramatique baisse de salaires, cet échec sonne le glas du syndicalisme révolutionnaire et de l'action directe. Le rapport de force entre travailleurs et employeurs ne permettait plus l'engagement dans des conflits durs et longs. Les licenciements et le recours aux briseurs de grève étaient des armes redoutables en période de chômage.

5. Quel héritage politique pour Red Clydeside ?

Il est difficile d'apporter une réponse claire et tranchée à cette question. Un certain nombre d'éléments ne plaident pas en faveur d'une influence déterminante de l'agitation industrielle dans la spectaculaire percée du vote travailliste au début des années 1920. Tout d'abord, les élections législatives de 1918 sont un échec pour le mouvement ouvrier écossais, puisqu'un seul candidat est élu pour siéger à Westminster. Beaucoup d'électeurs potentiels, principalement des ouvriers démobilisés, n'ont pas pu voter à cause de problèmes d'inscription sur les listes électorales. Il n'en reste pas moins que John McLean est battu dans les Gorbals, John Wheatley à Shettleston. Seul Neil Maclean est élu à Govan avec une avance assez réduite sur son rival. Sur l'ensemble du territoire écossais, il n'y a que six élus travaillistes à l'issue des élections de 1918, dont un seul dans la région de Red Clydeside. En revanche, les élections générales de 1922 sont un franc succès à Glasgow, puisque les travaillistes emportent dix des quinze sièges. Quelques figures des luttes de 1915-1916 et de 1919 sont élues. L'Independent Labour Party montre à cette occa-

(75) Civardi, pp. 361-362.
(76) Cité par Civardi, p. 363.
(77) Civardi, p. 363.

sion son influence grandissante à Glasgow. C'est le cas de James Maxton, John Wheatley et David Kirkwood. Bien que classés à l'aile gauche du Parti travailliste, membres de l'ILP et députés virulents à Westminster, ils n'en sont pas moins les représentants d'un parti fondamentalement parlementariste. Parmi les leaders du CWC, seuls Kirkwood et John Muir sont élus députés en 1922. Il est aussi établi que l'ILP doit une partie de son influence grandissante à la fin de la guerre à son rôle actif dans la grève des loyers de 1915. La question du logement fut d'ailleurs un cheval de bataille de l'ILP. Ce n'est pas pour rien que John Wheatley, le stratège politique de l'ILP à Glasgow, fut unanimement reconnu pour son action en matière de logement au ministère du même nom dans le premier gouvernement travailliste britannique de Ramsay McDonald. Or la grève des loyers, qui a occasionné de nombreux arrêts de travail de solidarité dans l'industrie, était bien distincte des revendications socialistes révolutionnaires des ouvriers qualifiés. Il ne s'agissait pas de revendications avec un objectif fondamentalement politique, mais d'une nécessaire question de dignité et de survie au quotidien. Cette grève des loyers n'a pas concerné toutes les zones industrielles de la région de Glasgow, où, pourtant, le Parti travailliste s'est également bien implanté comme à Paisley ou dans les régions minières de l'est de l'Ecosse. Si l'agitation industrielle motivée par des objectifs politiques a contribué à la montée du vote travailliste, elle n'en n'a pas été le seul moteur.

En définitive, il est relativement aisé de mettre en exergue un certain nombre de raisons qui expliquent la montée du vote travailliste et qui, de fait, minimisent sérieusement l'importance des événements de Red Clydeside dans ce processus. En 1922, le nombre d'hommes démobilisés qui votent en faveur du Parti travailliste est bien supérieur à celui de 1918. Dans la mesure où ils étaient au front, ils n'ont pas pu s'impliquer dans les événements de Red Clydeside. En d'autres termes, il est difficile d'affirmer que les événements de Red Clydeside qu'ils n'ont pas vécus ont été déterminants dans leur choix de voter travailliste. Enfin, l'incapacité du gouvernement à mettre en place des réformes sociales, un net regain du chômage et le retour des augmentations de loyers n'ont pas non plus été étrangers au succès du vote travailliste. Il semble donc que des tendances de fond dans l'évolution de la société écossaise (homogénéisation de la classe ouvrière, droit de vote élargi, solidarité plus importante grâce au développement d'institutions ouvrières, sectarisme religieux moins prégnant) plutôt que des considérations idéologiques ont été la cause de l'influence grandissante du Parti travailliste (78). Le chômage touche les ouvriers qualifiés comme les ouvriers non qualifiés. Les différences de salaires s'estompent entre 1914 et les années 1920, donc les modes de vie s'homogénéisent, la construction de logements sociaux réduit en partie les problèmes de logement, les loisirs deviennent accessibles au plus grand nombre, la syndicalisation chez les ouvriers non qualifiés augmente. En bref, l'opposition entre ouvriers qualifiés et non qualifiés perd de sa pertinence, de même que les inégalités de conditions de vie. Il en résulte que le substrat sur lequel s'est développée la rhétorique socialiste révolutionnaire perd aussi de sa vigueur. Quelques années après l'échec de la grève des 40 heures, cela suffit pour que le mouvement ouvrier en Ecosse en général, et à Glasgow en particulier, s'engage dans la voie parlementariste et se détourne définitivement du socialisme révolutionnaire.

Conclusion

Selon McLean, il est possible d'affirmer que l'envoi de troupes et de blindés à Glasgow en janvier 1919 a pu dissuader les piquets de grève de continuer à œuvrer. En même temps, il lui apparaît difficile de nier les faiblesses de la grève, qui, à elles seules, étaient suffisantes pour que le mouvement ne puisse prendre de dimension révolutionnaire et qu'il se discrédite seul, sans l'aide du gouvernement. Au bout du compte, les blindés et la charge de la police sur George Square ne font qu'apporter une touche de romantis-

(78) Hutchison, pp. 53 à 56.

me révolutionnaire à ce qui n'est par ailleurs qu'un échec lamentable (79). Si l'on peut suivre la première partie de son argument, la deuxième partie est plus contestable. Peut-on balayer d'un revers de la main en des termes aussi forts et ranger au rayon des anecdotes de l'histoire un épisode, même s'il s'est soldé par un échec, qui est l'aboutissement d'une série de vagues successives de revendications et de protestations du mouvement ouvrier dans son ensemble ?

Iain McLean avance un certain nombre d'arguments qui expliquent pourquoi la grève des 40 heures, qui connaît un point d'orgue tragique le 31 janvier 1919 sur George Square, ne pouvait se prévaloir d'une dimension révolutionnaire (80). Selon lui, et c'est au cœur de son entreprise de déconstruction, il s'agissait principalement d'un problème spécifique aux ouvriers qualifiés, car c'est sur cette catégorie d'ouvriers que pesait le plus fort le spectre du chômage d'après-guerre avec l'arrêt de la production de munitions. En d'autres termes, de même qu'en 1916, pendant le conflit qui opposa les ouvriers qualifiés au gouvernement à propos de la déqualification de leurs tâches, le conflit d'intérêts entre ouvriers qualifiés et non qualifiés reste la problématique centrale dans l'agitation ouvrière de l'ouest de l'Ecosse.

Les intérêts corporatistes des premiers excluent toute adhésion des seconds, et, en conséquence, toute possibilité de grève générale, donc, a fortiori, de révolution. Pourquoi les ouvriers non qualifiés apporteraient-ils leur soutien à une grève qui vise à protéger les ouvriers qualifiés du chômage alors que ces derniers se sont largement mis en grève trois ans plus tôt pour tenter de leur interdire l'accès à leurs métiers ? Cette analyse doit cependant être nuancée, car la grève des 40 heures est, nous l'avons vu plus haut, une grève éminemment politique dans ses objectifs. Civardi identifie trois causes principales de l'échec de l'action directe en général en 1919 : *"Une contradiction fondamentale dans la stratégie des comités d'ouvriers entre leur spontanéisme (organisation à la base, absence de hiérarchie nationale) et leur désir de lancer une grève nationale ; le développement d'un système de négociations collectives nationales, qui renforce le pouvoir des exécutifs syndicaux officiels ; et la fin du plein emploi"* (81).

La guerre a irrémédiablement bouleversé les rapports sociaux. Les élections de 1918 sont une cruelle désillusion pour les partis de la gauche parlementaire (Labour Party et ILP), puisqu'un seul député travailliste est élu à la Chambre des communes sur les quinze possibles à Glasgow et un sur cinq à Edimbourg. Dans les villes anglaises, la situation est la même, puisque, sur les cinquante-six sièges à pourvoir à Manchester, Leeds, Bristol, Liverpool, Sheffield et Birmingham, seuls trois sont pris par des élus travaillistes ou ILP (deux sur dix possibles à Manchester et un sur six à Leeds) (82).

Entre 1906 et 1922, le rapport de force entre les différentes formations politiques en Grande-Bretagne se modifie pourtant profondément. Tout commence dans le nord, en Ecosse, avec l'élection de deux députés travaillistes (un à Dundee et un à Glasgow) à l'élection de 1906, qui voit encore un large succès des libéraux, et atteint son apogée avec l'élection de 29 députés travaillistes, un communiste et un prohibitionniste de gauche à l'élection de 1922. Entretemps, les grèves des loyers à Glasgow ont considérablement augmenté le prestige et l'influence de l'ILP en Ecosse. Le nombre d'adhérents à la branche écossaise de l'ILP a triplé entre 1914 et 1918. L'ILP acquiert beaucoup d'influence parmi les classes ouvrières en forgeant des réseaux efficaces avec les syndicats et dans beaucoup d'usines de Glasgow. La réforme du droit de vote de 1918 fait passer le nombre d'électeurs de 779 000 à 2 205 000, dont l'écrasante majorité sont des ouvriers et des ouvrières. Le premier succès électoral des travaillistes devra cependant attendre 1922. Le transfert du vote irlandais du Parti libéral vers l'ILP, soit environ 20 % des voix tra-

(79) *"Ignominous failure"*, McLean, p. 138.
(80) Les points qui suivent doivent à Iain McLean, pp. 118-120.
(81) Civardi, p. 353.
(82) McLean, p. 159.

vaillistes, y est pour la première fois déterminant. Avec 32 % des voix à Glasgow, contre moins de 10 % à Edimbourg, le Parti travailliste est devenu le plus grand parti d'Ecosse. Il s'agit toutefois d'un travaillisme réformiste, mais pas révolutionnaire (83). La Grande Guerre a sonné le glas du vote libéral. A cette date, Glasgow est la ville des Clydesiders, les leaders qui avaient mené la lutte industrielle pendant et juste après la Grande Guerre et qui sont alors élus députés. Glasgow est aussi devenue la ville la plus "rouge" de Grande-Bretagne avec Sheffield : 42 % des électeurs glaswégiens votent travailliste, contre 25 % à Birmingham et à Liverpool (84). Le mythe des Clydesiders se développe autour de ce succès électoral sans précédent et d'une série d'événements qui vont faire couler beaucoup d'encre, à défaut de sang révolutionnaire.

L'avancée du vote travailliste ne repose pas uniquement sur la problématique de la vie de la communauté et du niveau des loyers. Les femmes, qui sont au cœur de cette problématique, sont pour la plupart employées dans des usines de munitions. Elles doivent donc aussi se battre pour faire valoir leurs droits de travailleuses et, selon Foster, elles transfèrent cette expérience pour faire avancer leur condition de membres de la communauté, ce qui discrédite, en partie en tout cas, la thèse d'une période de conflits industriels corporatistes (85).

Foster soutient que c'est la structure même des relations au sein de l'industrie dans la région de la Clyde qui explique la particularité de la région en termes d'agitation pendant la période de Red Clydeside. Selon lui, la faiblesse des structures de négociation collective et le manque de culture civique des ouvriers dans le centre-ouest de l'Ecosse sont à l'origine de la multiplication des revendications pendant et après la Première Guerre mondiale. L'existence d'un mouvement ouvrier reconnu et organisé dans les autres régions industrielles britanniques a au contraire permis une certaine stabilité sociale. Pour suivre Foster, ce sont les conditions particulières de la période de la Première Guerre mondiale qui ont permis au mouvement ouvrier dans la région de Glasgow de mettre en place ce qu'il avait réussi à faire plus tôt dans d'autres régions industrielles de Grande-Bretagne (86). L'évidence historique nous oblige à constater qu'il n'y a pas eu de révolution dans la région de Glasgow, qui a pourtant été secouée par une succession de vagues d'actions industrielles d'ampleur inégalée jusqu'alors. Elles n'expliquent certainement pas à elles seules la montée du vote travailliste. Mais, au regard du suivi massif des actions de grève et de l'intense propagande socialiste révolutionnaire qui a circulé à cette époque, cette période a nécessairement permis à la classe ouvrière écossaise de parcourir le cheminement intellectuel qui lui a fait prendre clairement conscience de son existence en tant que telle et l'a guidée vers une représentation parlementaire de ses intérêts. Il n'y a pas eu de révolution. Toutes les conditions n'étaient pas remplies. La marque indélébile laissée par cet épisode du mouvement ouvrier écossais dans l'inconscient populaire et les débats passionnés qu'il continue de susciter encore aujourd'hui sont la preuve de son importance fondamentale dans la construction de l'identité politique de l'Ecosse. Nul doute que réside là un héritage majeur de Red Clydeside. Et tant mieux s'il reste finalement sujet à tant de controverse.

Fabien Jeannier, novembre 2007

(83) Devine, pp. 311-314.
(84) T. C. Smout, *A Century of the Scottish People*, 1830-1950, London, Fontana Press, 1987, p. 259.
(85) *"Typically, strike action and industrial militancy was not the prerogative of a small group of conservatively-inclined craftsmen. On the contrary, wartime conditions opened up the possibility of collective action to a population which had been previously excluded from it : and in circumstances that demanded at least some ideological reorientation about the nature of state power and its relation to capital"* (Foster, pp. 40-41).
(86) *"It was the material weakness of scottish capital, together with its particular cultural traditions, which inhibited the developement of those social and cultural relationships which sustained : relatively speaking at least : social stability elsewhere. The Redness of the Clyde, as against the Mersey or the Tyne, had a quite different pedigree which did not result so much from the breakdown of existing pre-war strucutres of collective bargaining as from the very weak and tuncated existence and the wider lack of civic cultures which gave orgnanised labour a recognised and autonomous place"* (Foster, p. 38).

Léon Trotsky : la question du front unique

En 1918-1919, une vague révolutionnaire balaie l'Europe. Le Premier ministre britannique, Lloyd George, l'exprime à sa façon en déclarant en janvier 1919 : ***"Toute l'Europe est envahie par l'esprit de révolution. Il y a un profond sentiment non seulement de mécontentement, mais de colère et de révolte parmi les travailleurs contre les conditions d'avant la guerre. L'ensemble de l'ordre existant, sous ses aspects politiques, sociaux et économiques, est mis en question par la masse de la population d'un bout de l'Europe à l'autre."*** **La première défaite de la révolution allemande en janvier 1919, celle de la révolution hongroise en juillet 1919, puis de la révolution italienne en septembre 1920, ainsi que le reflux de la révolution en Angleterre, en Autriche, en France, en Suisse ou en Espagne marquent un profond recul.**

Au III[e] Congrès de l'Internationale communiste, qui se tient en juillet 1921, Trotsky tire la leçon de cette situation : ***"Cette puissante vague n'a pas réussi à renverser le capitalisme mondial, ni même le capitalisme européen. Pendant l'année écoulée entre le deuxième et le troisième congrès de l'Internationale communiste, toute une série de soulèvements et de luttes de la classe ouvrière se sont terminés au moins partiellement par des défaites (...). Aujourd'hui, pour la première fois, nous voyons et nous sentons que nous ne sommes pas immédiatement près du but, à savoir la conquête du pouvoir, la révolution mondiale. En 1919, nous disions : c'est une question de mois. Aujourd'hui, nous disons : c'est peut-être une question d'années."*** **C'est dans cette situation de recul jugé momentané que Trotsky élabore en décembre 1921 ses thèses sur le front unique ouvrier publiées dans la *Pravda* du 21 décembre, et qui suscitent une vaste discussion dans les rangs de l'Internationale communiste et de ses partis.**

"Le front unique" (1)

S'appuyer sur la majorité écrasante de la classe ouvrière

1. Le but du parti communiste est de diriger la révolution prolétarienne. Afin d'amener le prolétariat à la conquête directe du pouvoir et de le conquérir, le parti communiste doit s'appuyer sur la majorité écrasante de la classe ouvrière. Tant qu'il n'a pas cette majorité, il doit lutter pour l'obtenir.

Le parti communiste ne peut devenir majoritaire dans la classe ouvrière que s'il constitue une organisation tout à fait indépendante dotée d'un programme clair et d'une discipline intérieure très sévère. C'est pourquoi il a dû se séparer dans le domaine idéologique comme dans celui de l'organisation des réformistes et des centristes qui n'aspirent pas à la révolution prolétarienne, qui ne savent ni ne veulent y préparer les masses et s'opposent à ce travail par toute leur conduite. Ceux des membres du parti communiste qui déplorent la scission au nom de l'unité des forces et de l'unité du front ouvrier montrent par là même qu'ils ne comprennent pas l'abc du communisme et qu'ils n'appartiennent au Parti communiste que par suite de circonstances fortuites.

Les masses ouvrières sentent la nécessité de l'unité d'action

2. Une fois garantie son indépendance complète par l'unité idéologique de ses membres, le parti communiste lutte pour étendre son influence sur la majorité de la classe ouvrière. Cette lutte peut être plus ou moins lente ou rapide suivant les circonstances et la conformité plus ou moins grande de la tactique au but. Mais il est tout à fait évident que la lutte de classe du prolétariat ne cesse pas dans cette période préparatoire à la révolution.

Les conflits entre la classe ouvrière et les patrons, la bourgeoisie ou l'Etat surgissent et se développent sans cesse sous l'initiative de l'un ou de l'autre camp. Dans ces conflits, pour autant qu'ils concernent les intérêts vitaux de toute la classe ouvrière, de sa majorité ou d'une partie quelconque de la classe, les masses ouvrières sentent la nécessité de l'unité d'action, de l'unité dans la défensive contre l'offensive du capitalisme comme dans l'offensive contre lui. Le parti qui contrecarre mécaniquement ces aspirations de la classe ouvrière à l'unité d'action sera irrévocablement condamné dans la conscience ouvrière.

(1) La *Pravda*, 18 décembre 1921.

Le problème du front unique n'est donc pas, dans son origine comme dans son essence, le problème des relations entre les fractions parlementaires communiste et socialiste, entre les comités centraux des deux partis, entre *L'Humanité* et *Le Populaire*. Le problème du front unique surgit de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front unique dans la lutte contre le capital, malgré la division, fatale à l'époque actuelle, des organisations politiques qui ont l'appui de la classe ouvrière.

Ceux qui ne comprennent pas cela considèrent le parti comme une association de propagande et non pas comme une organisation d'action de masse.

Tout aussi intéressés à l'amélioration des conditions d'existence matérielle

3. Lorsque le parti communiste ne représente encore qu'une minorité numériquement insignifiante, la question de son attitude à l'égard du front de la lutte de classe n'a pas une importance décisive. Les actions de masse seront dans ce cas dirigées par les vieilles organisations, qui, grâce à leurs traditions encore puissantes, continuent à jouer un rôle décisif. D'autre part, le problème du front unique ne se pose pas dans les pays comme, par exemple, la Bulgarie, où le parti communiste apparaît comme l'unique organisation dirigeante des masses laborieuses. Mais là où le parti communiste constitue une grande force politique sans pouvoir jouer encore un rôle décisif, là où il contrôle le quart ou le tiers de l'avant-garde prolétarienne, le problème du front unique se pose dans toute son acuité.

S'il contrôle le tiers ou la moitié de l'avant-garde prolétarienne, c'est que l'autre moitié ou les deux autres tiers font partie des organisations réformistes ou centristes. Mais il est tout à fait évident que les ouvriers qui soutiennent encore les réformistes et les centristes sont tout aussi intéressés que les communistes à l'amélioration des conditions d'existence matérielle et au développement des possibilités de lutte. Nous devons donc appliquer notre tactique de telle manière que le parti communiste, qui incarne l'avenir de la classe ouvrière tout entière, n'apparaisse pas aujourd'hui — et surtout ne soit pas en fait — un obstacle à la lutte quotidienne du prolétariat.

Le parti communiste doit faire plus que cela : il doit prendre l'initiative d'assurer l'unité de cette lutte quotidienne. C'est uniquement ainsi qu'il se rapprochera des deux autres tiers, qui ne marchent pas encore avec lui et n'ont pas encore confiance en lui parce qu'ils ne le comprennent pas. C'est cette tactique seule qui lui permettra de conquérir les masses.

Rendre possibles, à chaque moment donné, des actions communes

4. Si le parti communiste n'avait pas rompu de façon radicale et décisive avec les social-démocrates, il ne serait jamais devenu le parti de la révolution prolétarienne. Il n'aurait pas pu effectuer le premier pas sérieux dans la voie de la révolution. Il serait resté à jamais une soupape de sûreté parlementaire de l'Etat bourgeois. Ne pas le comprendre, c'est ignorer la première lettre de l'alphabet du communisme.

Si le parti communiste ne cherchait pas à trouver les voies d'organisation susceptibles de rendre possibles, à chaque moment donné, des actions communes concertées entre les masses ouvrières communistes et non communistes (social-démocrates y compris), il prouverait par là même son incapacité à conquérir la majorité de la classe ouvrière par des actions de masse. Il dégénérerait en une société de propagande communiste et ne se développerait jamais en parti de conquête du pouvoir.

Ce n'est pas assez d'avoir une épée, il faut l'aiguiser ; ce n'est pas assez de l'aiguiser, il faut savoir s'en servir. Ce n'est pas assez de séparer les communistes des réformistes et de les lier par la

discipline de l'organisation ; il est nécessaire que l'organisation apprenne à diriger toutes les actions collectives du prolétariat dans toutes les circonstances de sa lutte vitale.

Telle est la seconde lettre de l'alphabet communiste.

Un pur malentendu

5. Le front unique s'étend-il seulement aux masses ouvrières, ou englobe-t-il aussi les dirigeants opportunistes ?

Cette question résulte d'un pur malentendu. Si nous avions pu unir les masses ouvrières autour de notre drapeau, ou sur nos mots d'ordre courants, en négligeant les organisations réformistes, partis ou syndicats, ce serait, certes, la meilleure des choses. Mais dans ce cas, le problème du front unique ne se poserait même pas sous sa forme actuelle. Le problème du front unique se pose par le fait même que des fractions très importantes de la classe ouvrière appartiennent aux organisations réformistes ou les soutiennent. Leur expérience actuelle n'est pas encore suffisante pour les en délivrer et les amener à nous.

Il est possible qu'au lendemain des actions de masse qui sont à l'ordre du jour, un grand changement survienne sur ce point. C'est précisément ce que nous voulons. Mais nous n'en sommes pas encore là. Les travailleurs organisés sont encore divisés en trois groupes. L'un de ces groupes, celui des communistes, vise à la révolution sociale et, justement pour cette raison, soutient tout mouvement, même partiel, des travailleurs contre les exploiteurs et contre l'Etat bourgeois.

Le second groupe, celui des réformistes, vise à la paix avec la bourgeoisie. Mais, pour ne pas perdre son influence sur les ouvriers, il est forcé, contre la volonté profonde de ses chefs, de soutenir les mouvements partiels des exploités contre les exploiteurs.

Enfin, le troisième groupe, celui des centristes, oscille entre les deux autres, car il n'a pas de valeur propre. Ainsi, les circonstances rendent tout à fait possibles, dans toute une série des questions vitales, les actions communes des ouvriers unis dans ces trois sortes d'organisations ainsi que des masses inorganisées qui les soutiennent.

Non seulement les communistes ne doivent pas s'opposer à ces actions communes, mais au contraire ils doivent en prendre l'initiative. Justement parce que plus les masses attirées dans le mouvement sont grandes, plus haute et plus sûre d'elle-même devient la conscience de leur propre force et plus les masses deviennent capables d'aller de l'avant, si modestes qu'aient été les mots d'ordre initiaux de la lutte. Cela veut dire aussi que l'extension du mouvement des masses en accroît le caractère révolutionnaire et crée des conditions plus favorables aux mots d'ordre, aux méthodes de lutte et, en général, à la direction du parti communiste.

Les réformistes ont peur de l'élan potentiel révolutionnaire du mouvement des masses ; la tribune parlementaire, les bureaux des syndicats, les organismes d'arbitrage, les antichambres des ministères, telles sont leurs arènes favorites.

Nous avons, au contraire, intérêt, en dehors de toute autre considération, à faire sortir les réformistes de leurs abris et à les placer à nos côtés sur le front des masses en lutte. Avec une bonne tactique, ce ne peut être qu'à notre avantage.

Le communiste qui en doute ou qui en a peur ressemble à un nageur qui approuverait des thèses sur le meilleur moyen de nager, mais se refuserait à se jeter à l'eau.

Concerter pratiquement nos actions

6. Le front unique suppose donc de notre part la décision de concerter pratiquement nos actions, dans certaines limites et sur des problèmes déterminés, avec les organisations réformistes, pour autant que celles-ci représentent encore aujourd'hui la volonté de fractions importantes du prolétariat en lutte (...).

7. La politique du front unique ne contient aucune garantie que l'unité se réalisera dans toutes les actions. Au contraire, dans nombre de cas et peut-être dans la plupart des cas, l'accord

entre les organisations ne se réalisera qu'à moitié ou ne s'accomplira pas du tout. Mais il est nécessaire que les masses en lutte puissent toujours se convaincre que l'unité d'action a échoué, non pas à cause de notre intransigeance formelle, mais par faute d'une véritable volonté de lutte chez les réformistes.

Le droit de soutenir l'action engagée jusqu'à la fin

En concluant des accords avec d'autres organisations, nous nous imposons sans doute une certaine discipline d'action. Mais cette discipline ne peut avoir un caractère absolu. Si les réformistes sabotent la lutte, contrecarrent les dispositions des masses, nous nous réservons le droit de soutenir l'action engagée jusqu'à la fin, sans nos demi-alliés temporaires, comme une organisation indépendante.

Il se peut que cela réveille des luttes acharnées entre nous et les réformistes. Mais ce ne sera pas une simple répétition des mêmes idées dans un cercle fermé, cela signifiera — si notre tactique est bonne — un élargissement de notre influence dans de nouveaux milieux prolétariens.

Une passivité politique

8. Voir dans cette politique un rapprochement avec les réformistes ne peut être l'opinion que d'un journaliste qui croit se détacher du réformisme quand il le critique sans sortir de sa salle de rédaction et qui a peur de l'affronter devant les masses ouvrières, peur de donner à celles-ci la possibilité de comparer le communiste et le réformiste dans les conditions égales de l'action des masses. De fait, sous cette crainte, que l'on prétend révolutionnaire, du "rapprochement" se dissimule au fond une passivité politique qui tend à conserver un état de choses dans lequel les communistes comme les réformistes ont chacun leur cercle d'influence, leurs auditoires, leur presse, et dans lequel cela suffit à donner aux uns et aux autres l'illusion d'une lutte politique sérieuse.

En aucun cas nous y dissoudre

9. Nous avons rompu avec les réformistes et les centristes pour avoir la liberté de critiquer les trahisons, l'indécision de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Tout accord qui limiterait notre liberté de critique et d'agitation serait donc inacceptable pour nous. Nous participons au front unique, mais ne pouvons en aucun cas nous y dissoudre. Nous y opérons comme une division indépendante.

C'est justement dans l'action que les grandes masses doivent se convaincre que nous luttons mieux que d'autres, que nous voyons plus clair, que nous sommes plus courageux et plus décidés. Nous rapprochons ainsi l'heure du front unique révolutionnaire, sous la direction indiscutée des communistes.

Espagne 1917-1921 : le "triennat bolchevique"

(Roland Corominas)

(II)

Dans la première partie de cet article, publié dans le n° 36 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, Roland Corominas a étudié les principales caractéristiques d'un système monarchiste "épuisé", les "fissures du régime monarchique", la portée de la grève générale du 13 août 1917 et les rapports politiques entre la CNT (syndicat anarchiste), le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et les groupes de républicains bourgeois. Cette seconde partie de son article porte sur la période suivante, marquée en particulier par les échos de la révolution russe, et qui a reçu le nom de "triennat bolchevique".

Sommaire

I. LE CONGRÈS DU PSOE ET LE RENFORCEMENT DE LA CNT

II. LES ANNÉES 1919-1920

III. LE REGROUPEMENT DE NOYAUX AUTOUR DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

IV. UNE PUISSANTE VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE SANS DIRECTION NI CENTRALISATION

V. LE "DÉSASTRE" d'ANNUAL

Pour le pain et la terre, contre la guerre coloniale et pour les soviets

I. Le congrès du PSOE de 1918 et le renforcement de la CNT

Au congrès de 1918, le PSOE comptait 14 600 membres ; il adopta un programme démocratique, qui aurait peut-être pu constituer un programme de mobilisation de la classe ouvrière et des couches populaires de la ville : abolition de la monarchie, respect intégral des droits de la personne, suppression du Sénat, suppression du budget du culte et du clergé, droit de vote à 21 ans pour les deux sexes, représentation proportionnelle, abolition de la peine de mort, nationalisation des mines, des eaux minérales, des arsenaux et des moyens de transport, semaine de travail de 44 heures, salaire minimum garanti, protection sociale (travail et santé), abolition des impôts indirects. Le congrès se prononça également pour l'abandon du Maroc et approuva un salut à la révolution russe et à la jeune république allemande, et mit fin à l'alliance avec les républicains bourgeois.

Mais, concernant l'Espagne, les dirigeants eurent le front d'affirmer que les ouvriers avaient eu tort, dans la précédente grève générale de 1917, d'avoir confiance en des dirigeants bourgeois et républicains qui n'étaient pas prêts à former un gouvernement provisoire, et que, dans cette perspective, les ouvriers ne pouvaient être qu'une force de combat, mais pas de direction du mouvement politique général.

Cependant, nous sommes en pleine effervescence ouvrière dans les campagnes et en pleine guerre du Maroc, qui, dans les combats les plus meurtriers, ne mobilisait que les couches les plus pauvres, puisque les autres avaient la possibilité de racheter aux soldats pauvres leur droit à exemption du service militaire par tirage au sort. Etait ainsi rendue évidente aux yeux de millions de fils des couches populaires l'énorme inégalité devant "l'impôt du sang" pour la guerre ; cette question était devenue un problème majeur dans la société espagnole.

Ces couches paysannes enrôlées sur la base de la misère ne pouvaient voir dans ce programme du PSOE rien qui les concernât, puisque le congrès s'était contenté de quelques amendements mineurs au droit de propriété qui leur restaient totalement étrangers, de réglementer un peu plus strictement les contrats de fermage et de demander la possibilité de racheter des contrats de vassalité qui remontaient au Moyen Age, et enfin la nationalisation des forêts.

Pas un mot sur le programme d'expropriation des latifundia pourtant récemment adopté par le congrès de la fédération paysanne du PSOE. Pas un mot sur la Constituante souveraine, pas un mot sur la mobilisation nécessaire pour prendre au sérieux le programme proposé.

Tout cela était contradictoire avec les positions sur la révolution russe, qui, de ce fait, apparaissent plus comme un effet de tribune que comme un véritable engagement, même si on ne peut exclure une authentique sympathie... verbale : le congrès du PSOE de novembre *"exprime une fois de plus sa satisfaction de voir le tsarisme renversé et le triomphe de la révolution socialiste, affirme le droit du peuple russe à disposer de son propre destin et déclare qu'il s'opposera de toutes ses forces à l'application du blocus décrété par l'Entente, soutenu officiellement ou officieusement par toute la bourgeoisie"*.

Le congrès de la CNT d'avril 1919

Fin 1918, une bonne partie de la direction est arrêtée par le gouvernement Romanones, ce qui provoqua une telle indignation qu'*"il nous en coûta beaucoup d'efforts pour empêcher la grève générale"*, dit Buenacasa. Cependant, malgré les détentions, l'organisation fonctionnait à plein régime. Le congrès de la CNT montre le considérable renforcement numérique de l'organisation rendue plus opérationnelle par la constitution de syndicats de branche ou d'industrie, ainsi que par la création d'un comité national provisoire chargé de structurer le syndicat à l'échelle de tout le pays.

C'est d'un afflux massif de travailleurs à la CNT qu'il s'agit : plus de 700 000 syndiqués et, dit Manuel Buenacasa, 500 000 cotisants dans la seule Catalogne ; même si le chiffre au regard des votes émis au congrès semble plus proche de 420 000, cela marque un renforcement considérable, qui se fait d'ailleurs partiellement aux dépens de l'UGT.

La question de nombreuses têtes brûlées, les *"pistoleros"*, comme les appelle également Buenacasa, qui arrivent dans cet afflux, est une question certes importante, mais sa solution dépendait d'abord de la fermeté politique et de la clarté de vue doctrinale. Qu'ils aient pu commencer à exécuter patrons, contremaîtres, politiciens, jaunes, et demander à être rétribués pour cela était le prix que payait l'organisation pour les atermoiements de sa direction.

La question de l'adhésion à la IIIe Internationale

M. Buenacasa rappelle dans son ouvrage : *"Qui, en Espagne — étant anarchiste — a dédaigné pour lui-même le qualificatif de bolchevik ?"*

Dans le but de faire le bilan d'une année de révolution, *Solidaridad Obrera* publie en première page rien de moins qu'un article de Lénine dont le titre est *"Un an de dictature prolétarienne : 1917-1918. L'œuvre sociale et économique des soviets russes"*, accompagné d'une note de *Solidaridad Obrera* dans laquelle est défendue la dictature du prolétariat.

Tierra y Libertad, en décembre 1917, en vient même à écrire qu'une révolution, du fait de la nécessité d'une confrontation violente, exige des *"dirigeants et de l'autorité"*. Tel était l'impact de la révolution russe.

Concernant l'adhésion à l'Internationale communiste, le congrès de décembre 1919 était divisé. La motion approuvée finalement par le congrès affirmait son ferme soutien à l'Association internationale des travailleurs (AIT), tout en adhérant, provisoirement, à la IIIe Internationale pour son caractère révolutionnaire, et dans l'attente du congrès international que la CNT d'Espagne devait organiser pour déterminer les bases selon lesquelles se régirait la véritable Internationale des travailleurs.

Mais cette décision d'adhérer à la IIIe Internationale, adhésion souvent présentée comme sentimentale et qui sera vite remise en question, est révélatrice cependant de l'enthousiasme que soulevait la révolution russe dans les masses ouvrières d'Espagne, et en particulier chez les plus déterminées d'entre elles.

Par ailleurs, furent adoptées deux motions, qui préconisaient pour la première le sabotage en Espagne du matériel de guerre destiné à combattre l'Armée rouge, et, pour la deuxième, le re-

cours à la grève générale dès que le gouvernement espagnol essaierait d'envoyer des troupes en Russie.

Les congrès de la CNT et de sa Fédération nationale des agriculteurs manifestent également leur protestation contre l'adhésion des Alliés au blocus contre la jeune République des soviets.

Une adhésion "sentimentale"

Cependant, dans l'euphorie de la spectaculaire croissance de leur organisation, les dirigeants de la CNT firent voter une motion qui opposait à l'unité avec l'UGT la proposition faite aux membres de cette dernière d'intégrer la CNT. Le congrès alla jusqu'à voter un manifeste, heureusement jamais mis en pratique, à tous les travailleurs espagnols, qui leur concédait un délai de trois mois pour adhérer à la CNT ; passé ce délai, ils seraient considérés comme jaunes en marge du mouvement.

Cependant, là encore, la volonté d'unité avec l'UGT était forte dans la CNT, puisque la motion présentée par le comité régional des Asturies pour proposer la fusion des deux syndicats, au-delà de la confusion que cette proposition pouvait représenter, ne fut repoussée que par 324 000 mandats contre 170 000.

Aux élections de décembre, toutes les forces réactionnaires firent front commun et un usage massif de leurs méthodes traditionnelles de pression, intimidation, chantage et répression, pendant que l'abstentionnisme ouvrier gagnait des centaines de milliers d'ouvriers se détournant avec la CNT de ces élections, qui leur apparaissaient comme un terrible piège.

Au mois d'avril 1921, au moment où se constituait le Parti communiste ouvrier espagnol, se tenait un congrès de la CNT, et la décision y fut prise d'envoyer un délégué au congrès constitutif (à Moscou, en juillet) de l'Internationale syndicale rouge (ISR) ; finalement, quatre délégués partirent, dont Joaquín Maurín et Andreu Nin. Un nouveau plénum, en août, revint sur la décision prise et désavouera les quatre délégués.

La conférence nationale de la CNT tenue à Saragosse en juin 1922 retira l'adhésion donnée à l'Internationale communiste et décida d'adhérer à l'AIT, dont la reconstitution sera chose faite à Berlin en décembre de cette même année. Ainsi furent rompus les liens avec l'Internationale communiste, lesquels, à vrai dire, n'avaient jamais été acceptés par les responsables de la CNT.

L'incapacité de la bourgeoisie espagnole et celle des directions ouvrières favorisent l'émergence d'un mouvement autonomiste de masse

Le gouvernement se démenait pour tenter d'instituer un gouvernement capitaliste moderne rompant avec les gouvernements de l'aristocratie alliée à l'oligarchie terrienne. Les deniers de l'Etat étaient employés pour moderniser (à fonds perdus) l'industrie métallurgique et construire le réseau des transports nécessaire aux grandes entreprises minières et métallurgiques, ce qui fut une véritable saignée pour le Trésor public.

Cependant, le gouvernement se trouvait confronté à une forte recrudescence du mouvement de grève, qui, faute d'une bataille politique du PSOE, était utilisé par le mouvement républicain et autonomiste pour tenter d'en faire leur base électorale et politique sans qu'il ne puisse, lui non plus, aboutir.

Dans les pires difficultés, des conquêtes étaient gagnées de haute lutte, notamment la journée de 8 heures.

Globalement, les grands maîtres de l'économie espagnole ne sauront pas tirer profit de la situation de neutralité pour tenter de réaliser des investissements productifs et moderniser l'appareil de production. Les capitalistes, à l'exception de quelques grands groupes industriels et de quelques banques, sortirent de la guerre avec un formidable accroissement de leurs richesses patrimoniales, alors que l'industrie minière tombait en chute libre à la fin de la guerre.

La situation des campagnes était désastreuse : l'agriculture stagnait et la structure agraire n'avait pas varié d'un pouce, au contraire. A cause de l'inflation, entre 1914 et 1920, la diminution du niveau de vie moyen des salariés était de 21 %.

A l'automne 1918, de gigantesques manifestations catalanistes entraînant les couches populaires ont lieu à Barcelone, autour du grand leader Francesc Maciá, ancien officier de l'armée espagnole, dont il fut chassé pour avoir ouvertement critiqué les officiers qui avaient donné l'ordre de détruire l'imprimerie catalane d'où était sorti le journal publiant des caricatures d'officiers affectés en Catalogne. C'est vers cette époque qu'il fait le déplacement à Moscou pour demander une aide qu'il n'obtiendra pas.

En décembre, les représentants de 111 municipalités réclamaient l'autonomie.

L'Assemblée des parlementaires rédigeait un projet de statut au début de 1919, qui fut ratifié par les représentants de 1 046 municipalités sur un total de 1 072.

Le PSOE, par la voix d'un Largo Caballero se revendiquant de l'internationalisme, faisait une dernière tentative pour tenter d'unir dans un même mouvement l'émancipation ouvrière et la reconnaissance des nationalités ; là encore, dans ses hésitations, il ne put tirer profit du combat de la révolution russe et se retrouva à la traîne du républicanisme bourgeois et du mouvement autonomiste catalan.

Il est également incontestable que les nombreuses couches populaires, fortement mobilisées, s'étaient tournées en 1917 vers les organisations ouvrières, dont elles croyaient que les dirigeants les appelaient à l'action révolutionnaire pour renverser le gouvernement. Constatant leur défection et voyant un ex-militaire courageux se revendiquer de la constitution d'une nation qui serait la leur, elles se lancèrent dans l'aventure.

II. Les années 1919-1920

La grève de *La Canadiense* : 1919

En Catalogne, selon Buenacasa, plus de 400 responsables syndicaux étaient emprisonnés alors qu'il y avait quelque 300 actions contre des entreprises, d'où l'idée, finalement acceptée, d'une "commission mixte" (CNT-patrons) chargée de régler les conflits, situation qui, selon Buenacasa, déstabilisa profondément la CNT, et que mit à profit le patronat pour décréter le lock-out.

C'est dans ces conditions qu'eut lieu la grande grève de *La Canadiense* ("La Canadienne"), puissante compagnie de transport et de production d'énergie électrique et hydraulique, laquelle saisit l'occasion de la pérennisation du contrat du personnel temporaire pour baisser ses salaires. La grève partielle du début se transforme de proche en proche en grève totale, bientôt suivie par les ouvriers de l'énergie électrique de Catalogne, puis par les employés du gaz et de l'électricité, ceux des industries hydrauliques, qui réclamèrent tous des augmentations de salaires et la réintégration des licenciés.

Au bout de trois semaines de grève, les autorités décidèrent de recourir à leur arme favorite, la militarisation des entreprises concernées et la réquisition des réservistes.

Mais ces derniers, massivement, s'enfermèrent dans le château de Montjuïc tout proche. Aucune des deux parties ne voulait céder. Six semaines après le début du conflit, l'état de guerre est déclaré pour briser la grève.

Le 19 mars avait lieu un grand meeting aux arènes, où était acclamé le célèbre Salvador Seguí, le *"Noi del Sucre"* (le "gars du sucre", assassiné quatre ans plus tard), où l'on vit le délégué du gouvernement venir faire une proposition que les ouvriers acceptèrent : reprise du travail en échange du réemploi des ouvriers emprisonnés (plus de 3 000) et de ceux qui faisaient l'objet d'une procédure discipli-

naire (à l'exclusion des quelques-uns dont le procès avait commencé), d'une augmentation des salaires et de la journée de 8 heures.

La grève générale de la Catalogne, prélude à la grève générale du pays

Lors des élections de juillet 1919, le mouvement gréviste à son point culminant, une agitation sociale d'un bout à l'autre de l'Espagne et la reprise des hostilités indépendantistes au Maroc provoquèrent une cuisante défaite gouvernementale, et cela, malgré l'abstentionnisme des ouvriers influencés par la CNT. C'était le signe le plus évident que les pressions conjuguées des caciques et de l'Eglise, les intimidations permanentes de l'armée et de la Garde civile ne parvenaient plus à contenir la vague de mécontentement qui touchait toutes les couches populaires, et qui se retournait contre le gouvernement et son protecteur, le roi.

Au centre des revendications ouvrières, l'augmentation des salaires, l'application de la journée de 8 heures (six jours par semaine !).

La bourgeoisie espagnole dans son ensemble, y compris la bourgeoisie moderniste de Catalogne, les Juntes de défense de l'armée, tous les partis conservateurs (de toutes obédiences) se dressèrent contre la politique trop "avancée" du nouveau gouvernement. Cette bourgeoisie espagnole voyait en effet les gouvernements se succéder à un rythme soutenu, tous incapables de venir à bout de l'incessante agitation ouvrière et paysanne.

Furent alors utilisés de manière systématique l'agression physique et l'assassinat des militants ouvriers, combinés à une politique de lock-out, tout particulièrement à Barcelone, où s'illustra un temps le chef de la police à la solde du Kaiser. Il venait d'être réintégré, sans procès, dans ses fonctions de chef de la brigade des services spéciaux, mais il n'y dura que quelques semaines avant de tomber exécuté.

Au mois de novembre, la puissante fédération patronale décide, en Catalogne, de décréter le lock-out total en accusant le gouvernement de ne pas protéger les patrons. En quelques jours, 100 000 ouvriers sont jetés à la rue et les Juntes de défense parlent ouvertement de recourir à la dictature. En réponse, début décembre, la grève était totale et s'imposait dans les congrès de la CNT et du PSOE, qui se tenaient à ce moment-là.

Encore début janvier 1920, un groupe de soldats du régiment d'artillerie de Saragosse, aidé par de nombreux ouvriers de la ville, s'empara de la caserne, qui fut reprise un jour après, lors de l'assaut donné par la Garde civile, qui procéda à l'exécution de six soldats ; la grève générale spontanée de la ville et du syndicat fut alors étouffée par l'intervention militaire et la déclaration de l'état de guerre.

Un mois après, c'étaient les cheminots qui se remettaient en grève illimitée, bientôt suivis par les mineurs asturiens, qui réclamaient une augmentation de salaires de 60 %. Sous la pression ouvrière, le patronat recula et concéda d'importantes augmentations de salaires et la réintégration des ouvriers licenciés pour fait de grève.

Sans réelle direction, sans objectif politique centralisé, les groupes d'ouvriers les plus combatifs seront éliminés les uns après les autres par l'interdiction des syndicats, l'assassinat, le lock-out et l'action dispersée. Mais même ainsi, début avril, le gouvernement prend un décret établissant dans tout le pays la durée de la journée de travail à 8 heures.

Les grands patrons et l'armée imposent le lock-out et se refusent à reconnaître la validité des mesures gouvernementales.

Quatre jours après l'accord intervenu, la grève reprenait à *La Canadiense,* car les patrons fortement poussés par l'armée ne voulaient pas appliquer loyalement la parole donnée par les autorités. Toute la Catalogne se retrouva en grève générale ; Barcelone fut militairement occupée, avec installation de nids de mitrailleuses et de canons à tous les endroits stratégiques de la ville, et la vieille milice catalane (le *somatén*) se mit au service du patronat et des autorités militaires pour briser la grève.

Cette grève représentait un tournant : les autorités civiles et le gouvernement en place, écartés par l'armée, démissionnaient. Dès lors, il n'y aura même plus de tentative de "concertation" dans les nombreux conflits qui vont avoir lieu, et qui, de ce fait, prendront d'entrée un caractère de défi absolu de l'autorité militaire.

Les employés du télégraphe se mirent en grève pendant deux semaines ; les manifestations pour le pain se multiplient tant à la ville qu'à la campagne et trouvent comme seule réponse la répression militaire. A Madrid, l'armée est utilisée pour protéger les magasins et entrepôts de vivres.

L'affrontement à la campagne

En même temps, à la campagne, on assiste à une vente accélérée de bétail et d'abandon des exploitations agricoles.

En fait, l'affrontement avait commencé pendant l'été 1918, avec de nombreuses grèves qui durèrent jusqu'en novembre. La tension alla croissant dans les premiers mois de 1919, et la grève générale du printemps, sur des revendications politiques générales dans les provinces de Cordoue, Jaén, Séville et Cadix, ainsi que partiellement celles de Málaga et Huelva, contribua à durcir considérablement le mouvement.

Celui-ci faisait tache d'huile avec la claire conscience de la portée du combat : les murs des haciendas portaient souvent de grosses inscriptions : *"Vive les soviets"*, *"Vive Lénine"*, *"Vive la Russie"*. Et le grand chroniqueur des luttes paysannes en Andalousie, Díaz del Moral, écrit en 1919 : *"Lors de mes fréquentes conférences avec des travailleurs, j'ai pu remarquer l'enthousiasme et l'espoir. Toute conversation abordait inévitablement la question de la Russie"* (cité par Tuñón de Lara).

D'ailleurs, cette préoccupation était largement partagée dans l'opinion ouvrière espagnole, puisque le 1er Mai, à Madrid, la manifestation ouvrière, combative, défilera derrière une grande banderole où il était écrit : *"Viva Rusia."*

Fin avril, le gouvernement avait déclaré une nouvelle fois l'état de guerre, tous les centres ouvriers furent fermés et leurs dirigeants arrêtés, mais la grève continua. Dans ces grèves était posée de manière brutale la question de la terre : les centres ouvriers qui s'étaient constitués demandaient que les terres, possessions de l'Etat ou des municipalités, leur soient données pour exploitation, que leur soit remise sous forme d'usufruit une partie des latifundia, dont les propriétaires devaient également supporter les frais et les salaires versés aux ouvriers pendant les périodes de "paro forzoso" (chômage forcé la moitié de l'année à peu près) ; leurs demandes portaient également sur la journée de 8 heures et sur l'établissement des salaires par des comités paritaires propriétaires-délégués ouvriers.

Les grèves, plus ou moins intenses selon les périodes, continuèrent jusqu'en septembre, et, dans de nombreux villages des provinces de Séville, Málaga, Cordoue et Huelva, des augmentations de salaires furent arrachées, et même parfois des contrats collectifs.

Les grandes grèves des ouvriers agricoles andalous commencèrent avec les moissons en mai. Les ouvriers s'étaient solidement organisés. Díaz del Moral écrit en 1919 : *"Rien ne résistait à l'invincible avalanche : tout quartier, tout hameau, aussi petit soit-il, ayant un peu d'amour-propre, se hâtait de constituer un centre ouvrier... En mai, les centres ouvriers de la campagne regroupaient la totalité des travailleurs de la campagne et presque tous les artisans."*

Dans ces centres, où l'influence de l'anarchisme avait été prépondérante, la présence socialiste était maintenant importante.

"On peut se demander, écrivent Tuñón de Lara et Núñez de Arenas, *ce qui se serait produit si les ouvriers catalans, les ouvriers andalous, les mineurs asturiens et tant de grévistes n'avaient pas agi en ordre dispersé."* Et ils ajoutent : *"Si ne s'étaient pas momentanément rompus les liens entre socialistes et républicains, d'un côté, et socialistes et anarcho-syndicalistes, de l'autre ; bref, si 1919 n'était pas l'occasion de poser la question de la révolution démocratique."*

Outre l'exemple de la révolution russe, la récente expérience de la grève générale de 1917 démontrait abondamment que c'est justement parce que les dirigeants ouvriers cherchaient désespérément des soutiens douteux hors de la classe des opprimés qu'ils ne surent ou ne purent, ou ne voulurent pas présenter un front uni ville-campagne lors de cette première grande grève générale.

Le programme du PSOE et les ouvriers agricoles en grève

En ce début d'année 1919, en Espagne, les travailleurs des villes et des campagnes, et tout particulièrement dans les grandes agglomérations industrielles et les latifundia, présentaient leurs revendications.

Plusieurs mois durant, les grèves générales s'étaient succédé à Valence, Saragosse, Vigo, Málaga ; les mineurs asturiens se mirent en grève, et, à Madrid, ce furent les boulangers et les employés des tramways.

En pleine agitation ouvrière en Andalousie, le PSOE exposait au Parlement un programme minimum sur la question paysanne, lequel stipulait l'obligation pour les propriétaires de cultiver la totalité de leurs terres sous peine d'expropriation, l'interdiction des contrats de fermage inférieurs à dix ans et le droit pour les fermiers d'acheter la terre avec un prêt de vingt ans, la création d'un patrimoine municipal équivalent à 10 % de la superficie du territoire de la commune, l'expropriation des propriétés excédant 250 hectares, à l'exception de celles dont l'exploitation était directement assurée par le propriétaire, la progressivité de l'impôt sur la terre.

Mais ce programme minimum ne pouvait pas concerner la grande majorité des ouvriers, bien trop pauvres, et à peine une petite couche d'ouvriers-paysans ; et même s'il reprenait certaines demandes des grévistes, il ne correspondait en aucun cas à l'état d'esprit des masses d'ouvriers agricoles du sud de l'Espagne, des deux Castilles, d'Estrémadure, dont la faim de terre était aussi grande que leur faim tout court, soumis qu'ils étaient à l'embauche quotidienne, au chômage la moitié de l'année, aux intimidations du cacique local flanqué du curé et du garde civil, sans indemnité d'aucune sorte.

Mais même sur ce programme minimum le PSOE ne mènera aucune bataille, se contentant de demander aux gouvernants dans les Cortès de prendre en compte le programme qu'il présentait.

III. Le regroupement de noyaux autour de l'Internationale communiste

En mars 1919, s'était tenu le premier congrès de l'Internationale communiste, événement qui eut des résonances profondes dans les milieux ouvriers espagnols, comme en atteste, effrayée, la presse nationale de l'époque. Bientôt, se constituèrent des groupes d'ouvriers partisans de la nouvelle organisation, qui éliront un comité national qui publie le journal *La Internacional*.

De leur côté, la direction du PSOE et de l'UGT participait (par ses porte-parole Besteiro et Largo Caballero) à des rencontres internationales pour reconstituer la IIe Internationale et l'Internationale syndicale dite d'Amsterdam.

En décembre 1919, au congrès extraordinaire du PSOE, un projet de déclaration soutenait et justifiait l'importance de la révolution russe et l'enthousiasme des masses travailleuses à propos de la République des soviets. Le projet admettait également la *"dictature du prolétariat comme condition indispensable au triomphe du socialisme"*, sans que celle-ci revête forcément les mêmes formes partout. Etonnamment — mais l'était-ce vraiment ? —, le projet proposait que le PSOE reste dans la IIe Internationale *"pour ne pas affaiblir les organismes internationaux existants"*.

Au congrès, l'opposition menait combat pour l'adhésion à la IIIe Internationale.

La motion finale proposant le maintien dans la IIe Internationale en attendant que l'Internationale communiste tienne son congrès ne fut adoptée que par 14 010 mandats contre 12 500 pour l'adhésion à l'Internationale communiste.

De plus, les délégations des régions à forte concentration ouvrière (Asturies et Biscaye) se déclaraient favorables à la IIIe Internationale, soutenues par l'importante *Asamblea de la Agrupación Socialista* de Madrid.

Au congrès des Jeunesses socialistes qui suivit, la décision fut prise d'adhérer à l'Internationale communiste en considération du fait que les positions dilatoires étaient nocives, et, lors de sa première réunion, le comité national des Jeunesses socialistes, au mois d'avril 1920, décidera de se transformer en Parti communiste espagnol, avec son organe de presse, *El Comunista,* et envoya une délégation au deuxième congrès de l'IC d'août 1920 ; parmi les fondateurs, on relève les noms de Juan Andrade et Dolores Ibárruri.

Au nouveau congrès extraordinaire du PSOE, la décision fut prise d'entrer dans la IIIe Internationale par 8 270 mandats contre 5 060 et 1 615 abstentions... lorsque reviendraient de Moscou les délégués des deux tendances chargés de savoir dans quelles conditions se ferait l'adhésion, et notamment en raison des fameuses 21 conditions que devaient accepter les partis demandant leur adhésion à l'Internationale communiste.

En avril 1921, commença le congrès du PSOE qui devait décider à partir du rapport des thèses antagoniques des deux délégués ; devant le discrédit de la IIe Internationale, la direction du PSOE se repliait sur l'adhésion à la Communauté du travail de Vienne, autrement appelée la IIe Internationale et demie, qui condamnait la dérive droitière des dirigeants de la IIe Internationale sans accepter les conditions imposées par l'Internationale communiste. Les partisans de l'adhésion à l'Internationale communiste furent battus par 8 890 mandats contre 6 025, qui se séparèrent du PSOE pour constituer le Parti communiste ouvrier espagnol, avec un hebdomadaire, *Guerra Social,* dont les points les plus importants étaient les Asturies et la Biscaye en plus des Jeunesses socialistes transformées en Fédération des Jeunesses communistes. Les deux partis, PCE et PCOE, devaient fusionner en novembre 1921 sous le nom de PCE, avec son organe central, *La Antorcha,* pour tenir leur premier congrès unifié en mars 1922.

Auparavant, s'était constitué le Conseil syndical international des syndicats, qui constitua l'Internationale syndicale rouge ; celle-ci fut au centre des débats du congrès de l'UGT où fut votée une motion de maintien dans l'Internationale d'Amsterdam par 110 900 mandats contre 17 920 ; il en résulta l'exclusion de vingt-neuf syndicats, parmi les plus combatifs, dirigés par des communistes, notamment aux Asturies et en Biscaye.

On voit que l'énorme capital de sympathie dont bénéficiaient le communisme et la révolution d'Octobre chez les ouvriers et les responsables de nombreuses fédérations du PSOE ne les empêcha pas de suivre massivement les dirigeants de l'UGT-PSOE lorsque ceux-ci donnèrent l'impression de défendre dans le syndicat l'unité des rangs ouvriers contre ce qui leur apparaissait comme une opération de division.

IV. Une puissante vague révolutionnaire sans direction ni centralisation

Cette succession de grèves violemment combattues par le patronat appuyé sur tout l'appareil répressif de l'Etat, ainsi que sur les bandes de tueurs à gages aidées du *somatén*, véritable milice paramilitaire, et le succès revendicatif de nombreuses grèves autorisent à penser que l'Espagne se trouvait dans une incontestable vague révolutionnaire.

Les assauts répétés prirent plusieurs fois la forme de grève générale virant à l'insurrection et la rage d'arracher une hypothétique revendication démontrait

que l'Espagne était dans la situation où les classes possédantes ne peuvent plus gouverner tandis que les classes opprimées ne veulent plus se laisser gouverner. Celles-ci, autant d'instinct que poussées par la situation, adressaient toutes ces revendications de fond à l'Etat qu'ils remettaient ainsi en cause, même si aucun parti n'était là pour unifier ce combat et si les adhérents du jeune Parti communiste étaient loin d'avoir assimilé les leçons de l'Octobre russe.

Le gouvernement espagnol créa alors le fameux *Tercio de Extranjeros* ("régiment des étrangers") sur le modèle de la Légion étrangère française, qui apparaissait comme clairement tournée vers l'intervention contre des grèves et des manifestations ouvrières.

La position partagée par toutes les couches populaires était que l'Espagne devait se retirer du Maroc ; elle fut reprise par le PSOE, qui organisa un meeting fin 1919 à Madrid, mais sans jamais en faire un axe de campagne nationale pouvant agglutiner toutes les couches populaires autour du prolétariat urbain et agricole lancé dans des grèves extrêmement dures.

Dans l'intense campagne en Espagne contre l'envoi de troupes espagnoles contre la Russie des soviets, il ne fut jamais question pour le PSOE de lier cette formidable campagne contre l'envoi de troupes contre la révolution russe à la situation espagnole, pourtant semblable dans les questions essentielles de la paix, de la terre et du pain, que les ouvriers voyaient concrètement en voie de résolution par la révolution, au moins pour les deux premières.

Il convient de souligner fortement que l'affaiblissement de la CNT ne signifie pas l'affaiblissement des mouvements de protestation.

A Barcelone, les brutales charges de cavalerie contre la modeste célébration des Jeux floraux de la langue catalane provoquèrent la protestation de toute la Catalogne, la nouvelle grève des mineurs de Peñarroya, une lutte sociale d'une grande violence que les congrès ouvriers qui se tenaient se contentaient de soutenir, la réquisition et la prison comme seule réponse du gouvernement, les lock-out plus ou moins partiels, une augmentation considérable du nombre de grèves (1 136 reconnues officiellement pour 1920 par le gouvernement, qui ne comptabilisait pas les grèves générales), les attentats patronaux et les actions isolées de groupes déterminés, tout cela qui forme un tout n'est pas pris en compte par le PSOE, seul parti ouvrier d'envergure nationale.

Pourtant, la manifestation du 1er Mai 1920, finalement imposée au gouvernement qui prétendait l'interdire, défilait aux cris de *"Viva la República de los Soviets"*.

A l'automne 1920, le plénum de la CNT finit par accepter de proposer un pacte à cette UGT traitée de jaune quelques mois auparavant, ce qui provoqua une recrudescence du mouvement gréviste à Barcelone au point qu'il peut être pratiquement qualifié de grève générale, dont les piquets étaient systématiquement agressés par les tueurs à gages du "syndicat libre" patronal en liaison étroite avec les organismes chargés du maintien de l'ordre public. Le but de la grève était de faire céder la direction de l'entreprise étrangère Riotinto, contre laquelle les mineurs étaient en grève depuis quatre mois. Mais pas un jour ne passait sans qu'un syndicaliste ne tombe victime du gangstérisme à la solde d'un patronat qui avait demandé et obtenu, fin novembre, l'arrestation et la déportation de 36 dirigeants syndicaux, y compris leurs défenseurs, dont l'avocat Lluis Companys.

Le pacte d'action commune CNT-UGT permit d'aller à nouveau vers la grève générale, mais l'UGT jugea préférable de ne pas se lancer pour le moment dans cette grève, ce qui provoqua la rupture du pacte CNT-UGT.

Mais sans l'organisation catalane décimée par les assassinats et les emprisonnements, la CNT perd de grandes forces.

Début 1921, le patronat décida d'intensifier la liquidation physique des syndicalistes arrêtés, assassinés sous le prétexte qu'ils tentaient de fuir. Les militants déployaient courage et énergie, mais se retrouvaient sans véritable direction politique. Dans les concentrations ouvrières puissantes, avec des militants organisés et largement influencés par le

PSOE, comme la Biscaye, les Asturies, Madrid, sans l'unité des organisations ouvrières, les noyaux les plus déterminés allaient à la bataille en ordre dispersé contre des forces répressives toujours plus nombreuses ; en Catalogne, la réorganisation du *somatén,* la vieille garde catalane transformée en milice paramilitaire, lui assura un recrutement qui lui permit de défiler, l'arme au poing, au nombre de 40 000 dans Barcelone.

V. Le "désastre" d'Annual (1921), dans le Rif : la dernière occasion avant le coup d'Etat militaire

L'Espagne présentait la situation suivante : les ouvriers des villes et des campagnes, loin d'être vaincus, restaient mobilisés malgré la féroce chasse à l'homme contre les syndicalistes menée conjointement par les milices armées du patronat et du *somatén*, en étroite collaboration avec l'armée, la Garde civile et ses unités spéciales contre les organisations ouvrières agissant en ordre dispersé.

L'armée, protégée et choyée par un monarque qui voulait se faire un nom en Afrique, s'engageait dans une série d'offensives apparemment couronnées de succès. Cependant, le Rif marocain allait bientôt signifier le plus lourd désastre de l'armée espagnole, dont, encore aujourd'hui, il est malséant de parler si on ne veut pas déplaire à Juan Carlos et aux nombreux éléments franquistes incrustés dans cette institution de l'Etat monarchique actuel qu'est l'armée : 13 000 morts, outre la perte d'innombrables fusils, mitrailleuses et autres pièces d'artillerie (1921). Abd el-Krim el Katabi, qui unifiait les combattants marocains du Rif, avait sagement reculé et laissé s'enterrer la troupe espagnole à Annual, où, dans la débandade de soldats qui ne voulaient pas combattre, ils furent tous exterminés, sans eau ni provisions, sous un soleil de plomb.

Ce fut une véritable commotion qui déstabilisa la monarchie, l'armée et toutes les forces qui menaient leur guerre de classe agglutinées derrière ces deux piliers essentiels de l'ordre capitaliste. C'est à partir de ce désastre que le haut commandement espagnol eut l'idée d'utiliser les gaz toxiques, ce qui fut fait jusqu'en 1927 pour venir à bout de la guérilla. Ils provenaient des réserves françaises, puis allemandes. Les Rifains voulurent également utiliser des bombes à gaz, mais celles qui leur furent vendues étaient inutilisables.

L'énorme agitation de tous ordres qui saisit l'Espagne ne fut pas saisie pour unifier cette immense énergie révolutionnaire qui avait lancé des assauts répétés contre la coalition de la monarchie, l'aristocratie, la grande bourgeoisie y compris la catalane, qui avaient oublié leurs petites querelles de famille face au mouvement révolutionnaire déployé depuis 1917.

Après le désastre d'Annual de 1921, le PCE lança, seul, un mot d'ordre de grève générale contre l'envoi des troupes au Maroc ; il fut bien suivi pendant trois semaines dans la zone minière de Bilbao occupée par l'armée, qui suspendit la parution de son organe, *Bandera Roja* ; pendant ce même mois d'août, de nombreux soldats en provenance de Bilbao se refusèrent à embarquer pour Melilla (possession espagnole au Maroc) et passèrent par les armes un sous-officier qui s'opposait à eux ; les mineurs basques furent suivis par ceux de Peñarroya comme par ceux de Santander.

L'impression prévalait qu'il aurait suffi à nouveau de peu pour faire tomber tout l'édifice d'une monarchie déconsidérée par les 13 000 morts d'Annual. Quant à la bourgeoisie, elle était décontenancée par la fin du conflit mondial et la fin de ses énormes profits, et ne savait comment réagir entre une monarchie impossible à réformer, une noblesse terrienne pétrifiée dans son conservatisme, des oligarchies imbues de leur pouvoir ; l'armée lui paraissait plus fiable, mais elle ne pouvait s'imposer sans un coup

d'Etat à haut risque dans la situation du moment, et, de plus, elle risquait de faire payer cher son ordre à ses partenaires.

Le jeune PCE préparait "l'insurrection ouvrière" à partir de ses propres forces sans que personne en son sein se pose la question d'aller chercher tous ces ouvriers révolutionnaires existants et agissant au sein de la CNT, de l'UGT et du PSOE.

Le PSOE, malgré la présence d'authentiques tendances de classe en son sein, effrayé lui aussi de la tournure des événements, était bien plus enclin à chercher une impossible stabilité du côté d'une bourgeoisie républicaine sans République ni bataille pour y parvenir, encore plus effrayée que lui.

Epilogue provisoire

Début 1922, les travailleurs commencèrent à refluer, sans direction conséquente avec les exigences qu'imposait la situation, ballottés entre le sectarisme outrancier des grands responsables de la CNT et le réformisme couard du PSOE, qui ne sut ou ne voulut pas se hisser à la hauteur de ses tâches historiques malgré des coups de chapeau (depuis l'émouvante tribune des congrès) à la révolution russe.

On a vu que, malgré des dirigeants agissant de manière semblable dans les deux centrales, la sympathie pour la révolution russe et pour une action de masse révolutionnaire fournissait des conditions favorables à la construction d'un authentique parti bolchevique ; les assauts répétés seront défaits les uns après les autres, malgré la débauche d'héroïsme et d'abnégation dont firent collectivement preuve les masses d'Espagne.

On peut comprendre l'âpreté du combat qui opposera les mêmes classes quinze ans après ; des leçons furent tirées par des militants qui commencèrent à se regrouper sous le drapeau de l'Opposition de gauche, mais même les plus expérimentés d'entre eux ne sauront pas tirer les leçons de ces premiers assauts de la révolution en Espagne.

Le lecteur est renvoyé en particulier aux derniers numéros des *Cahiers du mouvement ouvrier*, où il trouvera une explication étayée à ces questions.

Qu'aurait pu produire une victoire de la révolution dans cette Espagne de 1917-1921 pour la victoire de la révolution en Allemagne et la survie de la révolution russe ? Pure hypothèse d'école ; il n'en reste pas moins que ce n'est pas la responsabilité des ouvriers des villes et des campagnes et du peuple espagnol si les choses se sont passées autrement.

En avril 1922, les garanties constitutionnelles sont rétablies. En 1936, une bonne partie des protagonistes reprendraient les choses pratiquement là où elles en étaient restées avec l'instauration de la dictature du général Primo de Rivera (le père du futur fondateur de la Phalange), qui prend le pouvoir en 1923 et gouvernera avec l'accord explicite du PSOE.

Sources :

Manuel Tuñón de Lara : *La España del siglo XX* ; universitaire exilé en France ; œuvre facilement accessible et indispensable, malheureusement entachée par des jugements partiaux sur "l'immaturité" des masses ouvrières et populaires dans certains conflits essentiels. Il ne se contente pas de décrire les événements, mais tente d'en comprendre l'enchaînement ; prisonnier de certains schémas, il avalise pratiquement les thèses staliniennes sur les "étapes de la révolution", les événements de mai 1937 à Barcelone présentés de telle sorte qu'ils apparaissent comme une légitimation du putsch stalinien contre la Telefónica à l'origine immédiate de ces événements. A propos de ces événements où se joua le sort de la révolution en Espagne, l'œuvre comporte une ample bibliographie, dans laquelle la critique de la version "républicaine" de la guerre civile n'est pas très fournie. Une exception de choix, cependant, la première édition du livre de **Burnett Bolloten**, *La guerra civil española. Revolución y contrarrevolución*, 1962, raison pour laquelle l'auteur ne

pouvait ignorer des réalités que sa réelle probité d'universitaire ne lui a pas commandé de considérer.

Manuel Buenacasa : *El movimiento obrero español, 1886-1926*, édité à Barcelone en 1928 ; le titre ne doit pas tromper ; il s'agit de l'histoire du seul mouvement anarchiste racontée par un haut responsable de la CNT, témoin et acteur des événements qu'il relate ; à ce titre, il est précieux malgré sa vision hégémoniste, qui ne l'empêche pas de rester lucide sur la CNT.

Carlos Serrano et Serge Salaün : *Temps de crise et "années folles" ; les années 20 en Espagne*. Carlos Serrano, décédé en 2001, se fit connaître dans les milieux non hispanistes par des prises de position staliniennes, loin de l'habituelle prudence universitaire, contre le film de Ken Loach, *Land and Freedom*. Ce livre est heureusement le produit d'un travail collectif, qui, malgré les diversités d'opinions, offre un large éventail des divers aspects de la vie en Espagne pour la période traitée. Cette étude de 260 pages plus 22 pages de bibliographie a cependant choisi d'être muette sur plusieurs aspects de la société espagnole, et non des moindres — la monarchie, l'armée et l'Eglise —, lacune partiellement comblée pour cette dernière par une page de l'épilogue où est évoquée la laïcisation de la société espagnole pour justifier leur choix. Cette caractérisation de la société espagnole paraît pour le moins optimiste quand on constate la mainmise de l'Eglise sur "l'éducation" du peuple et la haine manifestée à l'égard des membres de l'Eglise quelque quinze ans plus tard. Et que dire de l'absence des visées prétoriennes d'une armée honnie par toutes les couches de la population pour ses activités criminelles au Maroc et sur le front social ? Et de l'absence d'une monarchie finie ? Ainsi aurait-on pu rappeler la présence de Pastora Pavón (de son nom commercial imposé La Niña de los Peines), qui rendit célèbres des tangos intitulés *Al Gurugú*, du nom de la petite montagne dominant Melilla et où Abd-el-Krim fit grimper des pièces d'artillerie contre l'armée espagnole, dont les officiers n'imaginaient probablement pas que cela fût possible.

Le Mouvement social, de 1984, n° 128, présente deux articles très intéressants. **Pierre Vilar** : *"Mouvement ouvrier et questions nationales"*, et **Albert Balcells** : *"La question catalane de 1907 à 1936."*

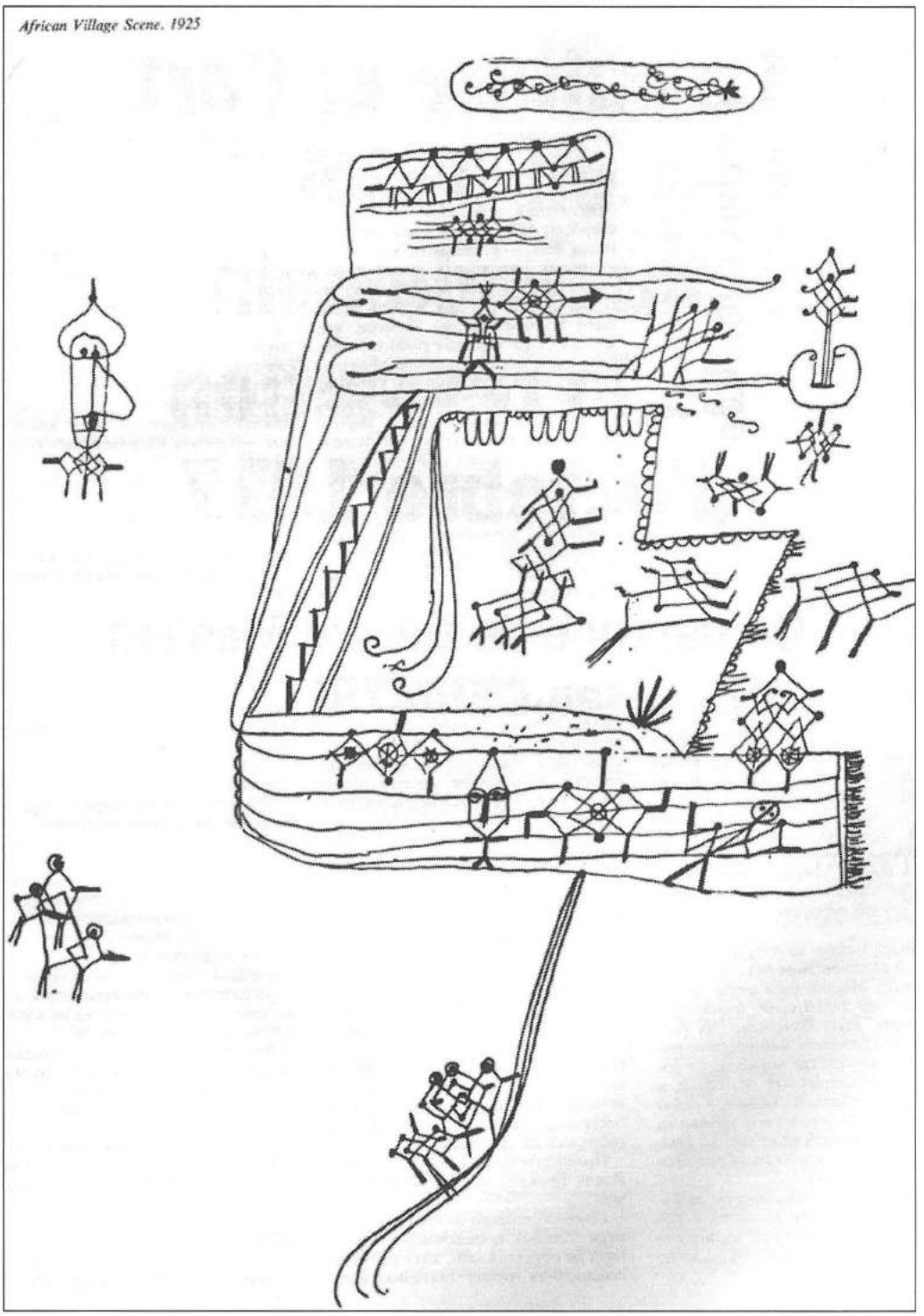
Internet : chaque ville et chaque institution, même modestes, possèdent leur site Internet. Cette lecture apporte quantité d'informations et permet de vérifier des affirmations à partir de fac-similés d'articles anciens sur les événements qu'a connus la ville ; et l'on peut constater avec les compteurs que ces sites sont souvent consultés. Par exemple, on trouve sur le site consacré à Peñarroya une magistrale étude sur l'état sanitaire des mineurs, réalisée à partir de la lecture des archives du centre médical, et notamment du dépouillement des dizaines de milliers de bulletins de santé des mineurs rédigés par les médecins ; cela vaut tous les discours. Et pourtant, ces mineurs étaient parmi les mieux payés et les mieux traités en Espagne. Un exemple parmi beaucoup d'autres : la ville de Málaga dispose d'un site qui fourmille d'informations intéressantes sur le passé de la ville, ses faits glorieux, et en particulier ses grandes grèves pendant la période qui nous intéresse.

Manuel Núñez de Arenas et Manuel Tuñón de Lara : *Historia del movimiento obrero español* (1970). Ce livre peut apparaître comme un abrégé de celui de Tuñón de Lara ; en réalité, si la démarche reste la même, la focalisation sur l'aspect historique et la présence du vieux maître de Tuñón de Lara a rendu plus prudente la rédaction de certains passages sensibles ("l'immaturité" des ouvriers espagnols, les discussions avec l'Internationale communiste, et d'autres) ; plus synthétique, sans être schématique, elle est aussi plus facile à suivre.

Roland Corominas

La culture et l'art en URSS au lendemain de la révolution d'octobre 1917

Conférence de Gérard Masson au CERMTRI



African Village Scene. 1925

"Ecrivez donc tout ce qui vous vient à l'esprit !"

I. Avant 1917

Commençons par évoquer quelques événements artistiques en Russie avant 1917.

L'influence culturelle occidentale est indéniable, par exemple celle de la littérature symboliste française. Mais cette influence ne se traduit pas par une transcription fidèle, à l'identique, et donne parfois lieu à des développements originaux.

Alors que la Russie ne connaît pas, en peinture, les mêmes périodes artistiques que l'Europe occidentale, les salles d'exposition russes s'ouvrent, à partir de 1896, aux nouveaux courants de l'art européen (impressionnisme, symbolisme, fauvisme, cubisme) ; les nouvelles idées sont diffusées par une pléiade de revues d'art. Mais le cubisme parisien est intégré de façon plus rigoureuse par les artistes russes, et le futurisme milanais est dépouillé de la logomachie patriotique de Marinetti.

« Vers 1910 apparaît une nouvelle génération de poètes (...). Pour les "acméistes" comme pour les "futuristes" (Khlebnikov, Maïakovski, Pasternak), la poésie n'est pas un mode de connaissance, mais une pure création. Khlebnikov considère le mot, la syllabe, le son comme un matériau sonore que le poète est libre de travailler à sa guise » (13).

"Ce nouveau statut de la poésie et du poète se traduit par la multiplication des récitals et des soirées poétiques, par l'apparition de formes nouvelles de contact entre l'artiste et le public, comme ces cafés poétiques où l'on peut tantôt rencontrer le poète dans la salle, tantôt le voir et l'entendre sur la scène : des cafés comme Le Chien errant ou Le Bivouac des comédiens sont entrés à jamais dans l'histoire de la poésie russe de ces années" (6 – préface, p. 13).

"(...) Les soirées poétiques du cabaret du Chien errant (1915-1916), à Moscou, où Bourliouk, Kaminski et Maïakovski lisent leurs poèmes en utilisant toutes les techniques de la provocation et du scandale, que reprendront plus tard les surréalistes en France (par exemple : Une gifle au goût public, *manifeste publié en 1913 par Maïakovski)"* (12 – p. 530).

C'est en 1915, à l'âge de 20 ans, que Serge Essenine publie son premier recueil de poésie, *Radounitsa*.

— 3 et 5 décembre 1913, à Saint-Pétersbourg : représentation de l'opéra futuriste *Victoire sur le Soleil*, sur un texte de Kroutchenykh et Khlebnikov, une musique de Matiouchine, des costumes et décors de Malevitch ;

— 1914-1915 marque l'apparition de **l'art "non-objectif"** ; ce terme doit être pris au sens primitif de refus de représenter l'objet ; il s'agit de soustraire la peinture de toute représentation figurative ;

— en décembre 1915 (en pleine guerre !), à Saint-Pétersbourg, se tient la Dernière Exposition futuriste : 0,10 ; parmi les œuvres exposées, le *Quadrilatère noir,* de Malevitch, qui publie sa plaquette *Du cubisme et du futurisme au suprématisme*.

Le *Quadrilatère* de Malevitch est une œuvre de référence, qui a marqué des générations de peintres : c'est une toile carrée de 80 cm de côté, où est peint un grand carré noir sur fond blanc ; ce simple carré noir sur fond blanc est considéré comme la charnière de l'art du XX[e] siècle, degré zéro ou *"premier pas de la création pure dans la peinture"* ; c'est la naissance du suprématisme (suprématie de la forme pure).

— 1916-1917 : après un séjour à Paris, où elle s'imprègne du futurisme "synthétique" de Severini et Boccioni et de la problématique picturale de Robert Delaunay, Alexandra Exter réalise décors et costumes pour le théâtre, à Moscou ; l'exubérance coloriste, la rigueur formelle et l'agencement dynamique de ses formes bouleversent les habitudes du théâtre russe ; par exemple : *Thamire le Citharède,* de Annenskij, mise en scène de Taïrov.

C'est en 1910 qu'Igor Stravinski, ancien élève de Rimski-Korsakov, compose *L'Oiseau de feu* pour un ballet de Diaghilev. La musique de Stravinski s'inscrit dans une totale nouveauté par l'originalité des rythmes, la puissance et la nouveauté harmonique, et la richesse de l'orchestration.

II. La création artistique à partir de 1917

— juin 1918 : Malevitch rédige son *Manifeste blanc* ;

— 5 août 1920 : Naum Gabo et Antoine Pevsner publient leur *Manifeste réaliste* sous forme d'affiche, au cours de leur exposition en plein air sur un boulevard de Moscou ; ce manifeste expose les principes du constructivisme ; le mot "réaliste" désigne un art qui, refusant l'imitation de la réalité, se conçoit comme une réalité nouvelle et prône l'utilisation de matériaux modernes (acier, celluloïd, verre) ;

— 1921 : Rodtchenko rédige son manifeste *La Ligne* ;

— en septembre 1921, se tient l'exposition constructiviste *5 x 5 = 25* au Club des poètes ;

— avec l'agit-prop, l'art de l'affiche vise à une expression artistique populaire de masse, qui couvre les murs des villes ; Maïakovski dessine des affiches multicolores de propagande pour l'agence télégraphique russe La Rosta ;

— octobre 1918 : pour le 1[er] anniversaire, est donnée la pièce *Mystère-Bouffe* de Maïakovski, mise en scène par Meyerhold, décors et costumes de Malevitch ;

— 1920 : inauguration par Meyerhold du premier théâtre de la République des soviets ; *"Lioubov Popova imagine pour les mises en scène de V. Meyerhold des scénographies en rupture totale avec l'illusionnisme de l'ancien théâtre"* Anatole Kopp (12 – p. 531) ;

— c'est surtout en 1924-1925 que se développe un théâtre de masse ; *"des pièces sont jouées en plein air, où acteurs et spectateurs se confondent (*Prise du palais d'Hiver*, par Y. Annenkov et N. Evreinov)"* (12 – p. 530).

Baranoff-Rossiné crée le piano optophonique mêlant sons et couleurs en 1924.

"En quelques années se constitue une littérature nouvelle, dont les tendances générales continuent celles de la période précédente" (13 – p. 536).

En poésie, c'est la naissance de l'imaginisme : *"Le manifeste inaugural de la nouvelle école paraît au début de l'année 1919 (...) ; ses signataires, une demi-douzaine de jeunes poètes, dont Essenine est le plus célèbre (...) ; la doctrine esquissée dans le manifeste sera exposée en détail en 1920 par Mariengof, dans son essai* L'Ile-Bouïane, *et par*

Cherchenievitch dans 2 X 2 = 5. *Elle affirme que c'est l'image qui est le sens premier du mot, qu'elle a été refoulée et obscurcie par le langage pratique, qui a transformé celui-ci en concept abstrait, et que c'est à la poésie de la faire renaître et revivre en plaçant le mot dans des contextes inhabituels"* (6 – préface – p. 12).

Lev Koulechov (1899-1970), opérateur pour l'Armée rouge, puis professeur à l'Institut du cinéma, fonde le Laboratoire expérimental, école de recherches techniques et esthétiques du cinéma qui forme Poudovkine et Eisenstein. C'est un des premiers théoriciens du cinéma soviétique.

Dziga Vertov (1897-1954) fonde le groupe des *Kinoks* (les fous de cinéma) et développe la théorie du *Kinoglaz* (ciné-œil) illustrée par les 23 numéros du magazine filmé *Kino Pravda* ("Cinéma-vérité") de 1923 à 1925.

L. Marcorelles estime que *"(...) dans les années vingt, le cinéma soviétique se situa à l'avant-garde du cinéma mondial"* (14).

Pas de rupture en 1917 dans la création artistique ?

En arts plastiques, tout semble continuer "comme avant", peut-être avec davantage d'intensité. Les expositions avant 1917 relevaient de la confidentialité et n'étaient vues que par un nombre infime de visiteurs.

Après 1917, les artistes investissent le domaine public, construisent des décors éphémères dans la rue, participent aux affiches de propagande.

S'il y a un art qui prend son essor à partir de 1917, c'est surtout le cinéma.

Faut-il admettre que la prise du pouvoir, l'appropriation des moyens de production et d'échange par la classe ouvrière n'auraient eu qu'un impact relativement limité sur l'innovation culturelle et artistique, sur l'émergence de nouveaux courants artistiques ? Ne devraient-elles pas engendrer une culture autre, une culture nouvelle ?

III. Conception marxiste de la culture et de l'art

Pour tenter de le comprendre, suivons le conseil de Maurice Nadeau : *« Si nous voulons savoir comment la révolution socialiste envisage et pose les questions d'art et de littérature, le* modus vivendi *qu'elle offre aux artistes et aux écrivains, et la sorte de rapports qu'ils nouent avec elle, en un mot le "destin" de l'art dans une société dont le ressort n'est plus l'argent »*, Maurice Nadeau conseille de commencer par lire *Littérature et Révolution*, que Léon Trotsky a écrit durant l'été 1922, puis l'été 1923, alors que *"la jeune République des soviets et le parti qui l'avait instaurée se trouvaient à la croisée des chemins"* et que, *"dans l'attente de plus en plus différée d'un soulèvement ouvrier à l'Occident, ils ne pouvaient compter que sur leurs propres forces"* (3 – préface, 1964).

Trotsky écrit : *"Durant la période de la révolution sociale, à l'échelle mondiale (...), l'énergie du prolétariat sera principalement dépensée à conquérir le pouvoir, à le garder, à le fortifier et à l'utiliser pour les plus urgents besoins de l'existence et de la lutte ultérieure"* (3 – chapitre VI – pp. 215-216). *"Nous devons en premier lieu prendre officiellement possession des éléments les plus importants de la vieille culture, de façon à pouvoir au moins ouvrir la voie à une culture nouvelle (...), éléments de la culture bourgeoise qui sont entrés pour toujours dans le patrimoine de l'humanité"* (3 – p. 222). *"Cette appropriation n'est pas encore créatrice, c'est-à-dire création de nouvelles valeurs culturelles, mais seulement une prémisse pour celle-ci"* (3 – chapitre VI – p. 226).

IV. Les premiers obstacles à surmonter : la lutte contre l'analphabétisme

Pour la période de transition ouverte par la révolution de 1917, Trotsky sou-

ligne en 1924, encore, que *"la perspective essentielle, c'est le progrès de l'alphabétisation, de l'instruction (...)"* (3 – mai 1924 – p. 489).

Deux ans plus tôt, il avait déjà expliqué : *"En Russie, notre tâche est compliquée par la pauvreté de toute notre tradition culturelle et par les destructions matérielles dues aux événements des dix dernières années." "Le seul fait que, pour la première fois, des dizaines de millions d'hommes sachent lire et écrire et connaissent les quatre opérations constituera un événement culturel, et de la plus haute importance"* (3 – chapitre VI – pp. 223-224).

Un recensement de 1920 établit que 319 personnes sur 1 000 savent lire et écrire (1 – p. 187).

Lutter contre l'analphabétisme est une des nombreuses tâches urgentes auxquelles le gouvernement révolutionnaire doit faire face dès sa mise en place. Mais il se heurte à la résistance opiniâtre des anciens fonctionnaires du ministère : grève, refus de collaborer, sabotage de toutes les actions..., et surtout à la mauvaise volonté des enseignants (sources : 2 – tome 3, pp. 161-162).

Aux difficultés rencontrées s'ajoutent une production exsangue, le blocus, la famine...

23 janvier 1918 : décret de séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'école.

Lénine souligne en 1919 le *"retard de notre production, nous avons peu de livres et nous ne pouvons en publier en quantité suffisante. Bien sûr, nous n'avons pas de combustible, les fabriques sont arrêtées, le papier manque et nous ne pouvons pas recevoir de livres"* (1 – mai 1919 – pp. 73-74).

Lounatcharski rappelle (en 1924) : *"La famine* (en 1921) *vint contrecarrer notre combat contre l'analphabétisme et détruisit sur presque toute l'étendue de notre pays les centres de lutte contre l'analphabétisme"* (5 – p. 392, voir aussi p. 384).

Lénine écrit dans la *Pravda* en 1923 : *"Nous sommes encore très loin de l'instruction primaire générale, et même notre progression par rapport à l'époque tsariste (1897) est trop lente (...). Il nous reste de gros ouvrages pressants à faire pour atteindre le niveau d'un pays civilisé quelconque de l'Europe occidentale"* (1 – la *Pravda*).

V. La préservation et la transmission du patrimoine culturel et artistique

Avec l'alphabétisation et l'instruction, s'inscrit une autre tâche : pour Trotsky, *"la nouvelle classe, dont l'immense majorité émerge d'une existence quasi préhistorique, (...) ne peut pas commencer à édifier une nouvelle culture avant d'avoir absorbé et assimilé les éléments des anciennes cultures (...). Elle ne peut aller de l'avant sans considérer les points de repère les plus importants du passé"* (3 – chapitre VII, *"La politique du parti en art"* – page 260).

"Dès les premiers jours de la révolution, le Parti bolchevique prit une série de mesures extrêmement importantes en vue d'assurer la protection, l'inventaire et la nationalisation de tous les biens artistiques (...) pour protéger l'héritage du passé artistique et assurer sa transmission au prolétariat" (2 – volume 3 – p. 245 – Jean-Michel Palmier).

"Les combats de rue, la guerre civile mettaient en péril les monuments et la richesse artistique de la Russie. Avec le déferlement des armées rouge et blanche dans certaines villes, les pires ravages étaient à craindre" (2 – volume 3 – p. 247 – J.-M. Palmier). Monuments placés sous la sauvegarde de responsables du parti et des ouvriers eux-mêmes. Inventaire des œuvres d'art : dès novembre 1917, liste des œuvres d'art abritées dans les églises, les monastères, les châteaux. En pleine guerre civile, ouverture de fouilles archéologiques.

Nationalisation de la collection Sergueï Chtchoukine, qui devient *"Premier Musée de l'art occidental"* (Van Gogh, Gauguin, Cézanne ; 13 œuvres de Mo-

net ; 40 œuvres de Matisse, 51 œuvres de Picasso...).

Expositions : *"Alors qu'il n'y avait que 20 ou 25 expositions ouvertes au public avant la révolution, il en exista bientôt plus de 150, entièrement consacrées aux richesses artistiques du passé"* (2 – volume 3 – p. 252, J.-M. Palmier).

Restauration : le palais Stroganoff, à Petrograd, est rebâti selon les formes primitives, dans la pureté du style initial, en supprimant ce que ses propriétaires avaient cru utile d'ajouter.

Peut-on affirmer, notamment comme certains émigrés, que le gouvernement soviétique se conduit comme *"une horde de barbares et d'iconoclastes ravageant la vieille culture séculaire"* ?

VI. Les actes du gouvernement révolutionnaire en faveur de l'art contemporain

Outre les mesures prises dès 1917 pour la préservation du patrimoine architectural et artistique, et pour porter à la connaissance du prolétariat l'art du passé, le gouvernement révolutionnaire soutient-il l'art du présent, favorise-t-il des initiatives pour l'expression des courants artistiques contemporains ?

Un des facteurs favorables est la nomination le 26 octobre 1917 d'Anatole Lounatcharski, commissaire du peuple à l'Instruction publique, qui a la charge des beaux-arts.

A sa mort, en 1933, Trotsky se remémore sa personnalité : *"A l'âge de vingt ans, il était capable de faire des conférences sur Nietzsche, de se battre sur l'impératif catégorique, de défendre la théorie de la valeur de Marx, de discuter des mérites comparés de Sophocle et de Shakespeare. Ses dons exceptionnels se combinaient en lui avec le dilettantisme gaspilleur de l'intelligentsia aristocratique (...). Il était beaucoup trop perméable à toutes les nouveautés philosophiques et politiques de toutes sortes pour ne pas s'y laisser prendre et jouer avec elles (...). Ses fluctuations, parfois inattendues, avaient une amplitude limitée : elles ne dépassaient jamais la frontière de la révolution et du socialisme"* (3 – pp. 304-310). Lounatcharski se définit lui-même comme *"un intellectuel parmi les bolcheviks et non un bolchevik parmi les intellectuels"*.

Outre les structures archaïques héritées par le commissariat du peuple à l'Instruction (le Narkompros, Narodnyi Kommissariat Prosveschcheniya), Lounatcharski se heurte :

— à la résistance opiniâtre des anciens fonctionnaires du ministère : grève, refus de collaborer, sabotage de toutes les actions ;

— le personnel des théâtres et des musées ne voulait pas non plus collaborer : *"Les membres du parti, pour la plupart, n'avaient aucune compétence dans le domaine culturel et les membres de l'intelligentsia refusaient toute collaboration avec le parti"* (2 – volume 3 – p. 164).

Néanmoins, écrit Trotsky, *"Lounatcharski fut irremplaçable dans les rapports avec les anciens milieux universitaires et, en général, avec le corps enseignant (...). C'est à Lounatcharski qu'appartient le mérite d'avoir obtenu le ralliement de l'intelligentsia diplômée et patentée au régime soviétique"* (3 – pp. 304-310).

Les réalisations du Narkompros

— L'artiste-peintre Wassily Kandinsky est nommé membre de la section des arts plastiques, puis directeur du Musée de la culture artistique (art contemporain), créé en 1919 ; il lance l'ouverture de 22 musées en province ;

— Lounatcharski charge Marc Chagall de créer une école des beaux-arts à Vitebsk ;

— participation d'artistes aux fêtes commémoratives : 1918 : diverses commémorations : animations de places publiques (Malevitch, Altman), décors éphémères de rues à Kiev (Vesnine, Po-

pova, Exter) ; décors (Malevitch) pour la conférence paysanne à Petrograd ; à Vitebsk, Marc Chagall décore les rues de banderoles peintes selon ses esquisses ; Maïakowski et Lissitsky réalisent des affiches de propagande ; 1919 : cycle d'"expositions d'Etat" avec une large présentation de toutes les tendances artistiques ; la première est une rétrospective de l'œuvre de Olga Rosanova (décédée en 1918) ; expositions itinérantes d'art moderne, initiées en 1919 par le Fonds muséal ; 1920 : fondation à Moscou du Vhutemas (institut d'art et d'architecture), où enseignent Rodtchenko, Tatline, Melnikov... (12 – p. 530) ;

— automne 1920 : Tatline présente la maquette de son Monument à la III[e] Internationale communiste ;

— en 1923, quelques réalisations modestes font pénétrer le "style" constructiviste dans la réalité bâtie (Exposition internationale agricole de Moscou) (12 – p. 532).

Jean-Michel Palmier estime : *"Il y a peu de pays qui ont consacré autant d'argent aux beaux-arts, au théâtre, à la littérature, à la peinture, que l'URSS dans la période la plus difficile qu'elle a connue. Alors que la famine régnait, que la contre-révolution levait la tête sur tous les fronts — intérieur et extérieur —, la jeune République des soviets dépensait des sommes énormes pour développer l'art — et pas seulement comme instrument de propagande"* (7 – p. 213).

Les conditions matérielles partagées par les artistes

La pénurie de papier limite les éditions. Les acteurs jouent dans des édifices non chauffés. Dans *Un roman sans mensonge*, Mariengof décrit la vie de "bohème" : quête de lieux où dormir, récupération d'une palissade en bois pour le chauffage... *"Le nombre de cadavres de chevaux, comptés d'un œil hébété, dépassait trois fois celui des blocs d'immeubles de notre rue (...). En face de la poste, deux charognes boursouflées gisaient là sur la voie (...). Deux corbeaux juchés sur le blanc (...). Un chien était en train de dépecer le second cadavre"* (6 – p. 58). *"Dans la pièce, la température était au-dessous de zéro. La neige de nos pelisses ne fondait pas (...). Le réchaud sur la table (...), nous nous réjouissions parce que l'encre ne gelait pas dans l'encrier et que nous avions la possibilité d'écrire sans mettre de gants"* (6 – p. 59).

Par manque de crédits pour la reconstruction, les architectes novateurs ne peuvent concrétiser leurs projets ; ils ont effectivement peu construit. *"La pénurie qui frappait la Russie et le niveau des connaissances techniques ne permettaient guère de réaliser les monuments gigantesques de Tatline ou de Lissitsky, mais ils demeurent toujours aussi fascinants"* (2 – volume 1 – p. 81).

Constitution de groupes, publication de revues...

Les artistes se rassemblent en écoles, ils constituent des groupes : les futuristes, les animistes, les suprématistes, les constructivistes... Ils rédigent des manifestes, publient des revues.

Leurs activités sont parfois tumultueuses : *"Les imaginistes tentent de ressusciter, dans le Moscou de la guerre civile et des débuts de la NEP, ces formes bruyantes et spectaculaires de la vie littéraire des années prérévolutionnaires : ils ont leurs cafés, La Stalle de Pégase, Domino, où des affiches convient le public à venir assister à* L'Apparition au peuple de l'imaginiste Riourik Ivnev *(...). Ils entreprennent de rebaptiser de leurs noms les rues de Moscou ou d'organiser une grande manifestation publique contre la restauration du passé dans l'art"* (6 – préface – pp. 13-14). *"Essénine écrivant ses poèmes à la peinture noire sur les murs d'un monastère"* (2 – volume 1 – p. 88).

Lef ("Front gauche de l'art") est un collectif littéraire et artistique, dont le chef de file est Vladimir Maïakovski : *« Le Lef est un groupe d'individus que tout le monde, sauf eux-mêmes, définirait comme artistes, écrivains, dramaturges, peintres, critiques ou cinéastes. Ils ont l'esprit rationnel et matérialiste, leurs programmes sont strictement utili-*

taires. Ils méprisent le mot "esthétique", ils évitent le mot "artiste" synonyme de bohème » (9 – Alfred Barr, *The Lef and Soviet Art*, 1928). *"Les rues sont nos pinceaux, les places sont nos palettes"* (Maïakovski).

Le nouvel environnement à créer : "au plus près" de l'homme et de ses activités quotidiennes : affiches, train de propagande, décors éphémères, production d'objets usuels, le textile, le vêtement...

Anatole Kopp explique : *« Or l'avant-garde renonce à la peinture de chevalet, à la sculpture, objet d'exposition passive, au théâtre, reproduction de la vie, au poème qui fait vibrer les cordes de l'âme, à la musique classique ou à celle de la grande tradition russe. L'art, désormais, produira des meubles, des objets utilitaires, des pièces jouées en plein air où acteurs et spectateurs se confondent, des décors urbains, des concerts de sirènes d'usine (sur une idée des poètes Maïakovski et Gastiev), des "condensateurs sociaux" et non plus de l'architecture au sens ancien du terme »* (12 – p. 530).

"L'art est mort... Le domaine de la réalité est celui de la construction pratique", proclame Rodtchenko en 1921 (9).

Ces groupes sont aussi le lieu de discussion, de débats, de confrontation de divergences.

Kopp : *« A l'intérieur de cette nouvelle vision, il est possible de distinguer deux orientations, en fait deux avant-gardes : une avant-garde essentiellement formelle, qui, malgré le recours à des formes d'expression inédites, n'assignera pas à l'art une mission nouvelle, et une avant-garde socialement et politiquement consciente, qui tentera, à la lumière du marxisme, de mettre les techniques artistiques au service de la transformation sociale de l'humanité (...). Pour les seconds, il ne s'agit pas d'art de propagande (...), mais ils pensent que leurs "techniques" et leurs conceptions ont un rôle spécifique à jouer dans la production de biens de consommation ou d'équipement et dans le processus engagé par les révolutionnaires d'Octobre, qui vise, au-delà des simples transformations économiques et politiques, à l'édification d'un projet social nouveau, d'une nouvelle humanité »* (12 – p. 530).

"Changer le monde, reconstruire le mode de vie", "révolution culturelle"...

Le Proletkult regroupe les partisans de la culture prolétarienne ; il se développe sur une orientation initiale précise : les ouvriers sont les seuls à pouvoir créer la nouvelle culture ; ensuite, les partisans du Proletkult admettent les artistes qui ne sont pas directement issus de la classe ouvrière ; M. Aucouturier : *« La littérature est avant tout un terrain de lutte des classes (...). Ils en appellent au parti et à l'Etat pour sanctionner leurs verdicts »* (13 – p. 536).

Le Proletkult tiendra même un congrès en octobre 1920.

Des querelles se développent entre des groupes, et aussi des luttes intestines au sein d'un même groupe. Deux groupes antagonistes, les poètes futuristes et les poètes prolétaires, s'affrontent dans des meetings poétiques.

Le Proletkult mène une croisade contre les "compagnons de route", mais aussi contre le critique Voronsky, membre du Parti bolchevique, rédacteur de la revue littéraire *Krasnaïa Nov* et directeur des éditions du Cercle.

Deux après la constitution de l'Asnova (Association des nouveaux architectes, 1923-1932), une scission s'y opère en 1925 ; les dissidents constituent l'OCA (Union des architectes contemporains, 1925-1930).

Le projet d'organisation de l'Institut de culture artistique est confié par Lounatcharski à Kandinsky. *« Ce dernier propose en 1920 plusieurs programmes, dont la particularité commune est d'envisager cet institut en tant qu'institution pluridisciplinaire à tous les niveaux (...). Il envisage l'étude du nouveau langage des arts dans une interaction des spécialistes des arts plastiques, des linguistes et des musicologues (...). Le dépassement de la technicité étroite de chaque art doit s'effectuer au profit d'une théorie globale des structures du nouveau langage artistique (...). Pourtant, ce*

n'est pas de cet œil que la tendance "constructiviste" voit le rôle "laboratoire" de l'art moderne. Si l'art est considéré comme un "laboratoire", ce n'est pas le laboratoire faustien du philosophe-alchimiste, mais celui du "producteur" de l'ère industrielle. Il ne s'agit plus de produire des concepts, mais des objets matériellement utiles » (8 – p. 97).

Dans cet esprit, en 1918, Olga Rosanova cherche à introduire le suprématisme dans le textile, les objets, les décors d'intérieur..., et Varvara Stepanova conçoit des motifs des tissus pour la première manufacture de coton imprimé de Moscou.

Les propositions pédagogiques de Kandinsky pour l'Institut de culture artistique sont définitivement rejetées par ses collègues constructivistes.

Des groupes **investissent les rouages du Narkompros**.

— Décembre 1918, Petrograd : début de la parution de *L'Art de la Commune, "organe officiel de la section des Arts plastiques du commissariat du peuple à l'Education"*, selon Michel Aucouturier (6 – préface, 1992 - p. 14). L'orientation de cette revue devient "pro-constructiviste". *« Dans le bimensuel* L'Art de la Commune *(...), ils* ("Maïakovski et le petit groupe de ses amis") *habillent le futurisme d'un langage marxiste pour en faire la doctrine esthétique de l'Etat bolchevique ; c'est ainsi que s'élabore, dès 1918-1919, la théorie de la "commande sociale" et de "l'art-édification de la vie", qui doit permettre de subordonner la création artistique aux projets socio-économiques et politiques du parti, ouvrant la voie à ce qui deviendra, une douzaine d'années plus tard, le réalisme socialiste »* (6 – préface de Michel Aucouturier – p. 14).

— Les partisans du Proletkult cherchent à *"délimiter les champs d'action du commissariat du peuple à l'Instruction publique"* ou à *"établir l'autonomie du Proletkult au sein des institutions du commissariat du peuple à l'Instruction publique"* (1 – projet de résolution du 8 octobre 1920 – p. 141).

VII. Les rapports réciproques de la révolution et des artistes

Quels sont, selon l'expression de Maurice Nadeau, *"le* modus vivendi *que la révolution socialiste offre aux artistes et aux écrivains et la sorte de rapports qu'ils nouent avec elle"* ?

Les artistes hostiles à la révolution et au régime soviétique

Léonid Andréiev, Merejkovsky, Remizov s'exilent. Ivan Bounine adopte une attitude antibolchevique, quitte la Russie soviétique en 1921 et devient l'un des principaux écrivains de l'émigration russe.

En revanche, Blok, Maïakovski et Meyerhold se rangent immédiatement du côté de la révolution. Essenine, Mariengof, Khlebnikov, Tatline, Rodtchenko, Lissitsky, Pevsner, Gabo, Malevitch... se retrouvent aux côtés du Parti bolchevique.

"Si les artistes de la mouvance constructiviste-futuriste ont accueilli à bras ouverts le grand élan révolutionnaire de 1917, c'est qu'ils voyaient finalement l'insertion de l'art dans la réalité quotidienne ; ils espéraient matérialiser leur propre utopie artistique" (8 – p. 5).

"Essenine publie, en 1917 et en 1918, une série de poèmes de longue haleine (...). Ce sont à la fois des odes saluant la révolution, des hymnes religieuses célébrant l'avènement d'un paradis paysan et de violentes invectives contre ses ennemis, symbolisés par une Angleterre et une Amérique qui incarnent l'Occident et le triomphe de la civilisation des machines" (6).

Dans son poème *Les Scythes*, en janvier 1918, Blok *"célèbre la révolution à la lumière du messianisme slavophile"*.

Les rapports de certains artistes se modifient

1920-1921 : les réquisitions provoquent des révoltes paysannes, inspirant à Essenine une sympathie qui *"apparaît directement dans son œuvre"* (6).

Kandinsky collabore, puis quitte l'URSS fin 1921 pour l'Allemagne, où il va appliquer sa pédagogie au Bauhaus, à Weimar, à partir de 1922. Naum Gabo et Antoine Pevsner quittent aussi l'URSS. Chagall s'installe en 1922 à Berlin, puis en France. Lissitsky et Chklovski entreprennent des séjours prolongés à l'étranger (8). Certains artistes restent en marge : Constantin Stanislavski, cofondateur du Théâtre d'art de Moscou en 1898, n'admet aucun compromis dans l'application de ses théories créatrices, mettant à son répertoire des œuvres de Sophocle, Beaumarchais, Ibsen...

La position du Parti bolchevique sur l'art et les artistes

Avant d'aborder les relations du Parti bolchevique avec les artistes, quels sont les fondamentaux du marxisme sur l'art ? Quelle est la position du marxisme vis-à-vis des artistes, que ce soient ceux qui perpétuent le "vieil art" ou ceux qui explorent des voies novatrices ?

Le rôle du marxisme vis-à-vis de l'art

Trotsky écrit : *"Une œuvre d'art doit, en premier lieu, être jugée selon ses propres lois, c'est-à-dire selon les lois de l'art"* (3 – chapitre V, *L'école formaliste de poésie et le marxisme* – p. 207).

Le marxisme est défini comme un moyen d'analyse politique, comme un outil de compréhension matérialiste. Un jugement esthétique marxiste est-il concevable ?

"Notre conception marxiste du conditionnement social objectif de l'art et de son utilité sociale ne signifie nullement, lorsqu'elle est traduite dans le langage de la politique, que nous voulons régenter l'art au moyen de décrets et de prescriptions (...). Personne n'imposera ni ne s'avisera d'imposer aux poètes une thématique. Ecrivez donc tout ce qui vous vient à l'esprit !" (3 – chapitre V – pp. 198-199). *"L'art n'est pas un domaine où le parti est appelé à commander. Il protège, stimule, ne dirige qu'indirectement. Il accorde sa confiance aux groupes qui aspirent sincèrement à se rapprocher de la révolution et encourage ainsi leur production artistique. Il ne peut se placer sur les positions d'un cercle littéraire. Il ne le peut pas, et il ne le doit pas"* (3 – chapitre VII, *La politique du parti en art* – pp. 252-253). *"Notre politique en art, pendant la période de transition, peut et doit être d'aider les différents groupes et écoles artistiques venus de la révolution à saisir correctement le sens historique de l'époque, et, après les avoir placés devant le critère catégorique : pour ou contre la révolution, de leur accorder une liberté totale d'autodétermination dans le domaine de l'art"* (3 – p. 29).

Clara Zetkin (militante du mouvement ouvrier allemand) rapporte des propos de Lénine au cours d'une discussion : *"Tout artiste, et tout individu qui se considère comme tel, a le droit de créer librement en accord avec son idéal personnel, et sans tenir compte de rien d'autre"* (1 – p. 216 et aussi 2 – volume 1 – p. 86).

Et les actes ?

Une effervescente création innovatrice anime tous les secteurs artistiques. Des revues paraissent, des écoles se structurent et parfois se querellent en de violentes diatribes.

Face à ces expressions artistiques très diversifiées, parfois tumultueuses, quelle est l'attitude du gouvernement révolutionnaire, quelles sont les positions prises par le Parti bolchevique ?

Outre le soutien de l'art contemporain en URSS, le gouvernement révolutionnaire montre les artistes dans ses manifestations officielles internationales :

— Berlin, automne 1922 : *"La galerie Van Diemen présente un vaste pano-*

rama des nouveaux courants plastiques de l'art russe. Dans cette exposition, organisée par les autorités soviétiques, on peut voir pour la première fois en Europe occidentale l'art non objectif russe dans toute sa diversité : de la peinture suprématiste de Malévitch et de ses élèves jusqu'aux plus audacieuses constructions linéaires des artistes moscovites" (8 – p. 98).

— Venise, 1924, XIV[e] Exposition internationale : le pavillon soviétique présente, entre autres, des œuvres non objectives de Malevitch, Rodtchenko, Popova, Exter (alors que Malevitch a été "disqualifié" par les luttes intestines des constructivistes et a quitté Moscou).

— Paris, 1925, Exposition internationale des arts décoratifs modernes : pour le pavillon de l'URSS, l'architecture est confiée à Melnikov, et à Rodtchenko la réalisation du Club de lecture pour ouvriers.

Soutien limité

L'adhésion du gouvernement n'est pas toujours totale ; le soutien est cadré par des limites.

— Note manuscrite personnelle de Lénine à Lounatcharski, 6 mai 1921 : *"N'est-ce pas une honte de voter en faveur de la publication des* Cent cinquante millions *de Maïakovski en 5 000 exemplaires ? Sottise, absurdité, extravagance et prétention que tout cela. A mon avis, il n'y a qu'un sur dix de ces écrits qui vaille la peine d'être publié, et* guère plus qu'en 1 500 exemplaires *pour les bibliothèques et les toqués. Quant à Lounatcharski, il mérite un blâme pour son futurisme"* (2 – volume 3, p. 282).

Les premiers efforts contre l'analphabétisme sont ruinés ; il y a un manque criant de livres scolaires ; la pénurie de papier ne peut être compensée par des importations en raison du blocus économique. Les *Cent cinquante millions* de Maïakovski sont néanmoins édités *"guère plus qu'en 1 500 exemplaires"* et Lounatcharski n'a pas été blâmé.

— Irina Lounatcharski témoigne : en 1921, dans la demande de Lounatcharski à Lénine *"de le recevoir lors du débat sur la possibilité de maintenir des théâtres d'opéra et de ballet à Petrograd et à Moscou"*, écrivant que sans l'aide de Lénine le budget ne serait pas alloué par l'Etat et qu'il faudrait "enterrer" les théâtres, Lénine lui répond : « "Je ne puis pas vous recevoir, étant malade. Je conseille d'enterrer tous les théâtres. Le commissaire du peuple à l'Instruction publique devrait s'occuper non des théâtres, mais de l'alphabétisation." *Les théâtres ne furent pas "enterrés". Le ton sarcastique de la réponse ne démonta nullement Lounatcharski, car il était convaincu que Lénine finirait par le soutenir* » (5 – introduction – p. 331).

Le soutien du gouvernement aux arts et aux artistes, le versement des subventions (édition, entretien des théâtres, construction...) est, bien sûr, limité par les terribles contraintes économiques.

Le gouvernement, le parti ont-ils favorisé tel artiste, telle école ?

Lénine et Trotsky affichaient chacun ses goûts artistiques personnels.

Pour Jean-Michel Palmier, *"Lénine avait beaucoup de mal à comprendre Maïakovski, le Futurisme et encore plus les théories de Bogdanov et du Proletkult, qui étaient politiquement dangereuses (...). Ce que Lénine déplorait, c'était leur excès. Lorsque les futuristes se sont amusés à peindre les arbres du Kremlin, il a très peu apprécié ; lorsqu'on a proposé un projet de montrer Marx et Engels marchant sur quatre éléphants, encore moins ; et lorsqu'on a fait une statue de Marx et Engels dans un bassin, (...) il est évident qu'il avait une autre idée de la glorification politique des hommes importants !"* (7 – p. 213).

Dans ses écrits, Trotsky a étrillé des poètes et romanciers. Au cours de la réunion organisée en mai 1924 par le bureau de presse du comité central sur *"la politique du parti dans le domaine de la littérature"*, il n'hésite pas à formuler ses critiques aux écrivains présents à cette réunion.

Lounatcharski témoigne que *"Lénine n'imposait pas ses sympathies ou antipathies esthétiques"* (1 – p. 227).

Les artistes que des dirigeants préféraient n'ont pas été privilégiés. Ceux qu'ils n'appréciaient pas n'ont pas été défavorisés. L'attitude du gouvernement reste indépendante des goûts des dirigeants.

Faut-il déduire que le gouvernement révolutionnaire applique **un "laisser-faire" intégral ?**

"Les imaginistes tentent de faire revivre l'esprit provoquant et aventureux du futurisme. Leurs attitudes empreintes d'anarchisme frondeur vont entraîner à plusieurs reprises l'intervention des autorités (...) ; celle-ci se solde par des contrôles d'identité suivis d'excuses" (6 – préface – p. 14).

Et leurs publications ne sont pas censurées ; en 1921, par exemple, alors qu'il affiche ses sympathies pour les paysans qui se révoltent contre les réquisitions, Essenine publie *Confession d'un voyou.*

Trotsky écrit : *"Si la révolution se voit obligée de détruire des ponts ou des monuments quand il le faut, elle n'hésitera pas à porter la main sur toute tendance de l'art qui, si grandes que soient ses réalisations formelles, menacerait d'introduire des* ***ferments désagrégateurs*** *dans les milieux révolutionnaires, ou de dresser les unes contre les autres les forces internes de la révolution, prolétariat, paysannerie, intellectuels. Notre critère est ouvertement politique, impératif et sans nuances. D'où la nécessité de définir ses limites"* (3).

Le *"critère ouvertement politique, impératif et sans nuances"* n'apparaît pas comme une remise en cause de la liberté de conscience, de la liberté de créer, mais il est relatif à l'impact hostile que pourrait avoir l'activité publique d'un artiste ; il relève de la légitime défense, pour la protection de la société soviétique encore très fragile, pour la préservation de la construction de l'économie soviétique dans les conditions les plus difficiles.

Il s'agit de *"mesures imposées et temporaires d'autodéfense"* : ainsi, le romancier Artsybachev a été purement et simplement exilé à l'étranger (3 – *Le Parti et les artistes*, 1924 – p. 465).

Pas de censure de la satire

Contre le type nouveau de fonctionnaires du parti, fleurissent des œuvres satiriques de Ilf et Petrov, de Zochtchenko. Valentin Kataev publie *Les Concussionnaires* et *La Quadrature du cercle*, *"tableau humoristique des mœurs qui s'instaurent"* (Léon Lejealle, encyclopédie Larousse, 1955). Michel Boulgakov publie *La Sataniade,* recueil de contes fantastiques, satire de la bureaucratie.

Selon Nadejda Kroupskaïa, *"il arriva à Illitch de féliciter Maïakovski pour des poésies moquant le bureaucratisme"* (1 – p. 213).

Refus de soutien

Lorsque le poète du Proletkult Kirilov proclame : *"Au nom de notre avenir, nous brûlerons Raphaël, nous détruirons les musées et nous piétinerons les fleurs de l'art"*, ou lorsque Maïakovski propose de jeter Tolstoï et Pouchkine pardessus bord de la barque du temps, le gouvernement ne tient pas compte de telles revendications.

Face au Proletkult (dénonçant tout ce qui s'écarte de "l'art prolétarien") et à ses prétentions au monopole de l'expression artistique, le gouvernement révolutionnaire ne donne pas suite, il refuse de reconnaître une école artistique officielle.

Lorsque ses prétentions deviennent trop pressantes, un combat s'engage contre le Proletkult.

Il n'est question ni de soutenir les revendications du Proletkult ni de censurer ses "déviations".

Les positions au sein du Parti bolchevique étaient diverses et divergentes. Les thèses du Proletkult recueillent certainement la sympathie de certains militants bolcheviques. L'un des chapitres de *Littérature et Révolution,* intitulé *Le parti et les artistes,* est le sténogramme de la réunion organisée en mai 1924 par le bureau de presse du comité central sur *"la politique du parti dans le domaine de la littérature"* ; l'âpreté de la discussion transcrite démontre qu'il n'y a pas unanimité sur cette question au sein de cette

structure du Parti bolchevique. Trotsky combat tout privilège qui serait accordé à la "littérature prolétarienne" .

"On ne peut pas aborder l'art comme on le fait de la politique (...) parce que la création artistique (...) a ses règles et ses méthodes, ses propres lois de développement (...)" (3 – p. 484).

Discussion âpre contre ceux qui veulent que *"le parti, au nom de la classe ouvrière, reconnaisse officiellement"* l'Association des écrivains prolétariens d'URSS, que Trotsky qualifie de *"petite fabrique artistique de littérature prolétarienne"* (3 – p. 491).

Le "troisième front"

Les faits, les témoignages indiquent que le gouvernement issu de la révolution d'octobre 1917 a fait pour la culture et l'art ce qui était en son pouvoir. Peut-être certains lui reprochent-ils de ne pas en avoir fait assez !

Dans un pays qui, après le délabrement effroyable de la guerre mondiale, devait faire face à la guerre civile, à l'intervention étrangère, au blocus économique, à la famine, au froid, aux épidémies, avec les fronts militaire et économique, l'instruction et la culture apparaissent comme le troisième front. Est-il exagéré de prétendre que le développement de la culture en URSS constitue une conquête d'Octobre ?

La période 1917-1925 n'est probablement pas l'exemple idéal d'épanouissement culturel et artistique dans l'harmonie et la sérénité.

L'effervescente création innovatrice qui anime tous les secteurs artistiques (arts plastiques, architecture, littérature, théâtre, cinéma...) connaît un impact mondial, auprès d'artistes, dans les ateliers, sur les tréteaux, dans les studios. *"Il a fallu attendre un demi-siècle pour que l'on commence à prendre conscience de l'immense richesse de ces expériences artistiques et théoriques"* (2 – volume 1 – p. 84).

Cette effervescente création innovatrice est l'antithèse de ce qui, ensuite, s'établira sous le vocable de "réalisme socialiste" sous l'emprise de Staline. Les initiatives bouillonnantes des artistes entre 1917 et 1925 n'ont rien à voir avec la glaciation stalinienne. C'est ce qu'indique la convergence des écrits, des déclarations, des témoignages, des faits, sur l'attitude du gouvernement soviétique au lendemain de la révolution d'octobre 1917.

Gérard Masson

Ouvrages cités

(1) *Culture et révolution culturelle,* choix de textes de Lénine, éditions du Progrès, 1969 (*).

(2) *Sur l'art et la littérature,* choix de textes de Lénine, présentés par Jean-Michel Palmier, en trois volumes dans la collection 10-18, 1976 (*).

(3) *Littérature et Révolution,* Léon Trotsky, préface de Maurice Nadeau, collection 10-18, 1974 (*).

(4) *Histoire de la révolution russe,* Léon Trotsky, Prinkipo, 1932. Seuil éditeur, collection Politique, 1967 (*).

(5) *Silhouettes,* choix de textes d'Anatole Lounatcharski, préface de Irina Lounatcharski, Editeurs français réunis et éditions du Progrès, 1980 (*).

(6) *Un roman sans mensonge,* Anatoli Mariengof, 1926, préface de Michel Aucouturier. Seuil éditeur, 1992 (*).

(7) *Esthétique et marxisme,* recueil de textes, collection 10-18, 1974.

(8) *L'Avant-Garde russe,* Andreï Nakov, Hazan éditeur, 1984.

(9) *La révolution dans l'œil – Rodtchenko photographe,* catalogue de l'exposition 2007, Musée d'art moderne de la ville de Paris.

(11) *Histoire de la Russie*, Encyclopaedia Universalis éditeur, Paris, 1977, volume 14.

(12) *"L'avant-garde"*, in *Art russe*, A. Kopp, Encyclopaedia Universalis éditeur, Paris, 1977, volume 14.

(13) *Littérature russe,* Michel Aucouturier, Encyclopaedia Universalis éditeur, Paris, 1977, volume 14.

(14) *"Le cinéma"*, in *L'art dans les pays socialistes,* L. Marcorelles, Encyclopaedia Universalis éditeur, Paris, 1977.

Voir aussi

L'urbanisme, utopies et réalités, une anthologie, Françoise Choay, Le Seuil, Paris, novembre 1965. Entre autres : textes de

Marx, Engels, Boukharine et Préobrajensky (*).

Le cinéma soviétique par ceux qui l'ont fait, Les Editeurs français réunis, 1966 (*).

L'ABC du communisme, N. Boukharine et G. Préobrajensky, 1919 (paragraphes sur l'architecture et l'urbanisme).

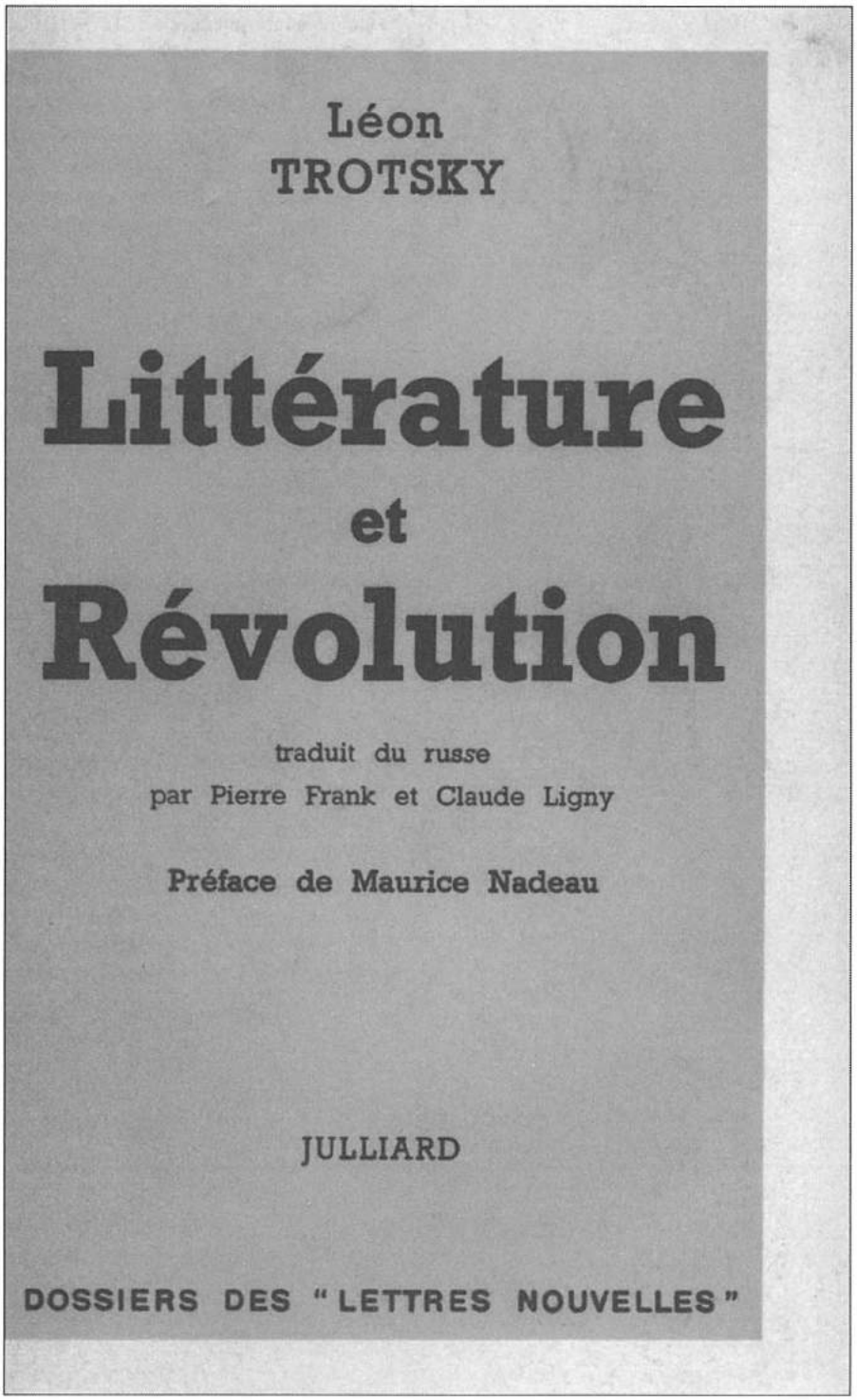
Ville et Révolution, Anatole Kopp, Anthropos éditeur, 1967.

Architecture et urbanisme en URSS dans les années 1920, Anatole Kopp, 1976.

L'art dans les pays socialistes – Le théâtre, R. Abirached, EU éditeur, Paris, 1977.

L'art dans les pays socialistes – Les arts plastiques, J.-J. Nattiez, EU éditeur, Paris, 1977.

(*) Ouvrages consultables au CERMTRI.


Léon
TROTSKY
Littérature
et
Révolution
traduit du russe
par Pierre Frank et Claude Ligny
Préface de Maurice Nadeau
JULLIARD
DOSSIERS DES "LETTRES NOUVELLES"

Architecture et urbanisme soviétiques des années vingt

(Jean-Paul Gautron)

Anatole Kopp : *Ville et révolution* (1)

En Europe dans les années 1920

C'est la période de la "nouvelle architecture" annoncée par les réalisations et techniques du XIX[e] siècle : emploi du béton armé, du verre, de l'acier. En France c'est "l'esprit nouveau", c'est De Stiljt en Hollande, c'est le début du Bauhaussen en Allemagne avec W. Gropius. Les architectes de l'avant-garde : Le Corbusier, Lurçat, Mauet-Steven, Nies Van Der-Rome, Hannes Meyer, Bijoüet..., veulent montrer que l'on peut avec les techniques nouvelles faire une autre architecture. Leurs réalisations sont une exception par rapport à la masse des constructions. Ce mouvement en Europe rencontre l'opposition des milieux dirigeants, des architectes de tradition, des académies, des écoles d'architecture. Il inspire la crainte des milieux influents et politiques, en parlant de lui on le désigne parfois d'architecture bolchevique. Les réalisations en France de ces architectes restent liées à des villas et hôtels particuliers (Le Corbusier, Mallet-Steven).

L'architecture russe pré-révolutionnaire

L'architecture est réduite à la mise en place d'un décor, on utilise des styles Renaissance, Moyen Age, mauresque, etc. Les clients sont de riches commerçants (Morosov à Moscou, commerçant en grains).

Les architectes se divisent en deux tendances, les partisans de la tradition classique de l'Europe occidentale, des ordres grecs de Palladio (Renaissance), et ceux qui pensent que la culture nationale russe est la seule valable et porteuse d'avenir. Ce débat ne sera pas clos par la révolution, il se poursuivra jusqu'en 1935. "L'architecture classique" reviendra dans les années 1930-1932 avec le "réalisme socialiste".

L'architecture soviétique qui va apparaître après la révolution ne doit rien à la Russie prérévolutionnaire ; elle est en rupture complète avec celle-ci.

La bourgeoisie d'affaires confie ses programmes nouveaux industriels, usines, entrepôts, logements de rapport, aux ingénieurs ; les conditions de logement des ouvriers sont terribles : caves d'immeubles bourgeois, dortoirs, asiles de nuit (décrits par Gorki dans *Les Bas-fonds*), le développement de l'industrie ne s'accompagne pas de la construction des logements et des équipements collectifs nécessaires.

Le début de la révolution. Les années 1920

Dès les premiers mois de la révolution, des mesures fondamentales sont prises concernant la propriété du sol :

(1) Editions Anthropos, Paris, 1967.

c'est le décret du 19 février 1918 décidant de la socialisation du sol.

— Article 1er : tous les droits de propriété sur le sol, le sous-sol, les eaux, les forêts et les forces vives de la nature dans les limites de la République fédérale des soviets de Russie sont abolis à tout jamais.

— Article 2 : le sous-sol, sans aucun rachat (ouvert ou caché), est mis, à partir de ce jour, à la disposition de l'ensemble de la population laborieuse.

— Article 3 : le droit d'utiliser le sous-sol n'appartient qu'à ceux qui le font fructifier par leur propre travail.

Le 20 août 1919, un autre décret complétait celui du 19 février.

— Article 1er : le droit de propriété individuelle est aboli pour toutes les parcelles sans exception comprises dans les limites d'agglomérations urbaines, qu'elles soient bâties ou non bâties, qu'elles appartiennent à des particuliers ou à des entreprises de production ou à des institutions.

— Article 5 : tous les terrains et édifices qui, en application du présent décret, cessent d'être des propriétés individuelles sont placés à la disposition des pouvoirs locaux.

Ces deux décrets fondent l'urbanisme soviétique. Ils arrachent le développement des villes soviétiques à leur croissance antérieure basée sur des intérêts privés. L'Etat devient seul et unique responsable de tout ce qui a trait à l'habitat et à l'urbanisme.

Les architectes soviétiques, l'avant-garde, se trouvent dans une situation radicalement différente des architectes d'Europe occidentale et du reste du monde. Il s'agit de créer une société nouvelle : la société socialiste. Ils combattent pour une architecture de progrès contre les passéistes. Pour eux, l'"architecture moderne", la "nouvelle architecture", est l'architecture du socialisme. L'architecture est un outil pour créer l'"homme nouveau" tout de suite. L'architecture reflète la société et en même temps contribue à créer la société nouvelle. Le terme utilisé est "condensateur social" : les logements nouveaux, les clubs ouvriers, les villes nouvelles sont des "condensateurs sociaux".

Les recherches entreprises par cette avant-garde ne portent pas seulement sur les formes, les techniques, mais sur les programmes eux-mêmes.

A la révolution, beaucoup d'architectes sont partis à l'étranger, des architectes connus sont restés : Schtioussev, Schiouko, Joltovski, Fomine, Tamanian, et continuent à travailler. Schtioussev est académicien, tous les autres deviennent académiciens en 1935.

Dans la période 1918-1920, c'est la guerre civile, on construit peu, il y a la pénurie de tout, il y a d'autres problèmes à résoudre. Des mesures d'urgence sont prises pour le logement des travailleurs : confiscation d'hôtels bourgeois, confiscation d'immeubles de rapport, partage des appartements, distribution de mobilier d'équipement confisqué.

• 1920-1925

La nouvelle période de l'architecture soviétique commence à la fin de la guerre civile, en 1921. Entre le début de la guerre mondiale et la fin de la guerre civile, il y a eu 20 000 000 de morts, l'industrie lourde à chuté à 14 % de celle de 1913. Ce qu'il y avait d'industrie du bâtiment est dégradé, manque de matériaux, de conditions techniques. Le pays est économiquement arriéré.

De 1920 à 1925, l'ancien et le nouveau se mêlent. Les architectes et les urbanistes travaillent sur des projets non réalistes. Les décrets de 1918 sur les sols fondent l'urbanisme soviétique. Le problème de l'urbanisme n'avait jamais été posé jusqu'alors. La population urbaine représente 17 % de la population. Les plans de villes enregistrent l'accroissement anarchique.

En 1920, sont créés les VHUTEMAS (facultés d'architecture).

« C'est dans les facultés d'architecture que se concentre pendant plusieurs années un travail analytique et créateur du plus haut intérêt, qui reste comme un moment particulièrement original du développement de la pensée architecturale

révolutionnaire. Il n'y avait à ce moment-là pour ainsi dire pas de construction réelle. La nouveauté, l'audace ne dépassaient pas le stade de "l'architecture de papier", mais, de ce fait, le refus des canons de l'architecture du passé n'en est que plus brutal, la recherche du nouveau d'autant plus passionnée » (Higer, *Les chemins de la pensée architecturale,* Moscou, 1927).

Le projet du peintre Talline en 1920 pour le monument à la III[e] Internationale traduit un bond et une étape dans le renouveau de l'architecture. C'est une tour en spirale, penchée plus haut que la tour Eiffel. Ce projet, non réalisé, figurera dans toutes les revues d'architecture de l'époque.

En 1923, plus réaliste, le projet des frères Vesnine pour le concours du Palais du travail à Moscou (il sera classé 3[e]) marque la date et la naissance de l'architecture moderne en URSS.

En 1925, c'est l'exposition des arts décoratifs à Paris. L'URSS vient d'être reconnue par la France, c'est la première exposition internationale à laquelle participe l'URSS. Un concours d'architecture est organisé pour le pavillon de l'Union soviétique : concourent les architectes qui s'illustreront dans les années suivantes : les trois frères Vesnine, P. Golossov, M. Guinzbourg, Melnikov ; c'est le jeune Melnikov (il a terminé ses études d'architecture en 1917) qui remporte le concours. Il a su traduire le souci du comité d'organisation pour l'exposition : *"Nous devons donner une idée de ce qu'est notre nouveau mode de vie soviétique, opposer à la richesse et au luxe des autres pays la fraîcheur et l'originalité de la création artistique de notre époque révolutionnaire..."*

Dans le pavillon, les photomontages du photographe sont de Rodtchenko et leurs explications du poète Maïakovski.

Dans cette exposition, le pavillon de l'URSS est un des rares à représenter l'architecture moderne. A partir de cette époque, les architectes de progrès du monde entier s'intéresseront à l'architecture de l'Union soviétique.

• 1925 -1932

C'est entre 1925 et 1932 que se situe en URSS la grande période de l'architecture moderne, qui, de 1920 à 1925, se cherche dans l'attente de programmes caractéristiques des temps nouveaux. C'est la période du courant essentiel de cette époque : le constructivisme.

En 1925, la NEP (nouvelle politique économique) décidée en 1921 au lendemain de la guerre civile commence à donner des résultats.

1929 : premier plan quinquennal (2) ; 1933 : deuxième plan quinquennal ; ils appuient sur la nécessité de construire une industrie lourde, en priorité sur les biens d'équipement, le logement. Durant la NEP, les entreprises privées ou association privée d'Etat construisent.

En 1924 est paru à Moscou le livre de l'architecte M. Guinzbourg *Le Style et l'Epoque* : c'est la première manifestation en URSS d'une théorie de l'architecture.

En 1925, les étudiants qui sont entrés dans les VHUTEMAS en 1920 ont terminé leurs études sur la base de programmes nouveaux. La caractéristique essentielle des années 1925-1932 est qu'il ne s'agit plus d'inventer une architecture parlante ou manifeste qui exprime une idée, mais de créer l'enveloppe d'un mode de vie nouveau à son image, qui, en même temps, contribue à le créer. C'est la recherche d'un contenu nouveau de l'architecture et de l'urbanisme.

Dans cette période se mettent en place des mouvements et des organisations d'architectes :

— 1923 : création de l'ASNOVA (association des architectes contemporains). Lissitsky, Melnikov, Ladovsky, Dokoutchaïev en sont les architectes les plus influents.

— 1928 : création de l'association des "architectes urbanistes" (scission de l'ASNOVA).

— 1929 : création de la VOPRA (union des architectes prolétariens, liée au mouvement de PROLTCULT — il sera

(2) La production avait dépassé le niveau d'avant-guerre.

l'artisan de l'effondrement du courant moderne en 1935).

— L'OCA (1925) : association des architectes contemporains regroupés autour de la revue d'architecture *A.C*, chefs de file Moïse Guinzbourg, Alexandre,Victor Léonide Vesnine, Bratch, Vegman, Golossov, Kolly, Pasternak Siniavski, Leonidov, architectes les plus connus.

La revue *A.C* paraîtra jusqu'en 1931 : ce sera la meilleure revue d'architecture soviétique, elle aura un retentissement international. Elle a des collaborateurs connus : les architectes W. Gropius, fondateur du Bauhauss, Hannes Meyer, fondateur de la section architecture de Bauhauss en 1927. Van Der-Rome, Mallet Stevens, Lurçat, Le Corbusier publient dans *A.C*.

A côté de ces organisations subsistent des organisations d'architectes à base régionale (à Moscou, Leningrad) d'avant la révolution. A l'exception des jeunes, la majorité des architectes reste en dehors de ces organisations. Jusqu'en 1932, chaque organisation mène sa propre bataille pour ce qu'elle croit être sa vérité.

Il n'existe alors aucune organisation professionnelle centralisée et encore moins de doctrine officielle en architecture.

L'OCA aura dans cette période le rôle dirigeant en architecture, les architectes de l'OCA se présentent comme "constructivistes" dans un sens allant au-delà de recherches formelles du manifeste constructiviste de 1911 (Malevitch, Pevsner, Gabo).

Les programmes nouveaux. Les "condensateurs sociaux"

C'est à l'invention de ces nouveaux instruments du progrès que les architectes d'avant-garde vont consacrer l'essentiel de leurs efforts entre 1925-1932. Ils s'efforceront à travers ces nouveaux bâtiments :

— de créer le cadre de vie de la société socialiste en construction ;

— d'accélérer l'avènement de cette société en influant sur l'homme lui-même par le moyen de l'architecture ;

— de trouver des solutions architecturales et constructives qui permettent d'atteindre ces objectifs malgré le peu de moyens financiers et de moyens matériels qui sont consacrés en priorité au développement industriel.

Jamais ils n'ont dit ni cru (les architectes de l'avant-garde) qu'il suffirait que l'homme habite la cité nouvelle pour se transformer en homme nouveau. Ils mettront toujours en avant l'importance décisive des transformations de la base économique de la société et des rapports de production caractéristiques du socialisme. Architectes, c'est par l'architecture qu'ils entendent participer au développement de leur pays. C'est sur le niveau culturel des masses qu'ils entendent agir au moyen de l'instrument qu'est l'architecture.

Deux types de bâtiments seront particulièrement étudiés : le club ouvrier, le logement.

— Le club ouvrier : *"Le rôle du club est de tenir lieu d'une sorte d'école supérieure de la culture. A l'intérieur, toutes les catégories d'âges de l'ensemble des travailleurs doivent trouver repos et détente après la journée de travail et recevoir là une nouvelle charge d'énergie. Là, en dehors de la famille, les enfants, les adolescents, les adultes et les vieux doivent se sentir membres d'une collectivité. Là, leurs centres d'intérêts doivent être élargis. Le rôle du club est de libérer l'homme, en supprimant l'ancienne oppression de l'Eglise et de l'Etat"* (El. Lissitzky, architecte).

Dès les premiers jours du pouvoir soviétique, de nombreux clubs voient le jour, gérés par les organisations syndicales ou politiques, ils s'installent dans d'anciens hôtels particuliers, des églises désaffectées, des hangars.

"Le moment est venu où il faut donner aux ouvriers non seulement des lo-

gements, mais aussi des édifices dans lesquels ils trouvent les locaux nécessaires aux réunions, aux études, aux exercices sportifs, aux bibliothèques, pour différents cercles spécialisés dans une intégration d'ensemble... L'idée de créer des palais du travail ou des clubs est dans l'air..." (extraits du protocole de la commission technique du Comité régional d'aide au mouvement coopératif de construction de logements ouvriers et de maisons de la culture de Leningrad).

C'est à partir de 1925 que le club trouve à la fois son programme et son architecture débarrassée du passé. Il sera soit conçu pour un quartier, soit pour une entreprise sur le lieu de travail.

Les clubs les plus connus et qui existent encore sont :

— le club Roussakov, à Moscou (1927), architecte K. Melnikov ;

— le club de l'usine "Kaoutchouk", Moscou (1927), architecte K. Melnikov ;

— le club Zouiev, Moscou (1928), architecte I. Golossov ;

— le club des acteurs de cinéma, Moscou (1931-1934), architectes les frères Vesnine ;

— le club de l'usine automobile Likhatchev, Moscou (1930-1937), architectes les frères Vesnine ;

— en 1929, l'architecte Ivan Leonidov proposera, dans le projet d'un "club d'un type social nouveau", une conception qui n'est plus celle d'un bâtiment seul, mais de toute une zone urbaine réservée aux activités culturelles.

— Le logement : à partir de 1926, deux directions sont prises dans le domaine du logement. Sur les chantiers de plus en plus nombreux et importants, on construit des appartement traditionnels ; d'autre part, parmi les architectes et dans les organismes de recherche créés par l'Etat, on entreprend des études pour définir le programme et l'expression architecturale de ce nouveau type de logement. Les recherches portent sur deux aspects : la mise au point de cellules types correspondant à une nouvelle conception. La mise au point de groupements de cellules autour de circulations horizontales et verticales. L'immeuble n'est plus conçu comme simple empilage ou juxtapositions de logements, il doit avoir des équipements collectifs compensant les économies de surface et des services effectuées au détriment des cellules d'habitation.

L'idée de la "maison commune" est antérieure aux recherches du Stroïkom et apparaît sous forme de concours pour un projet de maison commune. Le programme prévoyait une population de 750-800 habitants. « *Les loyers, les charges comprises ne doivent pas excéder ceux pratiqués dans les maisons en pierre et appartements individuels construits à Moscou par les coopératives ouvrières, la "maison commune" doit comporter : salle à manger, cuisine, buanderie, locaux de détente, locaux culturels. La partie réservée à l'habitation sera composée de chambres individuelles de 9 m² réunies entre elles dans le cas d'une famille.* »

En 1928, le Stroïkom de RSFSR (Comité pour la construction de la République socialiste fédérative des soviets de Russie) crée une section de recherche et d'étude pour la typisation et la normalisation du logement placée sous la direction de l'architecte M. Guinzbourg. Les travaux de cette section aboutiront quelques mois plus tard à ce que l'on appellera "les cellules de Stroïkom". Le problème posé était de créer une cellule constituée d'une seule pièce et de ses dépendances d'une surface maximum de 27 m² (3 personnes x 9m²) permettant à une famille d'y vivre dans des conditions meilleures que dans un appartement partagé, comme c'était le cas pour des appartements neufs et un peu plus grands. C'est à partir de la cellule de type F que, pour le Stroïkom, doit s'élaborer un regroupement de logements qui ne sera plus l'immeuble locatif ancien, mais un organisme social nouveau : "la maison commune". A Moscou, en 1928-1929, est construit l'immeuble du Narkomfin (il existe toujours) par M. Guinzbourg et I. Milinis. Il est composé de cellules de type F sur deux niveaux reliés par un escalier intérieur. Ces cellules dans l'immeuble à chaque étage sont desservies par une rue centrale. On trouve dans l'immeuble des services sociaux

collectifs : cantine, cuisine, gymnase, bibliothèque, crèche, jardin sur le toit. Cet immeuble préfigure ce que réalisera Le Corbusier dans la Cité Radieuse à Marseille après la guerre.

Jean-Paul Gautron

Guinzbourg dans la revue d'architecture *A.C*, n° 3 (1928)

« La première conférence de l'Association des architectes contemporains (...) adopte la position idéologique et le programme de travail du constructivisme en architecture. La conférence estime que, pour faire entrer dans la vie les valeurs nouvelles matérielles et artistiques de la culture de classe de la société qui construit le socialisme, et pour obtenir une orientation plus méthodique du travail entrepris dans ce sens, une école fondée sur des principes idéologiques solides et sur des bases scientifiques est indispensable.

La conférence a reconnu cette école dans le constructivisme... Nous opposons aux types architecturaux prérévolutionnaires : "l'immeuble de rapport", l'hôtel particulier, "l'Assemblée de la noblesse", etc., qui résultent des conditions sociales, techniques et économiques d'avant la révolution, mais qui, jusqu'à nos jours, servent de modèle à l'architecture qui s'édifie en URSS, de nouveaux types d'habitat communautaire, un nouveau type de club, de comité exécutif, d'usine nouvelle, etc., qui doivent devenir le cadre de vie, le ***condensateur de la culture socialiste****.*

A l'utilisation passive de matériaux, de techniques et de moyens de mise en œuvre anciens et archaïques nés dans un contexte socio-économique qui, pour nous aujourd'hui, est mort, qui était le résultat de notre misère matérielle et de l'obtusité de nos vues d'alors, et qui freinent aujourd'hui le rythme comme la qualité du développement d'une nouvelle culture socialiste, nous opposons la lutte obstinée contre notre arriération, la familiarisation active et scientifique avec toutes les acquisitions de la technique mondiale dans le domaine, des matériaux les plus récents, des méthodes de mise en œuvre, de la mécanisation, de la standardisation de la construction et leur introduction planifiée, compte tenu des particularités de l'URSS dans notre pratique constructive.

Quant aux problèmes de l'influence sur les usagers (influence idéologique, émotionnelle, etc., de l'architecture) nous les résolvons non par des éléments décoratifs surajoutés, mais :

1. Par la création d'une typologie nouvelle, par l'attention portée à la satisfaction de toutes les fonctions de la vie sociale et par l'unité de tout l'organisme architectural.

2. Par la qualité maxima recherchée dans tous les éléments et parties, sans exception, de l'édifice en fonction de leur destination sociale et technique.

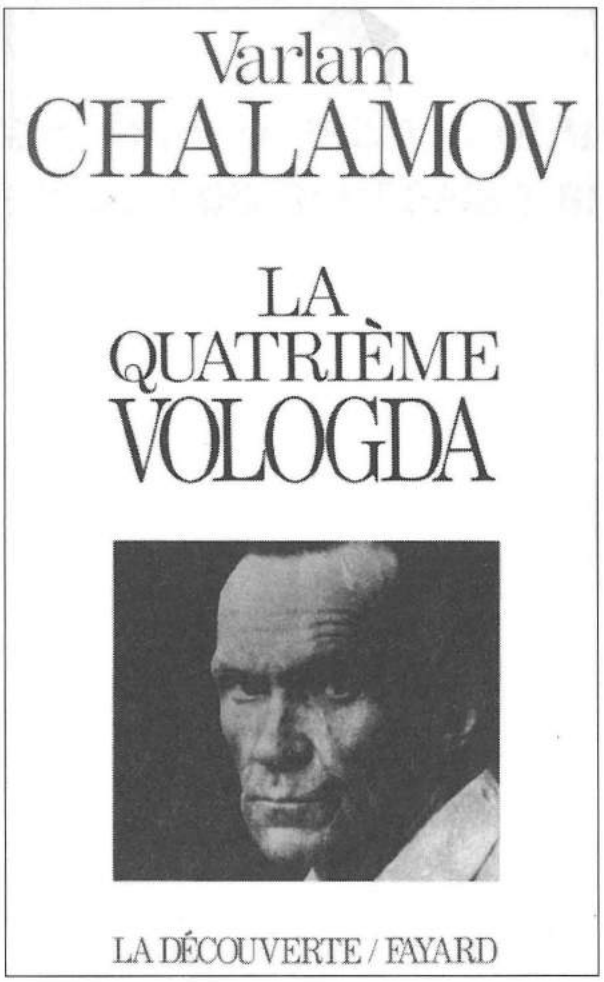
3. Par l'utilisation de toutes les particularités spécifiques des surfaces, volumes, rapports dans l'espace, échelle, texture, couleur, etc., en considérant ces divers aspects non pas isolément, mais liés entre eux dans des rapports éternellement changeants et découlant des objectifs poursuivis comme des possibilités concrètes de réalisation (...).

Vive l'école matérialiste de la création artistique - le constructivisme. *»*

Marc Goloviznine : l'image du révolutionnaire et de la révolution chez Varlam Chalamov

(pour le centième anniversaire de la naissance de l'écrivain)

Le grand écrivain Varlam Chalamov, l'auteur des *Récits de la Kolyma,* est né en 1908. Il aurait donc cent ans en 2008. Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié plusieurs textes de lui ou sur lui (souvenirs de Nina Savoieva et Boris Lesniak dans les n^os^ 6 et 7, l'article de Valeri Essipov : *"Chalamov et l'esprit de résistance",* dans le n° 10, une lettre de Chalamov au Guépéou pour la défense de l'Opposition de gauche, dans le n° 17. Aujourd'hui, en Russie comme en France, on tente de réduire Chalamov à la peinture qu'il donne du Goulag et à gommer toute une partie de son héritage historique, et en particulier sa sympathie pour la révolution russe — sympathie critique, certes, mais incontestable, et qui l'amènera à sympathiser plusieurs années durant avec l'Opposition de gauche. C'est cet aspect trop oublié ou effacé sur lequel Marc Goloviznine attire l'attention dans cette contribution présentée lors de la célébration du centenaire de Chalamov en Russie.



"La révolution d'Octobre, c'était, bien entendu, la révolution mondiale... Les vieux prophètes, Fourier, Saint-Simon, More, avaient mis sur la table tous leurs rêves secrets et nous nous en sommes emparés" (Varlam Chalamov)

POUR le grand public, Varlam Tikhonovitch Chalamov est avant tout l'auteur des *Récits de Kolyma*, qui l'ont fait connaître dans le monde entier. Le thème de la révolution, en particulier de la révolution russe de 1917, reste chez lui en quelque sorte dans l'ombre du tableau du goulag stalinien. Néanmoins, tout lecteur attentif remarquera que partout, dans ses notes journalistiques, ses essais biographiques, ses vers, son journal, Chalamov revient sans cesse à l'histoire de la révolution, à son romantisme. A vrai dire, les "récits de Kolyma" non plus ne sont pas étrangers à la révolution russe. Alexandre Soljenitsyne l'indique très concrètement quand il lui jette ce reproche : *"Malgré toute son expérience de la Kolyma, l'âme de Varlam garde une coloration de partisan de la révolution et des années 20. Après 18 ans de camp, la passion politique avec laquelle il a, dans sa jeunesse, soutenu l'opposition de Trotsky n'est visiblement pas oubliée"* (1).

Dans ses dernières œuvres en prose, Chalamov parle effectivement des années 20 comme des meilleures années de sa vie, une époque d'essor créatif des masses, où l'on *"partait à l'assaut le ciel"*, où *"a été perdue la gigantesque bataille pour vraiment changer la vie"*. L'acteur essentiel de cette époque était la jeunesse étudiante, venue de toutes les couches de la société, à qui la révolution avait ouvert l'accès à l'enseignement supérieur. Varlam Chalamov en faisait par-

(1) *Novy mir*, 1999, n° 4, pp. 166 à 168.

tie. Une idée essentielle imprègne son essai autobiographique sur les années 20 (2) : c'était une époque de liberté de l'esprit sans précédent. Lui-même, auteur débutant, pouvait non seulement participer aux débats, en auditorium, entre écoles littéraires concurrentes, mais accéder à la déduction philosophique en écoutant Trotsky dans la salle des Colonnes, à la théorie de l'évolution dans les débats entre Lounatcharsky et Vvedenski (3) au musée polytechnique. Il pouvait suivre les cours de Tsiolkovski (4) et, simultanément, participer à la "liquidation" de l'analphabétisme. Il pouvait aller travailler comme ouvrier et faire de la politique en se joignant à l'opposition de gauche.

"Se levait à nouveau cette vague de liberté"

L'écrivain a exprimé, de façon concentrée, son appréciation de la révolution russe comme phénomène de progrès social dans le passage suivant : *"La fin de l'année 1924 bouillonnait, l'air était chargé de grands pressentiments et tous comprenaient que personne ne troublerait ou n'arrêterait la NEP. Se levait à nouveau cette vague de liberté qui avait déferlé en 1917. Chacun considérait de son devoir d'intervenir à nouveau dans une lutte publique pour cet avenir dont on avait rêvé, des siècles durant, dans l'exil et les travaux forcés"* (5). Et, bien entendu, Chalamov considérait le stalinisme avec toutes les horreurs du goulag non comme la prolongation, mais bien comme la négation de la révolution (6). Chalamov a, à notre avis, conservé toute sa vie cette "coloration de partisan" de la révolution, notée par Soljenitsyne, précisément parce que dans sa jeunesse il s'était senti non pas simple spectateur, mais sujet actif des événements.

Absolument inacceptable pour Chalamov

A la lumière de ce qui vient d'être dit, il est clair que le point de vue le plus répandu actuellement sur la révolution russe et, en particulier, la révolution bolchevique, selon lequel elle aurait été, dans son contenu, une régression sociale et, dans sa forme, "le coup d'Etat d'une poignée de renégats", était absolument inacceptable pour Chalamov. Dans un poème consacré à un discours de Garibaldi à Londres, notamment, l'écrivain peint le révolutionnaire comme un créateur, un constructeur, et non comme un destructeur.

"Si ma chemise est rouge
Ce n'est pas appel à l'incendie
Appel à la guerre
C'est l'incarnat de l'aube
Quand le paysan commence
son labeur,
Pardonnez-moi, messieurs,
mesdames,
Je ne suis pas un soldat,
mais un travailleur
Toute ma vie en est l'exemple
A votre santé,
monsieur le lord-maire !" (7).

Cette caractéristique en vers du révolutionnaire du XIX[e] siècle fait écho à son essai en prose sur Vassili Kamenski, poète et révolutionnaire du XX[e] siècle. En Kamenski, Chalamov ne voit pas seulement l'homme de lettres, mais le cheminot, président du comité de grève, qui, après être passé par les prisons tsaristes, a fait des études d'agronomie, puis est devenu le premier écrivain soviétique membre du soviet de Moscou. *"A ces mêmes meetings où parlait Lénine, Kamenski lisait ses vers. A cette époque, ils participaient souvent ensemble à ces meetings qui étaient de puissants leviers pour l'éducation, la po-*

(2) Varlam Chalamov, *Œuvres choisies* en six tomes, Moscou, 2004-2005, tome 4, pp. 318 à 420.
(3) Vvedenski (1856-1925) : philosophe russe, représentant du néo-kantisme. Dans les années 20, au cours de débats philosophiques, il croisait souvent le fer contre le matérialisme et le marxisme (NDT).
(4) Savant russe, spécialiste de cosmologie et des fusées (NDT).
(5) Varlam Chalamov, *ibidem*, p. 422.
(6) Sur ce point plus précisément, voir M. Goloviznine, *Varlam Chalamov et la lutte interne au parti dans les années 20*. Recueil Chalamov n° 3, Vologda, 2002, pp. 160 à 169.
(7) Chalamov, *Œuvres*, tome 3, p. 371.

litique, le pouvoir" (8) ; la capacité créatrice, telle est l'aune à laquelle Chalamov mesure l'activité de tout révolutionnaire et elle convenait parfaitement à l'état-major bolchevique : *"Lénine a su deviner en Voronski le talent de critique littéraire, comme en Vatslav Vorovski celui de diplomate et en Tsourioupa celui d'homme d'Etat. Rencontrant, en exil, quantité de gens, Lénine appréciait leur capacité future, dans le domaine artistique comme dans celui de la construction de l'Etat"* (9). Alexandre Voronski était particulièrement proche de Chalamov, non simplement comme critique littéraire, mais comme "rassembleur de la littérature russe". Dans les années 20, il n'est pas un écrivain d'importance qui n'ait été publié dans la revue de Voronski, *Krasnaïa nov*. Dans un essai consacré à l'anniversaire de la première "grosse revue" publiée après la révolution, Chalamov met l'accent sur le fait que l'initiative de sa création en revient à Lénine, qui a donné pour le premier numéro son article sur l'impôt à la production (10). Encore une fois, le lien entre la création dans le domaine littéraire et la création dans le domaine politique.

Rien à voir avec la compréhension traditionnelle

En même temps, en dépit du respect indéniable de Chalamov pour la révolution, il est important de souligner que la compréhension qu'il en avait n'a rien à voir avec la compréhension traditionnelle de la littérature soviétique qu'on peut résumer dans le slogan bien connu *"Le parti est notre guide"*. Varlam Chalamov n'a jamais été membre du Parti bolchevique ni d'aucun autre ; plus encore, à la fin des années 20, au moment où il avait une réelle activité politique dans les rangs de l'opposition de gauche, il expliquait : *« Il est tout à fait clair que le parti ne représente pas une caste fermée, que des gens qui n'en sont pas membres en partagent les intérêts. Un "sans-parti" peut et doit prendre part à la résolution de toutes les questions que la vie pose au parti et, en conséquence, à la classe ouvrière ou, plus exactement à la classe ouvrière et, en conséquence, au parti »* (11). Le fétichisme de parti, tout le démontre, était étranger à Chalamov. Plus tard, il a maintes fois évoqué les différentes forces et groupes politiques qui ont participé à la révolution russe, S-R, anarchistes, bolcheviks, mais, ce faisant, il ne les a jamais classés en "plus ou moins révolutionnaires" ni selon l'importance de leur contribution à la révolution. Pour l'écrivain, l'essentiel était l'apport commun de tous au renversement du régime tsariste. C'est à partir de cette position qu'il apprécie les événements de février 1917, qui ont été *"le point d'application de toutes les forces sociales sans exception, de la tribune de la Douma d'Etat jusqu'aux terroristes dans la clandestinité et aux groupes anarchistes"* (12). Chalamov parle souvent et avec un grand respect des SR, voyant en eux les héritiers de la "Narodnaïa volia" ("Volonté du peuple"), qui a si héroïquement miné l'autocratie. Bien sûr, l'influence de son père, sympathisant S-R, n'est pas étrangère à cette appréciation. Mais c'est avec le même respect qu'il parle des anarchistes qui avaient fondé à Moscou la coopérative "Inventivité humaine" ou des leaders bolcheviques Lénine, Trotsky, Raskolnikov, et même des "rénovateurs", partisans d'une réforme de l'Eglise, de "l'union avec la science d'avant-garde", et qui considéraient les rites "dans un esprit de raison critique". Tout cela illustre les priorités de Chalamov dans sa compréhension de l'essence des transformations révolutionnaires. Le facteur social, pour lui, est premier, le facteur politique, bien qu'inévitable, est second.

Attention aux excès de la guerre civile

Bien sûr, il ne faut pas croire que Chalamov n'ait pas prêté attention aux

(8) *Ibidem*, tome 5, p. 222.
(9) *Ibidem*, tome 5, p. 355.
(10) *"Moskva"*, 1958, n° 5, pp. 217-218.
(11) Recueil Chalamov n° 3, Vologda, *"Grifon"*, 2002, p. 13.
(12) Chalamov, *Œuvres*, tome 4, p. 92.

excès de la guerre civile. Dans sa nouvelle autobiographique *"La Quatrième Vologda"*, il décrit, sans parti pris, les perquisitions, les réquisitions et l'obligation de partager les appartements avec de nouveaux locataires qui ont eu cours à Vologda pendant la guerre civile. La famille de Chalamov a été elle-même frappée par ces mesures. Néanmoins, cela ne l'empêche pas de voir aussi comment, dans le bâtiment de l'ancienne prison de la ville, une bibliothèque ouvrière est ouverte à tous grâce aux livres confisqués par les bolcheviks aux propriétaires terriens. C'est dans cette bibliothèque que le jeune Chalamov s'est initié à la littérature mondiale. *"Chaque jour,* note-t-il, *m'attendaient ces livres à la couverture dorée sur tranche"* (13).

Varlam Chalamov est particulièrement attentif à la chasse aux otages et aux exécutions pratiquées en 1918 par le commandant du front Nord, Kedrov. L'écrivain prend soin de dire que tout cela s'est passé dans une ville proche du front, où se trouvait, peu de temps auparavant, le corps diplomatique des pays de l'Entente, au moment où une offensive des armées blanches menaçait par le nord, tandis que l'arrière n'était pas sûr ; mais il est évident, pour Chalamov, que l'exécution d'innocents ne peut être simplement qualifiée "d'excès", ne peut être justifiée par aucun motif supérieur illusoire. De l'avis de l'écrivain, ils sont *"quelque chose de plus grossier, propre à la nature humaine"*. Et cette propriété, hélas ! refait surface tout particulièrement en temps de guerre et encore plus de guerre civile.

Traçant un parallèle historique, l'écrivain oppose la question : *"Pierre avait-il besoin de mettre à mort les streltsy aussi sauvagement, et encore de sa main ? Au cours de leur révolte, deux mille hommes ont été exécutés, c'est deux fois plus de victimes que n'en a faites la plus grande bataille du siècle, la bataille de Poltava"* (14). Ni l'exécution d'innocents ni les privilèges dans l'obtention d'un logement pour ceux qui étaient membres du parti avant février 1917 ne sont un facteur de révolution, ils lui sont même contraires. Par ailleurs, les heurts tragiques de la guerre civile ne modifient pas les positions fondamentales de Chalamov ni envers les bolcheviks ni envers la révolution russe. Dans un essai, consacré à F. F. Raskolnikov, achevé au début des années 70, l'écrivain montre le caractère inévitable de la *"ligne droite de Lénine"*, la ligne la plus courte vers la prise de pouvoir par les bolcheviks. *"Après le discours de Lénine sur sa voiture blindée, il devint clair que le temps des meetings était passé, que la ligne la plus courte de février à octobre était la ligne droite de Lénine... Des paroles il fallait passer aux actes et Raskolnikov fut l'un des premiers à pénétrer dans les cales des bateaux du gouvernement provisoire et à y appeler les matelots de la flotte balte à l'insurrection"* (15).

Ses réflexions sur Ernesto Che Guevara

Ses réflexions sur Ernesto Che Guevara ajoutent un certain nombre de traits significatifs à la façon dont Chalamov voit les qualités d'un révolutionnaire. Irina Pavlovna Sirotinskaïa, qui l'a bien connu, se souvient qu'après la publication posthume du journal de Che Guevara et la parution en URSS de sa biographie, Chalamov *"me parlait de Guevara pendant des heures, si bien que, maintenant encore, je ressens l'humidité de la forêt tropicale et je vois un homme qui s'y fraie fanatiquement un chemin"* (16). Pour Chalamov, Che Guevara était d'abord un homme doté de hautes qualités morales, ensuite un homme dont les actes concordaient avec les paroles et enfin une personnalité qui méprisait les gens à l'échine souple. Il y a dans son journal deux courtes notes consacrées au Che. *"Quelles que soient les qualités du roman* Cent ans de solitude, *on ne saurait le comparer à la biographie de Che Guevara, à sa dernière lettre"* (17). D'après Sirotinskaïa, Chalamov pensait à la lettre de Che Guevara à ses parents

(13) *Ibidem.*
(14) *Ibidem,* tome 4, p. 92.
(15) *Dialogue,* 1991, n° 10, p. 105.
(16) Irina Sirotinskaïa, *Mon ami Varlam Chalamov,* Mosccou, 2006, p. 26.
(17) *Œuvres,* tome 5, p. 334.

où le révolutionnaire cubain justifie son départ en Bolivie, ce qui a été son dernier acte de révolutionnaire. Dans cette lettre, Che Guevara parlait non seulement de sa détermination à mener la lutte armée, détermination qui *"forçait à fonctionner ses jambes maigres et ses poumons fatigués"*, mais aussi de son choix tout à fait conscient *"fondé sur un marxisme purifié et renforcé"*. *"Le caractère unique de Che Guevara*, écrivait Chalamov, *est qu'il a pris un fusil quand il eut fallu une voiture* (18). *Et encore son inaptitude à la résignation"* (19).

Sa perception des idées d'égalité sociale

Un autre aspect important de la compréhension par Chalamov de l'essence du processus révolutionnaire contenu dans son œuvre est lié à sa perception des idées d'égalité sociale. C'est probablement cet aspect qui est le plus difficile à appréhender dans les circonstances actuelles. Un sentiment d'irréalité surgit quand on lit comment Chalamov, étudiant, se rend tout simplement à la permanence de Lounatcharski, commissaire du peuple à l'Instruction publique.

"Il n'était pas compliqué d'aller chez un commissaire du peuple"

L'écrivain lui-même note : « *A cette époque, il n'était pas compliqué d'aller chez un commissaire du peuple. Une quelconque ouvrière du textile de Trekhgornoe pouvait monter à la tribune et dire au secrétaire de cellule :* "T'expliques pas bien sur la monnaie. Téléphone donc au gouvernement, que le commissaire du peuple vienne nous expliquer." *Et le commissaire venait et expliquait ci et ça. Et l'ouvrière disait :* "Ah bon, maintenant, j'ai tout compris" » (20). A la base de ce souvenir, il y a un épisode réel qui a eu lieu à la manufacture de Trekhgornoe, à Moscou, au cours des discussions sur la politique financière du parti lors du passage à la NEP, quand le commissaire du peuple adjoint, Iou. Piatakov, est venu à l'usine et a longuement expliqué à l'ouvrière en colère le fond de la politique financière du parti.

Inversement, toute entorse à l'égalité était ressentie comme anormale. Chalamov rapporte qu'un « *journal avait publié une photo de* "Krassine à Paris". *Krassine était alors ambassadeur, il sortait d'un palais à colonnades en gants blancs et coiffé d'un haut de forme. Nous étions stupéfiés, nous avons eu du mal à retrouver notre calme* » (21). Le mot d'ordre de la Commune de Paris — pas de salaire supérieur à celui d'un ouvrier qualifié pour tous les fonctionnaires — n'était alors pas un vain mot.

C'est du point de vue de l'égalité sociale que Varlam Chalamov a considéré la réforme ecclésiastique manquée des années 20, connue sous le nom de "schisme rénovateur". Les rénovateurs, avec lesquels sympathisait le père de Chalamov, qui avait été missionnaire en Alaska, non seulement tentaient d'établir un dialogue avec le nouveau pouvoir, mais, bien plus, déclaraient que *"le communisme, c'est l'Evangile écrit en alphabet athée"* (22). Le mouvement rénovateur, affirme Chalamov, *"a péri par don-quichottisme. Les rénovateurs s'interdisaient de faire payer pour les offices, c'était un de leurs principes fondamentaux. Les prêtres rénovateurs se sont donc vus réduits, dès le début, à la misère, tandis que les partisans de Tikhonov et Serge prenaient l'argent et se sont vite enrichis"* (23). Ajoutons que la tradition d'obéissance au pouvoir respectée par le nouveau métropolite et, par la suite, par le patriarche Serge était, pour Staline, une base de compromis avec l'Eglise orthodoxe russe bien plus acceptable que

(18) Chalamov pensait que, s'il avait eu une voiture, Che Guevara aurait eu plus de chance d'échapper à ses poursuivants (information communiquée à l'auteur par Sirotinskaïa). Dans la biographie de Che Guevara (I. Lavritski, *Ernesto Che Guevara*, JZL, Moscou, 1972) qu'avait lue Chalamov, on rappelle effectivement qu'un certain nombre de membres du détachement de Che Guevara ont eu la vie sauve grâce à la voiture.
(19) *Œuvres*, tome 5, p. 340.(20) *Ibidem*, tome 4, p. 322.
(21) *Ibidem*, tome 4, p. 324.
(22) *Ibidem*, tome 4, p. 103.
(23) *Ibidem*, tome 4, p. 104.

les recherches d'idées des rénovateurs loyaux envers le pouvoir soviétique.

Respirer l'air de l'usine

Chalamov a mis en pratique les idées d'égalité sociale des années 20. « "Retour à l'établi ! Envoyer à l'atelier" *: de telles décisions étaient prises même au Comintern, respirer l'air de l'usine paraissait une affaire d'importance.* » Pour respirer cet air et faire ce stage, il s'est engagé comme tanneur, en 1924, dans une usine de cuir, à Kountsevo. Dans le récit *Kouroukine,* Chalamov raconte son expérience contrastée de communion avec *"la classe la plus révolutionnaire"* : *"Je prenais mes repas dans l'artel, un artel ouvrier à l'ancienne. On mangeait selon la coutume, à quatre... Chacun avait sa propre cuillère et la plongeait dans le pot pour boire le bouillon, la viande était au fond et une pomme de terre brûlante était mise de côté pour constituer le plat principal... Ensuite, il y avait le thé, l'eau bouillante fournie par l'usine, prévu dans contrat collectif"* (24). Certes, cette description évoque plutôt l'obchtchina russe traditionnelle que l'idéal du socialisme. Mais en même temps, le "contrat collectif" dont il est question avait, en ces temps, force de loi : si les autorités ne le respectaient pas, les ouvriers avaient le droit de se mettre en grève.

Chalamov en vient finalement à la conclusion que ce travail à l'usine ne lui a pas apporté beaucoup pour son avenir d'écrivain. On peut être en partie d'accord avec lui. Pourtant, en ce qui concerne sa sensibilité sociale, cette expérience n'a certainement pas été inutile ; on peut supposer qu'elle lui a permis de saisir les changements sociaux qui ont eu lieu, en URSS, au début des années 30 et ont posé les fondements du stalinisme plusieurs années avant la "grande terreur".

« Moscou des années 30 était une ville terrible, a écrit Chalamov, *des queues interminables dans les magasins, les cartes et les bons de rationnement, les ORS* (25) *à la porte des usines, des rues maussades. A la fabrique Ivanteev, des mères me tendaient leurs enfants sales, couverts de croûtes et de boutons. Les magasins spéciaux pour les privilégiés et les "amis". Le maximum de parti* (26), *mais les magasins spéciaux »* (27).

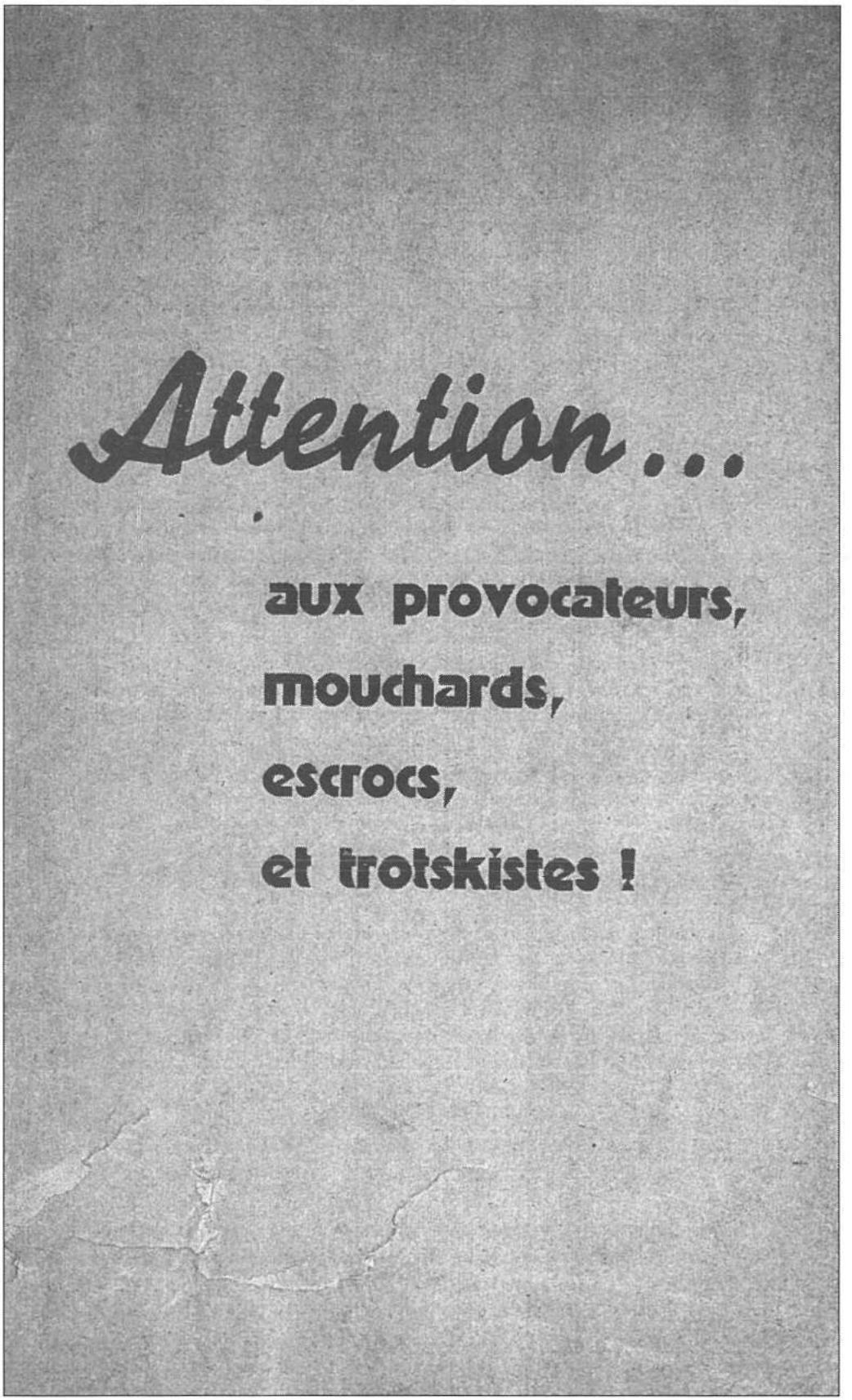
A notre avis, cette brève caractérisation n'est pas moins précieuse pour le sociologue que les *Récits de Kolyma.* Leur auteur avait déjà compris que les "magasins spéciaux pour les privilégiés et les gens de confiance", et non plus la pomme de terre partagée également au sein de l'artel ouvrier, c'était la racine de la contre-révolution sociale qui a pour nom stalinisme.

---

(24) *Ibidem,* tome 4, pp. 422 à 424.
(25) ORS : Otdel Rabotchego Snabjenia, section d'approvisionnement ouvrier : organe par l'intermédiaire duquel de la nourriture, des vêtements et autres étaient fournis directement aux entreprises (NDT).
(26) Règle selon laquelle un membre du parti ne pouvait gagner plus qu'un ouvrier qualifié, règle officiellement maintenue, mais contournée de diverses façons (NDT).
(27) *Ibidem,* tome 4, pp. 435-436.

Une brochure édifiante

A partir de 1936, le secrétariat du PCF publie régulièrement une liste noire d'individus qu'il dénonce comme escrocs, voleurs, agents de la police, provocateurs, trotskystes (tous termes mis sur le même plan...), etc., assez souvent accompagnée de la photo des intéressés. Nous publions ci-après les premières pages d'une brochure de seize pages qui reproduit une partie de ces listes. Cette brochure a trois caractéristiques : elle ne porte aucune indication d'origine, aucune indication d'imprimeur, aucune indication de date. Sa seule marque de fabrique est la référence à Staline qui figure dans le texte publié en avant-dernière page. En dehors de cela, elle est parfaitement anonyme. C'est peut-être un moyen d'éviter un procès en diffamation... Nous en reproduisons plusieurs pages pour donner une idée des méthodes de la calomnie stalinienne. Les noms cités sont ceux d'inconnus. Il est possible, voire probable, que parmi eux figurent effectivement quelques noms d'individus douteux, mais l'expérience de cette époque permet de penser avec une pleine certitude que la grande majorité de ces noms sont ceux de militants (la plupart du temps du PCF) qui se sont interrogés, ont posé des questions, émis des doutes soit sur la politique de la direction du PCF d'opposition à la grève au nom du soutien au gouvernement de Front populaire, soit sur les procès de Moscou, soit sur la dénonciation de tel ou tel militant. L'amalgame avec d'éventuels éléments effectivement douteux est un des ressorts de la calomnie stalinienne pour faire taire les militants qui se posaient et posaient trop de questions indiscrètes...


Attention...
aux provocateurs,
mouchards,
escrocs,
et trotskistes !

DÉMASQUONS LES ENNEMIS !

Afin de faciliter le travail des militants dans la consultation des listes noires parues jusqu'à ce jour, nous avons décidé de faire paraître un répertoire des listes déjà parues, allant du N° 1 au N° 8. Ceci leur permettra de trouver très rapidement si l'individu qui les intéresse a été exclu du Parti communiste ou d'une organisation ouvrière.

Au début de chaque année, nous ferons ainsi éditer un petit répertoire alphabétique des noms parus dans les différentes listes noires qui auront été établies au cours de l'année précédente.

Nous attirons tout particulièrement l'attention des militants sur l'importance de ces listes noires. Elles doivent être distribuées aux militants responsables des organisations de masse, afin que ceux-ci les consultent le plus souvent possible, dans le but d'empêcher qu'un exclu s'infiltre à nouveau dans les rangs du Parti communiste ou des organisations ouvrières pour y recommencer son travail de désagrégation ou ses escroqueries.

Ces listes noires, pour être une arme efficace entre les mains des militants, doivent être largement utilisées de façon à faire connaître à tous les ouvriers les éléments à l'égard desquels ils doivent observer la plus grande vigilance et qu'ils doivent combattre avec la plus ferme énergie.

La vigilance à l'égard des provocateurs trotskistes n'a jamais été plus nécessaire. Aujourd'hui, le développement du Parti communiste et des organisations ouvrières a décuplé la haine de la bourgeoisie, mais ses méthodes ont changé ; au lieu de la répression brutale et grossière, elle utilise des méthodes plus subtiles, plus raffinées et, partant, plus dangereuses.

Afin de détruire le Front Populaire et de diviser la classe ouvrière et ses organisations, la bourgeoisie emploie, avant tout, les criminels de droit commun, les agents sans scrupules du fascisme international que sont les trotskistes. Pour réaliser leur ignoble besogne dans l'intérêt de leurs maîtres de Rome et de Berlin, ceux-ci cherchent à pénétrer partout, en masquant par tous les moyens leur véritable figure.

C'est la raison pour laquelle nous pensons que ces listes noires peuvent et doivent être une arme de grande valeur entre les mains des militants, car elles aideront efficacement à démasquer ces éléments, pourvu qu'elles soient fréquemment et amplement compulsées, et non pas rangées au fond d'un tiroir.

C'est également pourquoi nous insistons auprès des militants pour qu'ils nous fassent part de leurs suggestions qui permettront d'améliorer ces listes noires et aideront à parfaire l'arme qu'elles nous procurent, au service de la classe ouvrière dans sa lutte contre la provocation, le mouchardage et le trotskisme.

Répertoire

des Listes Noires nos 1-2-3-4-5-6-7-8

Par lettres alphabétiques

NOMS ET PRENOMS	REGION	Numéro des listes noires	Numéro d'ordre	DESIGNATION
A				
ABEL Pierre		6	494	(Autrichien) **escroc**
AEKSTEIN Max	Sarre	2	83	(Tailleur) **escroc**
AGNES	B.-d.-R.	4	349	**provocateur**
AILLIERES	Paris-Ouest	1	1	**voleur**
AILLOT Gustave	Yonne	5	401	**désagrégateur**
AIT-ALI	Paris-Nord	6	496	**voleur**
AKER	Paris-Est	6	495	**escroc**
ALAMI	Maroc	5	402	**provocateur**
ALAPHILIPPE	Paris-Est	7	580	(Agent des P. T. T.) **désagrégateur**
ALOCHKA Zaïch	Isère	7	581	(Roumain) **voleur**
ALOIS Diétrich	Alsace	1	2	(Sellier) **provocateur**
ALTMEIER Bernhard ..	Allemagne	3	204	(Employé) **provocateur**
ANDRIEUX Lucien ...	Nord	7	582	**fasciste**
ANTICO (dit l'Homme)	Pyrénées-Orient.	6	497	**voleur**
ANTOINE Louis	M.-et-M.	7	583	**scissioniste**
APCHIM	Paris-Ville	6	500	**escroc**
ARAGON	Paris-Sud	7	584	(P. T. T.) **escroc**
ARMANO Paolo	Savoie	2	84	(Italien) **provocateur**
ARRIGONI Jean	Somme-et-Oise	6-7	498-585	(Correcteur) **trotskiste**
ARRIGHI	Algérie	2	202 A	**provocateur**
ARROUM Ghertzmann (dit Armand)	Paris-Est	2	85	(Roumain) **escroc**
ARTAUD Paul	Paris-Ville	4	350	**mouchard**
ASPES Marguerite ...	Algérie	3	205	**provocatrice**
ASTRUC Charles	Paris-Sud	8	689	**voleur**

— 3 —

A B

NOMS ET PRENOMS	REGION	Numéro des listes noires	Numéro d'ordre	DESIGNATION
AUBERT	Paris-Ouest	2	86	**désagrégateur**
AUBERT Roland	Paris-Sud	8	687	**provocateur**
AUGARD Lucien	Nièvre	8	688	**abus de confiance**
AUGE François	Aveyron	6	499	**voleur**
AUGUSTINE	B.-du-R.	5	403	**marin**
AUROY	Paris-Ville	3	206	**désagrégateur**
AYGALIN	Paris-Sud	5	404	**désagrégateur**
B				
BACQUE	Paris-Ville	4	351	**provocateur**
BADIA Roger	Paris-Nord	3	207	**voleur**
BAHUET	Paris-Ville	5	405	**liaison avec éléments suspects**
BAILLADE	Paris-Ouest	8	690	**voleur**
BAILLY Gabriel	Paris-Sud	3	208	(Verrier) **briseur de grève**
BALDICHI Dominique..	Alpes Maritimes	8	691	**provocateur, voleur**
BALIKO	Rhône	2	87	**provocateur**
BANDONI Jean	B.-du-R.	4	352	**provocateur**
BARAQUIN	Aisne	3	209	**trotskiste**
BARBAUD	Paris-Sud	8	692	**fasciste**
BARBIER Pierre	Paris-Est	2	88	**voleur**
BARBIER Robert	Nièvre	8	693	**escroc**
BARBIER Yvonne	Nièvre	8	694	**escroc**
BARRAUD	Hte-Garonne	5	406	
BARREAU Jean	Loiret	2	89	**escroc**
BARRES Louis	Gard	8	695	
BARRES Joseph	Aude-Hérault	8	696	(Cubain) **doriotiste**
BARRIER Robert	Paris-Nord	7	587	**escroc**
BARROT Jean	Algérie	7	588	**trotskiste**
BARTHE	Algérie	7	589	**escroc**
BARTHOLEMI, dit Bartho	Gironde	4	353	**voleur**
BARSAC	Gironde	8	697	**trotskiste**
BASTIN Pierre	Basses-Pyrénées	7	590	**doriotiste**
BAUER Victor	Alpes-Maritimes	8	698	**escroc, provocateur**
BAUMEL Louis	Paris-Nord	1	4	**élément suspect** (Riveur)
BAURAIN, dit Louys..	Paris-Nord	1	5	**voleur**
BAUSCH Christian ...		3	210	(Allemand) **escroc**
BAVRIL Emile	Paris-Nord	1	3	(Monteur électricien) **voleur**
BAYARD	Nord	1-2	6-90	(Mineur) **désagrégateur**
BAYER, dit Bergeon Georgette	Paris-Ville	5	407	**désagrégatrice**

NOMS ET PRENOMS	REGION	Numéro des listes noires	Numéro d'ordre	DESIGNATION
BORD Jean	Allier	4	357	**provocateur**
BORNE Paul	Paris-Nord	7	598	**escroc, trotskiste**
BORNERIE	Région Paris.	1	8	**désagrégateur**
BOTTINO	Alpes-Marit.	7	599	**voleur**
BOUAT	B.-du-R.	7	600	**voleur**
BOUALEM	Algérie	5	411	**saboteur**
BOUCHER Robert	Aisne	8	705	**trotskiste**
BOUDET Aimé	Aude-Hérault	2	98	
BOUIN	Paris-Ouest	3	229	**voleur**
BOULON Albert	Alpes-Marit.	8	706	**mouchard**
BOULON Suzanne	Alpes-Marit.	8	706	**moucharde**
BOUNOUS Charles ...	Alpes-Marit.	7	586	**trotskiste**
BOUQUET Yvonne ...	Paris-Sud	1	10	**moucharde**
BOUREE Georges	Aisne	3	225	(Cheminot) **provocateur, mouchard**
BOURGEOIS Flore	Nord	2	102	**escroc**
BOURGEOIS Victor ...	Nièvre	8	707	**escroc**
BOURGUIN	Paris-Sud	8	708	**provocateur**
BOURLIGUEUX		3	220	(Instituteur) **désagrégateur**
BOVE	Isère	2	99	**mouchard**
BOYER Emile	Gironde	6	507	**voleur**
BRAHIO	B.-du-R.	5	412	**escroc**
BRAME	Paris-Ville	1	15	**voleur**
BRAMME Louis	Aube-H.-Marne	3	221	**voleur**
BRASSEUR Jules	Paris	3	228	**provocateur, escroc**
BRAUN	Paris-Ouest	3	219	**provocateur**
BRAVEY Daniel	Drôme-Ardèche	8	709	(Instituteur) **trotskiste**
BRAVO Raymond	Pyrénées-Or.	7	601	**escroc, doriotiste**
BREANT Marie	Paris-Ville	1	12	**policière**
BREDONVAL Adrien ..	R. P.	3	222	**escroc**
BREGNON	Rhône	3	226	**provocateur**
BRIOULLET Marcel ...	Ardennes	7	602	**trotskiste**
BRISBARE Reine	Paris-Est	6	508	**désagrégatrice**
BUCE	Loiret	6	509	**trotskiste**
BUQUET Pierre	Paris-Nord	1	13	(Charpentier en fer) **provocateur**
BUREN Robert	Côte-d'Or	3	224	**trotskiste**
BURGARD	Alsace	3	223	(Coiffeur)
BUSSAT Gustave	Yonne	8	710	**voleur**
BUSSIERE Lucien	Paris-Nord	1	14	(Livreur) **voleur**
BUTET	Paris-Nord	8	711	**trotskiste**

A l'heure actuelle, la France et l'Angleterre grouillent d'espions et d'agents de diversion allemands; et, inversement, les espions et agents de diversion anglo-français agissent de leur côté en Allemagne. Les Etats-Unis d'Amérique grouillent d'espions et d'agents de diversion japonais, et le Japon, d'espions et d'agents de diversion américains.

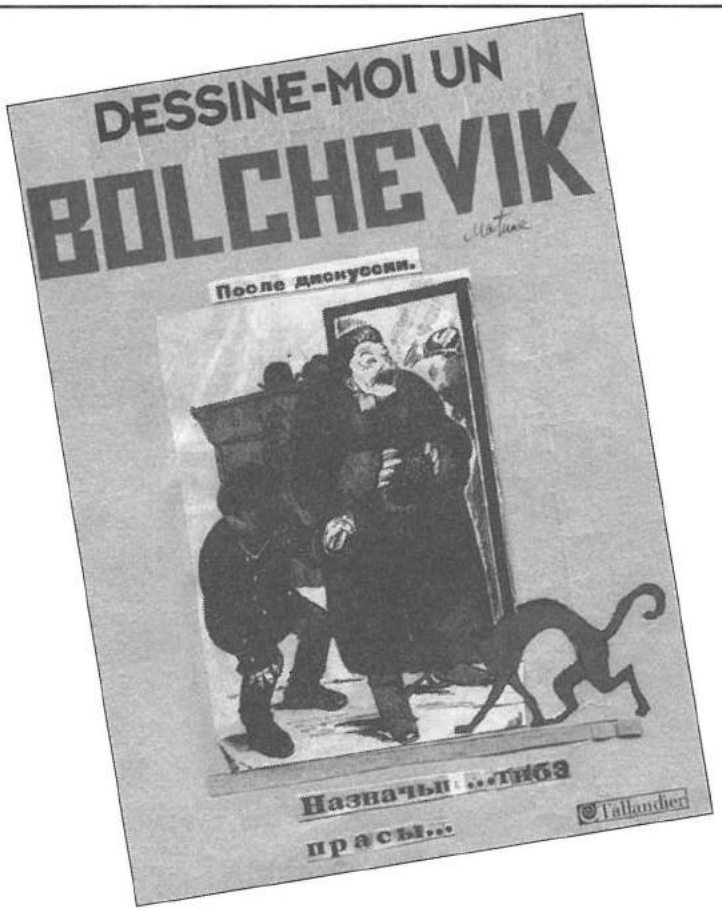
Telle est la loi des rapports entre Etats bourgeois.

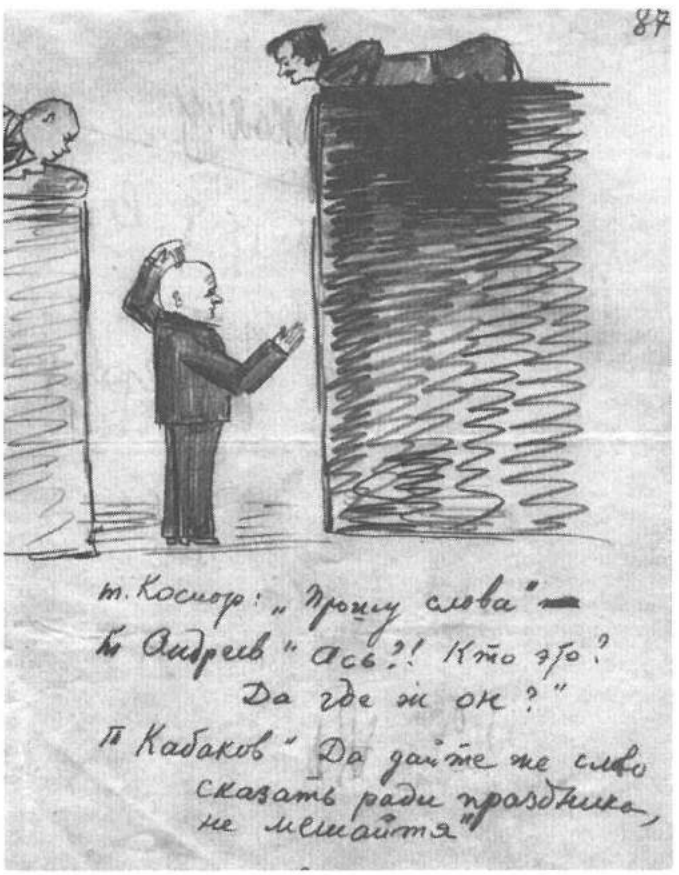
On se demande pourquoi les Etats bourgeois devraient observer envers l'Etat soviétique socialiste une attitude plus délicate et de meilleur voisinage qu'envers les Etats bourgeois de même type qu'eux ? Pourquoi doivent-ils dépêcher à l'arrière de l'Union soviétique moins d'espions, de saboteurs, d'agents de diversion et d'assassins qu'ils n'en ont sur les arrières des Etats bourgeois congénères ? Où avez-vous été chercher cela ? Ne serait-il pas plus juste de supposer, du point de vue marxiste, que les Etats bourgeois doivent dépêcher à l'arrière de l'Union Soviétique deux ou trois fois plus de saboteurs, d'espions, d'agents de diversion et d'assassins qu'ils n'en envoient à l'arrière de n'importe quel Etat bourgeois ? N'est-il pas clair que tant qu'existe l'encerclement capitaliste, existeront chez nous des saboteurs, des espions, des agents de diversion et des assassins, dépêchés à l'arrière de notre pays par des agents des Etats étrangers.

(Extrait de la brochure de Staline, « Pour une formation bolchevique », page 12. — Bureau d'Editions Paris).

NOTA. — Bien que concernant directement l'Union Soviétique, ce passage de Staline garde toute sa valeur quant aux méthodes de provocation, de sabotage, de diversion et de mouchardage, qu'emploie la bourgeoisie contre la classe ouvrière et à l'intérieur des organisations qui défendent les intérêts des travailleurs.

Notes de lecture


DESSINE-MOI UN
BOLCHEVIK
Après discussion.
Tallandier


87
т. Косиор: „Прошу слова"
т. Андреев "Ась?! Кто это?
Да где же он?"
т. Кабаков "Да дайте же слово
сказать ради праздника,
не мешайтя"

Emmanuel Choisnel : l'Assemblée consultative provisoire (1943-1945) (1)

CET ouvrage est une véritable étude historique, qui, à partir de documents, de recherches, de déclarations, de faits, laisse au lecteur la liberté d'analyser et de juger la période et la signification des actions de chacun.

Tout d'abord, un rappel utile pour beaucoup de monde : l'Assemblée consultative provisoire constituée en 1943 va d'abord siéger à Alger, puis à Paris de juillet 1944 à août 1945. Elle fera place à l'Assemblée constituante et à la IVe République.

Tous les membres de l'Assemblée ont été désignés par le Comité français de la Libération nationale (de Gaulle et Giraud). Ils représentent les forces politiques, syndicales et économiques en référence à la IIIe République et les mouvements de résistance qui se sont constitués face à Vichy.

L'auteur reprend en détail aussi bien la naissance de l'Assemblée provisoire que ses travaux, les interventions, les problèmes qu'elle doit régler.

Laissons le lecteur découvrir pas à pas le riche travail de l'historien et voyons l'importance des problèmes soulevés. L'auteur nous aide incontestablement à réfléchir et à analyser. Ses conclusions ne rejoignent pas forcément les miennes, mais ce livre d'histoire permet d'enrichir nos analyses.

Au fil des pages, revenons sur quelques grandes questions politiques que l'Assemblée consultative et ses membres, brillants pour la plupart, se sont efforcés de résoudre pour préparer l'après-guerre.

Fallait-il mettre un signe égale entre l'impérialisme britannique et le nazisme ? Même si la réponse négative semble aller de soi, cela ne règle pas pour les organisations de la classe ouvrière la nécessité de rester indépendantes. Dans le prélude à la constitution de l'Assemblée, les limites administratives et politiques entre vichystes et gaullistes (de tendances diverses, d'ailleurs) ne sont pas évidentes et l'Union nationale reste le fondement de la mise en place des institutions de la France libre. Socialistes et communistes s'y engagent ; certes, il y a une contradiction pour le PCF, qui, lié à la politique de Moscou, entend d'une certaine manière conserver des positions indépendantes, surtout en politique internationale.

Toutes les initiatives de la France libre et les débats de l'Assemblée consultative visent à préparer une relève à l'Etat vichyste. "Légitimité n'est pas légalité", il faut donc assurer une conti-

(1) Emmanuel Choisnel : *L'Assemblée consultative provisoire (1943-1945). Le sursaut républicain*. Editions L'Harmattan, 2007.

nuité juridique à l'Etat, permettant de se justifier vis-à-vis des pays "alliés" et de les convaincre de la continuité de la France, souveraine, indépendante et démocratique. Les pays "alliés" défendent leurs intérêts économiques et ne reconnaissent pas spontanément "la France libre" comme nation :

— le gouvernement provisoire d'Alger n'est pas reconnu par les Alliés ;

— les rapports des Américains en Afrique du Nord en 1942 avec les autorités vichystes sont pour le moins équivoques ;

— en février 1945, la France ne participe pas à la conférence de Yalta.

La souveraineté nationale est d'une importance capitale, l'actualité nous le démontre. Il faut la conquérir, et, sur ce point, les alliés anglais et américains n'ont aucune raison de laisser se reconstruire la France qui dispose encore d'un empire, que tout le monde va défendre (PC et socialistes inclus). Gagner la souveraineté est un combat qui va durer, pour le moins, jusqu' à la mise en place de la Constituante.

Les débats sur la préservation de l'empire démontrent qu'unanimement, les membres de l'Assemblée sont très loin du principe de *libre disposition des peuples*. Alors que les massacres de Sétif ont lieu en mai 1945, il n'y en a aucun écho dans l'Assemblée consultative avant juillet. En revanche, le débat sur le contrôle du Liban et de la Syrie, sur lesquels les Anglais concurrencent la France, est particulièrement important.

Tous les membres de l'Assemblée ont parfaitement compris que l'écroulement du nazisme entraînerait la dislocation totale de l'Etat français. Un vide qui ne pourrait qu'ouvrir une situation révolutionnaire. Il faut donc préparer une relève de l'Etat, et tout le monde s'y attelle avec ses convictions et ses divergences. La compréhension du mouvement des masses et des liens de la résistance intérieure avec la classe ouvrière oblige l'Assemblée à tenir compte de ces éléments. Le financement et l'armement de la résistance en sont illustratifs.

Le débat sur l'épuration est aussi très instructif. La volonté de légaliser l'épuration était contradictoire avec la volonté populaire, qui voulait aller vite. L'épuration sauvage s'oppose à l'épuration légale. Intéressant également comment l'Assemblée consultative tient à la participation du PCF au gouvernement provisoire et assure le retour de Thorez, réfugié à Moscou depuis 1940.

Les décisions de l'Assemblée nous replongent dans cette histoire de la fin de la guerre et de la naissance d'une IV^e^ République exemple d'une démocratie parlementaire. Les nationalisations, la politique budgétaire, le droit de vote des femmes, l'Education nationale, la presse, aucun sujet n'est oublié, et la décision de créer *Le Monde*, porte-parole de la République en construction, mérite une attention particulière.

La naissance des comités d'entreprise : volonté *"d'associer le personnel à la gestion de l'entreprise"* ou *"premier pas vers le contrôle ouvrier"*, ouvre un débat qui reste d'actualité, comme celui sur la Sécurité sociale, voulue comme la nécessité *"de garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature"*.

Cette étude souligne à sa manière comment l'histoire permet toujours de comprendre l'actualité. C'est l'un des aspects de son utilité.

Pierre Levasseur

Marcel Sembat : un socialiste d'Union sacrée (1)

Apart une station de métro et une kyrielle de rues, Marcel Sembat n'a laissé aucune trace dans l'histoire. Pourquoi publier plus de 800 pages de journal de ce dignitaire socialiste nommé à la fin août 1914 ministre des Travaux publics du premier gouvernement d'Union sacrée (avec Léon Blum comme directeur de cabinet) avant d'être remercié en 1916 après une campagne au cours de laquelle Clemenceau stigmatisa son *"incapacité éblouissante"* ?

Le préfacier, Christian Phéline, s'acharne à présenter Marcel Sembat comme un personnage important qu'il faudrait ressortir de l'oubli où l'histoire l'a laissé s'enfoncer. Le postfacier, Denis Lefebvre, qui jugea bon en 2002 de signer avec Stéphane Courtois, le politologue Perineau et quelques autres un manifeste soutenant avec enthousiasme la guerre en Afghanistan et George W. Bush, en fait autant. Efforts bien inutiles...

Un exemple illustre la nature de ce député-ministre.

Le 22 janvier 1905 (le 9 dans le calendrier julien alors utilisé en Russie), l'armée du tsar, qui va de défaite en défaite face à l'armée japonaise à l'autre bout de l'empire, écrase dans le sang, à Saint-Pétersbourg, une manifestation d'ouvriers grévistes portant des portraits du tsar et des croix, et qui tentent d'aller au palais d'Hiver remettre au souverain une pétition où ils définissent une série de revendications urgentes.

Du chef de l'Okrana de Saint-Pétersbourg, le général Guerassimov, à Lénine, de Jaurès à l'empereur d'Allemagne, Guillaume II, du chef du gouvernement provisoire russe en 1917, Kerenski, à Soljenitsyne ou à l'hagiographe russe du tsar, Serge Oldenburg, tous s'accordent pour affirmer : le 9 janvier 1905, ou "Dimanche rouge", ouvre une nouvelle époque dans l'histoire de la Russie. Le soir même du massacre, Gorki écrit à sa femme : *"La révolution russe a débuté."* L'historien monarchiste russe Serge Oldenburg affirme : *« Le neuf janvier a été un "tremblement de terre révolutionnaire" »* : il a *"marqué le début de la révolution russe"*. Soljenitsyne, étudiant la révolution de février 1917, qui, selon lui, a *"tragiquement changé non seulement les destinées de la Russie, mais tout le cours de l'histoire universelle"*, prétend : *"Le pouvoir a perdu la révolution de février avant même qu'elle ait commencé. Il faut voir là l'effet du traumatisme de 1905, de ce malencontreux 9 janvier."*

Le Bureau socialiste International conclut une déclaration sur ce massacre par le pronostic : *"En ordonnant les massacres de Pétersbourg, Nicolas II a régi l'arrêt de mort du tsarisme."* L'empereur d'Allemagne, Guillaume II, s'inquiète : *"La Russie paraît tourner aujourd'hui une page de son histoire."* Le dirigeant menchevique Martov écrit : *"Depuis le 9 janvier, nous sommes entrés dans l'époque de la guerre civile, dans l'époque de la révolution."* Lénine renchérit : *"La Russie n'est plus le 10 janvier ce qu'elle était le 8 janvier."* Jean Jaurès intitule l'éditorial de *L'Humanité* du 23 janvier consacré au "Dimanche rouge" : *"La mort du tsarisme"* et souligne d'emblée : *"Du coup qu'il a porté aux ouvriers russes, le tsarisme s'est frappé lui-même mortellement."*

(1) Marcel Sembat, *Les Cahiers noirs, Journal, 1905-1922*. Présentation et notes de Christian Phéline, Viviane Henry éditeur, 830 pages, 29 euros.

Pour l'historien de la Révolution Fernand Grenard, *"cette journée ouvre la révolution russe comme le 14 juillet 1789 ouvre la Révolution française"*.

Si Jaurès consacré son éditorial de *L'Humanité* du 23 janvier au "Dimanche rouge" (c'est lui qui lui donne d'ailleurs ce nom), Marcel Sembat a d'autres chats à fouetter. Dans son *Journal*, à la date du 23 janvier (et dans les jours qui suivent), il n'en dit pas un mot. Il évoque les méandres de la crise ministérielle en France et le fait que, pendant toute la durée des obsèques de Louise Michel, il a été demandé au téléphone par un sous-secrétaire d'Etat soucieux de s'assurer son avenir dans le remaniement gouvernemental en cours.

"La crise est finie. J'ai réussi à faire maintenir Bérard (...). Je m'amusais au retour des obsèques de Louise Michel à vérifier par mon exemple le progrès de nos forces : un socialiste revenant de manifester pour une anarchiste et au milieu d'anarchistes, demandé pendant tout le cortège au téléphone par les appels réitérés d'un sous-secrétaire d'Etat en péril" (pages 74-75).

Tout gonflé de cette importance de faiseur de sous-secrétaires d'Etat, il ajoute une autre notation personnelle : *"Good love this night and long"*, genre de notations qu'il multiplie au cours de ce *Journal* et qui manifeste une échelle des soucis très personnelle. Il évoque la révolution russe seulement le 14 février pour signaler qu'il a prononcé devant le comité républicain socialiste du XVIII[e] arrondissement *"un bon discours sur la Séparation* (de l'Eglise et de l'Etat — NDA), *les retraites ouvrières, les massacres de Russie"* (page 78). Il est content de lui, c'est l'essentiel. Un peu plus tard, le 22 février, il note : *"Samedi, je suis parti pour les conférences antitsariennes dans le Nord (...), je savais bien ce que je voulais dire, j'avais ma provision de faits et j'ai été bon"* (page 79). C'est à cela que se réduit pour lui l'importance de la révolution russe...

Les congrès socialistes internationaux l'ennuient, peut-être car il ne peut s'y faire applaudir. Ainsi, le congrès de Stuttgart de 1907, qui débat âprement de la lutte contre la guerre et où s'affrontent des motions Jaurès-Vaillant, Hervé, Guesde, Bebel, ne suscite chez lui que quatre lignes désabusées : *"Huit jours de congrès socialiste. Comme j'ai séché Nancy* (le congrès de la SFIO — NDA), *Vaillant et Jaurès ne me mettent dans aucune commission, ils préfèrent les garder pour eux* (comme si Jaurès avait un tel souci. Sembat le juge à l'aune de sa propre médiocrité — NDA). *Ce congrès fut rasoir à l'ordinaire avec ses traductions interminables. Puis j'avais mal aux dents. Oui, une fluxion causée par cette dent qui me laissait en paix depuis un an au moins"* (page 180). Et c'est tout. Quel en furent l'enjeu et le résultat ? Manifestement, Sembat s'en fout...

En revanche, on a droit à de multiples notations sur ses exercices de gymnastiques ou ses exploits érotiques. Ce culte de son petit moi se manifeste ici par une attention aiguë à chaque petit fait de son existence. Son *Journal* n'est pas celui d'une époque, c'est celui de son moi, son petit moi. Il théorise d'ailleurs sa pratique en écrivant en 1918 : *"L'individu n'est-il pas la fleur, le produit suprême de l'effort social ? Le chef-d'œuvre social, c'est l'individu"*(page 693).

Ainsi commente-t-il la fin de sa carrière ministérielle après une vigoureuse campagne de presse déchaînée contre lui, en 1915, en en dressant un bilan rageur : *"Pendant ces trois semaines, j'ai compris, sous les bastonnades, que, depuis deux ans, je glissais au coma. Je m'engourdissais, je m'endormais. Cela m'a réveillé, décrassé des rêveries, poivré de rancune et relancé dans la vie bien sanglé, les mâchoires serrées et certain désormais que la vie pour moi c'est la bataille et que si je cesse de ma battre, je tombe au gâtisme"* (page 608). Il est remplacé par un autre socialiste d'Union sacrée, de même acabit que lui, Albert Thomas, qui, au lendemain de la révolution de Février, se rendra en Russie exhorter — sans grand résultat — les soldats russes qui veulent la fin de la guerre à se battre jusqu'au dernier...

Certains événements le font sortir de cette attention fébrile à tous les mouvements de son moi. Le plus brutal est sans doute l'assassinat de Jaurès, auquel il ne

croit pas d'abord, puis qui le brise un moment : *"J'éclate en sanglots : jusque-là pas une larme, j'éclate en sanglots en racontant à mots entrecoupés le voyage en Belgique avec lui (...). C'est en parlant que je me suis mis à pleurer, à pleurer avec une contraction de la bouche et des joues, à pleurnicher bêtement comme un gamin. Depuis ce moment-là, je n'ai pas cessé (...). Du reste, qui ne pleure pas ? (...) Bracke, hideux comme moi, la gueule tordue, pleurniche, ridicule, grotesque, affreux comme moi, blessé comme moi"* (page 568).

Certes, certes, mais sur la portée de l'assassinat de Jaurès, on aurait aimé avoir autre chose que ces portraits individuels de pleureurs...

1917, c'est pour des millions d'hommes l'année de la double révolution russe (de Février et d'Octobre) ; pour Marcel Sembat, c'est... *"l'année des rides"* (page 680)... Oui, "l'année des rides" (!), parce que dans sa glace, il repère le réseau des rides qui défigure... sa figure.

A la fin de sa vie, Sembat se tourne vers la religion. La règle de vie qu'il recommande *"se manifeste dans la prière"*, car *"la prière crée le dieu"*. Il conseille à son lecteur hypothétique : *"Dites* Notre Père *et* Je vous salue Marie *sans perdre rien de vos idées renaniennes, durkheimistes, jane-harrissoniennes ! Et pendant le jour, méditez, en promenant, cinq minutes, le salut (...). Grâce à ces pratiques religieuses, j'espère éviter les hontes"* (page 694). On n'est pas sûr qu'il y soit parvenu.

Le *Journal* de Sembat jette une vive lueur sur les dirigeants socialistes, piliers de l'Union sacrée et soutiens de l'ordre bourgeois, qui ont, en 1920-1921, défendu la "vieille maison" contre la scission qui a donné naissance au Parti communiste, car il en est à l'évidence un représentant typique.

Marc Teulin

Quelques publications des Bons Caractères

LES nouvelles éditions Les Bons Caractères ont procédé depuis trois ans à la réédition d'ouvrages importants à divers titre.

Signalons d'abord la réédition du *Marx et Engels*, de David Riazanov. Ce dernier, militant bolchevique souvent très critique — y compris dans les actes ! —, a certainement été le meilleur connaisseur mondial de Marx et Engels. En 1922, il a prononcé neuf conférences sur Marx et Engels à l'Académie socialiste. Riazanov, avec un extraordinaire talent pédagogique, réussit le tour de force de donner à la fois un tableau vivant de l'histoire du moment, de raconter les principaux événements de l'existence et du combat de Marx et d'Engels, et d'exposer de façon à la fois claire et précise des éléments essentiels du marxisme et des conditions dans lesquelles il s'est formé. C'est un ouvrage fondamental — et, répétons-le, très vivant — d'initiation au marxisme.

La réédition du *Programme socialiste* de Karl Kautsky se situe dans la continuité de celui-ci, dans la mesure où Kautsky a défini là les grandes lignes de ce pouvait être le programme d'un parti de la IIe Internationale menant le combat pour le socialisme. Il s'agit donc d'une référence historique, et donc d'une composante historique de la conscience ouvrière, mais cet ouvrage, souvent didactique, manque du souffle révolutionnaire qui anime les pages de Riazanov.

Les éditions des Bons Caractères ont republié l'ouvrage de Rémi Adam consa-

cré au sort et à la révolte des soldats russes envoyés en France par le tsar Nicolas II en 1915-1916 (*Histoire des soldats russes en France, 1915-1920*). Les *Cahiers du mouvement ouvrier* avaient publié dans leur n° 6 un chapitre de cet ouvrage, le seul travail sérieux d'ampleur sur cet événement.

Il faut enfin attirer l'attention sur la republication de deux œuvres romanesques : d'abord *Le Fléau du savoir,* d'André Billy et Tversky, et *La Paix,* d'Ernst Glaeser.

Le premier est consacré à l'émancipation intellectuelle et politique d'un jeune Juif issu d'une famille très religieuse et traditionnaliste. Le fléau du savoir est une expression évidemment ironique, venue de la bouche d'un vieux Juif traditionnaliste qui constate avec amertume que l'introduction du savoir ébranle l'édifice séculaire des traditions dans lesquelles lui et ses semblables veulent enfermer les Juifs jusqu'à la venue quelque peu hypothétique du Messie.

La Paix, d'Ernst Glaeser, évoque la révolution allemande de novembre 1918, qui renverse l'empereur Guillaume III et débouche sur la paix. Même si le romancier cède parfois au didactisme traduit dans des discours quelque peu longuets de ces personnages, Glaeser donne une peinture pittoresque et souvent cruelle des diverses couches de la société allemande jetée dans le brasier de la révolution après quatre ans de guerre. C'est une sorte de roman social d'aventures, comme d'ailleurs, sous une autre forme, *Le Fléau du savoir.*

Une image des changements du Parti bolchevique russe (1)

PENDANT les longues séances du bureau politique du Parti communiste russe ou plus encore des plénums de son comité central, certains dirigeants passionnés de dessin s'amusaient à caricaturer leurs voisins. A travers ces caricatures, signées le plus souvent Nicolas Boukharine, Emilian Iaroslavski — le secrétaire de l'association dite des Sans-Dieu —, Valeri Mejlaouk, un moment président du Gosplan, se reflète tout un pan de l'histoire du Parti communiste de l'URSS jusqu'en 1937, jusqu'au moment où cette forme de caricature politique disparaît dans le sang avec ses auteurs.

François Xavier Nérard souligne à juste titre : *"Il y a peu de choses en commun entre les œuvres des années vingt, où, malgré les tensions politiques, l'humour est très présent et l'ambiance relativement légère, et celles de la fin des années trente, où la tension devient palpable, où la peur suinte sous le crayon."* Il précise : *"C'est essentiellement le cas de la série de dessins de Mejlaouk (...), reportage en direct sur le plénum de février-mars 1937 (...), étape essentielle de la répression politique en URSS."*

C'est au cours de ce plénum du comité central que Boukharine et Rykov, qui en sont membres, sont arrêtés, début d'une pratique instaurée par Staline et Iejov qui débouchera sur une étonnante pratique stalinienne : faire arrêter en pleine séance les membres de l'instance théoriquement dirigeante du parti au pouvoir. Au plénum du comité central de juin 1937, il en fera ainsi exclure et arrêter 31 ! Les dessins de Mejlaouk donnent une image originale et directe de la terreur ainsi instaurée par Staline pour liquider le parti même dont il est le premier dirigeant et installer sur ses débris

(1) *Dessine-moi un bolchevik. Les caricaturistes du Kremlin, 1923-1937*, édité par Alexandre Vatline et Larissa Malachenko, traduit du russe et de l'anglais par François-Xavier Nérard. Préface et compléments de François-Xavier Nérard. Tallandier, Paris, 2007, prix non indiqué.

le parti de la nomenklatura. Au rang de ces débris figurent les principaux dessinateurs.

Si certains ne sont, au début, que des portraits essentiellement psychologiques ou bon enfant, les dessins peu à peu reflètent des épisodes de la lutte politique qui se mène dans la direction. Ainsi, un collage de Radek, à l'époque de la lutte de l'Opposition de gauche, montre Staline en pelisse de fourrure, vraie tenue de "barine" (maître), son partisan Roudzoutak (qu'il fera fusiller en 1938) maniant la brosse à reluire, et Boukharine, à l'époque soutien de Staline (qui le fera condamner à mort au troisième procès de Moscou, en 1938) transformé en chien glapissant.

Un autre dessin anonyme représente Iaroslavski, membre de la commission centrale de contrôle et partisan hystérique de Staline, en chien à la droite de Staline en uniforme de gendarme tsariste, sabre au côté, foulant aux pieds une bannière portant l'inscription *"Démocratie interne du parti"*. Le seul dessin du stalinien Krjijanovski, flanqué du commentaire *"Dossier médical de l'Opposition"*, représente les quatre principaux dirigeants de l'Opposition unifiée (Trotsky, Zinoviev, Kamenev et Smilga) le pantalon baissé devant Staline qui brandit le fouet, ce qui traduit surtout les aspirations du stalinien Krkjijanovski, car le fouet de Staline, chacun le sait, ne fait pas plier Trotsky, ni non plus Smilga, même si ce dernier se rallie un moment à "la ligne générale" avant de se dresser à nouveau contre Staline et son appareil.

L'apothéose est constituée, si l'on ose dire, par les dessins de Mejlaouk à propos du plénum du comité central de février 1937. On y sent effectivement la peur qui ronge le dessinateur lui-même et son étonnement devant l'ampleur d'une répression sans rivage. Ainsi, un dessin apparemment anodin représente Stanislas Kossior, membre du bureau politique, demandant la parole, et le président de la séance, Andreiev, demandant : *"Mais qui est-ce ? Où est-il ?"* Certes, Kossior est tout petit, mais dans cet anonymat s'annonce soudain le pressentiment de sa liquidation prochaine, que souligne le commentaire d'une autre victime prochaine : *"Mais laissez-le dire un mot, ne gâchez pas le plaisir de la fête."* Etrange fête, en vérité.

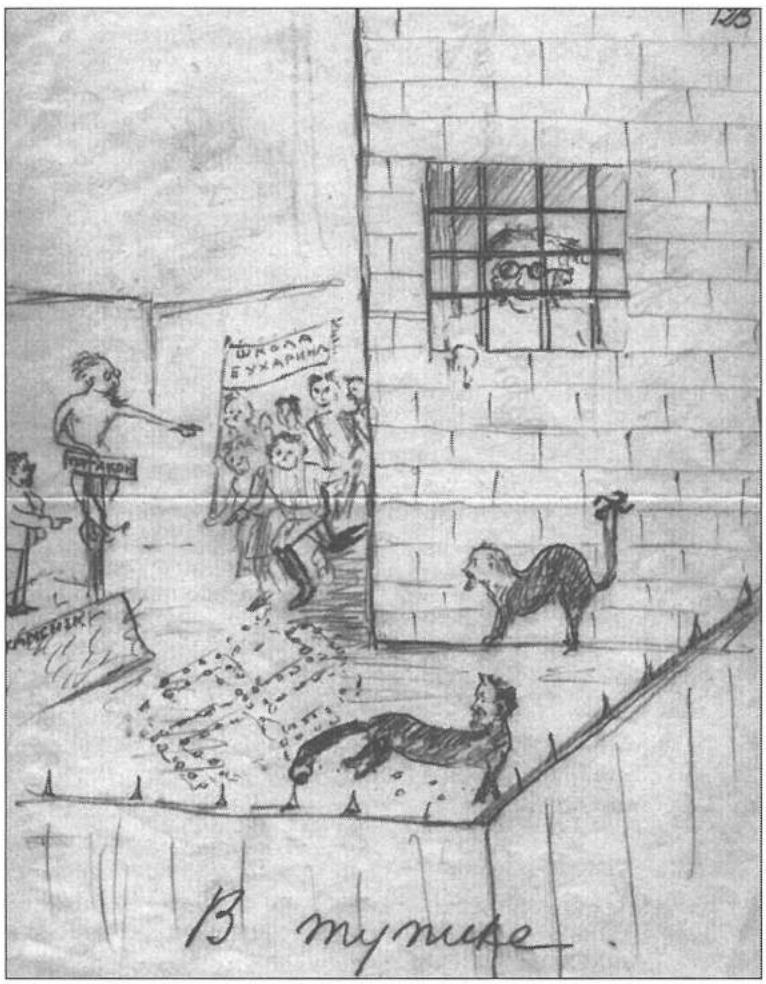
Le volume est enrichi d'une cinquantaine de photos, de commentaires des spécialistes russes Alexandre Vatline et Larissa Malachenko, et d'une introduction de François-Xavier Nérard qui replacent des dessins et les événements auxquels ils font allusion dans leur cadre historique d'ensemble. Ces textes restituent l'atmosphère dans laquelle ces dessins ont pris naissance, tout particulièrement lorsque Vatline et Malachenko évoquent la réunion véritablement terroriste du comité central de février 1937. *"La peur et l'incertitude du lendemain*, écrivent les deux auteurs, *incitèrent les cadres staliniens à se protéger : c'est la raison du flot de mensonges et de flatteries qui résonnèrent à la tribune du plénum. Les proches du chef savaient déchiffrer ses pensées secrètes"*, c'est-à-dire traiter ses victimes annoncées de traîtres, vendus, agents de l'ennemi, saboteurs et autres compliments dont le procureur des procès de Moscou, Vychinski, se fera le champion.

Celui qui ne le sait pas ou ne le veut pas est perdu. Ainsi, Ossinski reproche à Boukharine de ne rien comprendre à la dialectique et d'être un positiviste bourgeois. Or le dessin de Mejlakouk illustre sa gaffe. Il oppose le *"noumène Boukharine"* (qu'évoque Ossinski) au *"phénomène Boukharine"* sur *"la terre des péchés"* qu'il faudrait dénoncer. Et sur le dessin, le *"phénomène Boukharine"* (c'est-à-dire le Boukharine prétendument réel) tire des coups de feu sur l'URSS : c'est un terroriste, et c'est en tant que tel qu'il doit être dénoncé, non en tant que philosophe bourgeois. Ossinski paiera de sa vie cette erreur fatale. On comprend mal qu'évoquant cet épisode, les auteurs parlent d'*"Olympe bolchevique"*, car cette atmosphère de peur, d'hypocrisie, de lâcheté et de bassesses dans le comité central de Staline n'a rien à voir avec l'atmosphère de discussion, certes souvent tendue, mais menée entre égaux, du comité central des années de Lénine. L'Olympe stalinienne, parsemée

des cadavres de ses propres dignitaires, est un autre lieu que le comité central du Parti bolchevique de l'époque de Lénine (et de Trotsky), ce qui ressort du volume lui-même.

Ces spécialistes russes admettent ici et là quelques erreurs : ainsi font-ils de Staline un *"membre du Politburo depuis 1917"*, alors que ce Politburo de 1917 n'a jamais existé que sur une feuille de papier trafiquée par Staline et ne se réunira jamais. Le bureau politique ne sera créé qu'en mars 1919. Ils affirment aussi qu'Antonov-Ovseenko fut *"éloigné d'URSS à cause de ses sympathies trotskystes"* alors qu'il fut le premier trotskyste connu à rompre avec l'Opposition dès mars 1928. Ils prétendent que Lachevitch fut *"un trotskyste convaincu"*, ce que ce partisan de Zinoviev ne fut jamais... Mais ces quelques menues erreurs ne retirent rien à la valeur de cet ouvrage, qui, par la qualité de ses illustrations et la drôlerie, puis le caractère sinistre de nombre de ses dessins, peut intéresser un large cercle de lecteurs, au-delà même de ceux pour qui la révolution russe est un moment clé de l'histoire du vingtième siècle.

Jean-Jacques Marie



Chronique des falsifications

Une note secrète du maréchal Pétain

L'Humanité, n° 5471 (jeudi 10 avril 1919) Page 2 : *"Aux Armées. La propagande militaire contre les bolchevicks"*

« NOTE du GQG des armées françaises de l'Est (EM service spécial – sûreté générale des armées n° 3000, en date du 10 mars 1917), qui donne des instructions aux officiers supérieurs pour mener une propagande contre le bolchevisme.

Avant-propos

Le maréchal de France, commandant en chef des armées françaises de l'Est, à M. le Général :

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une note de renseignements sur les réalités bolcheviques.

Cette note destinée à servir de thème aux conversations des officiers supérieurs avec leurs officiers subalternes sera répandue jusqu'au bataillon.

Les autorités militaires à tous les degrés de la hiérarchie ne manqueront pas de veiller tout particulièrement en ce moment aux démarches et agissements sous toutes formes qui pourraient provenir du fait d'agents bolchevistes ou d'autres révolutionnaires.

Cette surveillance qui doit s'exercer sans relâche exige l'attention la plus vigilante de tous les cadres des unités, et spécialement de la prévôté.

Extrait du document

Les réalités bolcheviques - les principes

Les bolcheviks, qui, en octobre 1917, se sont emparés du pouvoir en Russie par la violence et le crime avaient pour devise : Pain, Paix, Liberté ; et comme programme : Dictature de la classe ouvrière-expropriation du capitalisme-suppression de la propriété privée-armement général du prolétariat.

Les résultats

Après 18 mois de régime bolchevique, la situation bolchevique peut se résumer ainsi : la guerre bat son plein à toutes les frontières ; une famine terrible ravage le pays ; la liberté est supprimée ; la terreur règne partout.

(...) Mais les bolcheviks ont fait pire encore ; ils ont fait preuve de perversion et sadisme en autorisant sur le préavis des soviets régionaux la nationalisation des femmes et des jeunes filles.

Voici un article paru dans le journal *Kievskaia Mysl* (la *Pensée de Kiev)* du 28 septembre 1918 :

"Mandat sur la socialisation des femmes.

Le journal L'Anarchiste de Briansk *reproduit en entier le document soviétiste suivant :*

"Comité de pauvreté rural de Moursilovsk, 16 septembre 1918.

Mandat

Au compagnon Grégoire Savéliev.

Pour les besoins de la campagne d'artillerie cantonnée dans le cercle de Moursilovsk (district de Briansk), il est accordé au compagnon Grégori Savéliev, à son choix ou sur ses indications, le droit d'appréhender et de livrer aux casernes de la division 60 femmes et jeunes filles en tant que ce nombre puisse être prélevé dans les familles de bourgeois ou de paysans aisés.

Le secrétaire : Sabelnikov

Le président des Soviets : Skomeikine."

Voilà donc quelle sorte de documents le GQG met à la disposition des officiers français pour qu'ils se fassent une opinion sur le gouvernement qui est depuis un an et demi celui d'un peuple de 120 millions d'habitants. C'est plus absurde encore que ce n'est odieux. »

Stéphane Courtois dans ses œuvres

Stéphane Courtois a accordé une interview au *Choc du mois* de novembre 2007. Ce mensuel a été fondé par François Brigneau, fasciste notoire à la lourde carrière. En juin 1944, ce Brigneau s'engage dans la milice de Darnand, qui n'est pas seulement un organisme de la collaboration avec les nazis, mais d'abord une organisation de tueurs chargée d'abattre résistants et Juifs. Condamné à la prison à la Libération, il est libéré au bout d'un an... Il restait tant de vichyssois dans l'appareil de l'Etat !

Brigneau appartient dans les années 1950 à l'organisation ouvertement fasciste Ordre Nouveau. Il se distingue par un antisémitisme particulièrement agressif, qui l'amène à déclarer un jour : *"On peut être anticapitaliste, anticatholique, on peut être anti-Allemand, on doit être antifasciste, mais on ne peut être antisémite sans risquer cinq mille francs d'amende et deux ans de prison."* Il sera plusieurs fois condamné pour ses déclarations ouvertement et grossièrement antisémites. Il apporte publiquement son soutien au tortionnaire nazi Paul Touvier, caché, on le sait, pendant plus de vingt ans par des réseaux de l'Eglise catholique, dans le prolongement de sa collaboration active avec le régime de Vichy. Il écrit lors du procès de Touvier en 1992 : *« Après ma mort, je voudrais qu'une plaque fût apposée sur ma maison. On lirait ces mots :* "Ici, pendant la chasse à l'homme, Paul Touvier et les siens furent reçus chaque fois qu'ils le désirèrent" » (*National Hebdo*, 16 avril 1992). Cofondateur du Front national, il en a été le vice-président en 1972-1973. Il ne s'en éloignera que par refus de choisir entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret.

Il est assez piquant que ce soit dans un organe de presse fondé par un ancien collaborateur des nazis que Courtois affirme son équation *"communisme égale nazisme"* (tel est le titre de son interview).

Stéphane Courtois : "historien"...

Stéphane Courtois historien ? Son interview au *Choc du mois* confirme tous les doutes que l'on pouvait nourrir sur sa qualification dans ce domaine. Il déclare

dès le début : *"Serais-je de droite parce que j'ai exprimé publiquement mon soutien aux Etats-Unis dans leur guerre contre l'islamisme radical, que je tiens pour la nouvelle forme de totalitarisme au XXIe siècle ?"*

Etrange formulation... On pourrait croire, à lire ces lignes, qu'il s'agit d'une guerre plus ou moins idéologique. Or Courtois a exprimé son soutien public non pas à une guerre idéologique ou politique "contre l'islamisme radical", mais aux deux guerres très précises déclenchées par les Etats-Unis en Afghanistan et en Irak, à grand renfort de bombardements, de milices privées, d'exécutions de civils, de tortures à grande échelle, d'assassinats...

La guerre en Irak a détruit une bonne moitié du pays et provoqué plusieurs centaines de milliers de morts que Courtois aura de la peine à comptabiliser dans "les victimes du communisme". Rappelons par ailleurs — pour souligner un peu plus les qualités de Courtois historien — que, quels qu'aient pu être les crimes de Saddam Hussein, ce dernier n'appartenait pas plus à l'islamisme radical qu'il ne possédait d'armes de destruction massive. Courtois couvre ainsi deux falsifications à la fois. C'est une habitude chez lui.

Courtois n'a avec la vérité historique que des rapports extrêmement distants. Il s'attribue ainsi des mérites imaginaires en écrivant à propos de la lutte des étudiants contre la loi Pécresse, qui démantèle l'Université en la soumettant au patronat et aux intérêts privés : *"Croyez-moi, je connais la manœuvre. En mars 1970, j'ai fait fermer la fac de Nanterre pendant quinze jours. Il suffit de trois ou quatre dizaines de types bien décidés, ça suffit. Gymnastique révolutionnaire qui ne sert qu'à satisfaire l'ego de quelques excités qui se donnent ainsi de l'importance."*

Courtois n'est pas plus sérieux quand il évoque sa propre histoire que lorsqu'il parle de la révolution russe. Il s'attribue un mérite imaginaire qui satisfait son ego en transformant un fait précis : les 2 et 3 mars 1970, après des affrontements entre maoïstes de Vive la révolution (VLR), groupuscule auquel appartenait Courtois, et le groupuscule fascisant dit GUD, les policiers ont tenté d'investir la faculté. De nombreux étudiants — dont les maoïstes — se sont affrontés avec la police. C'est cet affrontement que Courtois résume audacieusement en affirmant *"j'ai fait fermer la fac de Nanterre pendant quinze jours"*. Il se mouche quelque peu du pied...

... ou chien policier ?

L'attribution éventuelle de cette qualité à Courtois ne relève pas du procédé polémique grossier façonné jadis par les staliniens, mais découle de ce que Courtois déclare dans son interview : *"La loi sur l'autonomie des universités,* affirme-t-il, *(...) devrait permettre, à terme de quatre ou cinq ans, de voir se détacher des universités d'excellence d'où seraient absents* ***des dizaines de milliers d'étudiants-touristes qui s'inscrivent pour avoir la carte d'étudiant et ne viennent jamais aux cours ni aux examens — y compris souvent les boursiers —, et où la présidence pourra mettre à la porte les enseignants qui ne font pas sérieusement leur travail"*** (souligné par moi).

Cette phrase est un appel explicite à la chasse aux étudiants — même boursiers — et aux enseignants (malheur aux historiens qui n'ânonneront pas docilement les falsifications du *Livre noir du communisme* et ses statistiques funambulesques).

Courtois a ensuite donné une interview au dossier sur *"Trotski et le trotskisme"* de la revue d'extrême droite *La Nouvelle Revue d'histoire*, dirigée par un homme d'extrême droite, Dominique Venner. Le premier article s'intitule élégamment : *"Le cadavre bouge encore."* On y apprend que le trotskisme *"adore les complots, la violence et les cheveux coupés en quatre"*. Courtois rassure pourtant les lecteurs de la revue : *"Le trotskisme fait partie de cette exception française que nous traînons depuis si longtemps, mais qui est en train de disparaître."*

Si Courtois est aussi mauvais prophète qu'historien, ses lecteurs ne devraient guère être rassurés !

Jean-Jacques Marie

Entretien avec Stéphane Courtois

Communisme égale nazisme, c'est enfin admis !

Directeur de recherches au CNRS, Stéphane Courtois est considéré comme l'un des spécialistes mondiaux de l'histoire des totalitarismes. La publication de son *Livre noir du communisme*[1], vendu à plus d'un million d'exemplaires, en a également fait un polémiste de choc. Avec son tout nouveau *Dictionnaire du communisme*[2], l'historien dépasse la seule dimension criminelle du communisme. Il répond aux questions sur son passé maoïste, la confiscation de l'historiographie par les marxistes... et Guy Môquet.

Le Choc du mois : Commençons, si vous le voulez bien, par les questions sur votre itinéraire et vos convictions. Vos adversaires vous présentent comme l'historien autoproclamé du communisme représentant la droite catholique. Ailleurs, on peut lire que vous êtes un ancien mao. Qui a raison ?

Stéphane Courtois : J'ai effectivement lu avec beaucoup de surprise, dans un article du *Nouvel Observateur* de juillet 2006, que j'étais « *l'idéologue de la droite catholique* ». Pour cela, il eut d'abord fallu que je sois catholique, ce qui n'est pas le cas, même si je donne un cours d'histoire du communisme dans une université catholique de Vendée – c'est d'ailleurs l'honneur de ces catholiques de faire passer l'appréciation des compétences professionnelles avant les appartenances religieuses. Et serais-je stigmatisé de la même manière si j'étais de « *la gauche catholique* » ?

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0908G78360